

Le Pape Dictateur. l'Histoire Cachée du Pontificat

Sire, Henry

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

HENRY SIRE



LE PAPE DICTATEUR

L'histoire cachée
du pontificat

PRESSES DE LA DÉLIVRANCE

Le PAPE DICTATEUR
Henry Sire

Vous pouvez tromper tout le monde parfois, et certains d'entre eux tout
le temps, mais vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le
temps.

Abraham Lincoln

INDEX

Introduction

1. La mafia de Saint-Gall
2. Le Cardinal d'Argentine
3. Réforme ? Quelle Réforme ?

Illustrations

4. Frayer un nouveau chemin (très tortueux)
5. Miséricorde ! Miséricorde !
6. Kremlin Santa Marta

INTRODUCTION

Si vous parlez aux catholiques de Buenos Aires, ils vous parleront du changement miraculeux qui a pris le contrôle de Jorge Mario Bergoglio. Leur archevêque, sournois et discret, s'est transformé du jour au lendemain en le souriant et joyeux Pape François, l'idole du peuple avec lequel il s'identifie si pleinement. Si vous parlez à quelqu'un qui travaille au Vatican, ils vous parleront du miracle à l'envers. Quand les caméras de publicité sont éteintes, le Pape François se transforme en une autre figure : arrogant, dédaigneux des gens, prodigue du mauvais langage et célèbre pour ses accès de colère furieux connus de tous, des cardinaux aux chauffeurs.

Comme le disait lui-même le Pape François le soir de son élection, les cardinaux du Conclave de mars 2013 semblaient avoir décidé d'aller « jusqu'aux extrémités de la Terre » pour choisir leur Pape, mais la prise de conscience est en train de se faire qu'ils n'avaient pas eu la peine de vérifier leur marchandise. Au début, il semblait une bouffée d'air frais, ses refus de la convention étant les signes d'un homme qui allait apporter une réforme audacieuse et radicale dans l'Église. Au cours de la cinquième année de son pontificat, il apparaît de plus en plus clairement que la réforme n'est pas menée à bien. Au lieu de cela, ce que nous avons est une révolution dans le style personnel, mais une révolution qui n'est pas une révolution heureuse pour ce que les catholiques considèrent comme le poste le plus sacré sur Terre. Les catholiques conservateurs s'inquiètent des changements que François semble introduire dans l'enseignement moral, tandis que les libéraux sont insatisfaits parce que ces changements sont vaguement exprimés et ne vont pas assez loin. Mais au-delà de ces craintes, il y a des fautes qui devraient faire bouger tous les catholiques concernés par l'intégrité de l'Église et la charge papale. Après près de cinq ans de pontificat, François démontre qu'il n'est pas le dirigeant démocratique et libéral que les cardinaux pensaient élire en 2013, mais un tyran papal comme on n'en a pas vu depuis des siècles. Aussi choquante que puisse être l'accusation, elle est étayée par des preuves incontestables. Ce livre retrace les réformes ratées qui ont faussé les espoirs placés en François et décrit en détail le règne de la peur au Vatican que le Pape d'Argentine a introduit.

1. LA MAFIA DE SAINT-GALL

Danneels révèle tout dans une interview télévisée

Après plus de quatre ans du pape François Bergoglio, on dit plus fréquemment et plus ouvertement que l'étrange situation du Vatican d'aujourd'hui ne ressemble à rien de moins qu'à un roman de Dan Brown, avec des complots d'éminents ecclésiastiques, des scandales financiers et sexuels et des intérêts bancaires internationaux louches. Alors que beaucoup espèrent que le pape François relâchera les doctrines et les pratiques traditionnelles de l'Église, il est surprenant de constater que peu d'attention a été accordée à une remarque de l'un des prélats les plus élevés et les plus puissants du monde occidental, à savoir qu'il a été élu par une "mafia" libérale, un groupe d'évêques et de cardinaux progressistes qui avaient travaillé pendant des années pour parvenir exactement à cette fin.

Loin d'être une accusation des conservateurs de l'Église, le terme a été utilisé pour la première fois dans une interview télévisée (1) en septembre 2015 par le Cardinal Godfried Danneels, archevêque retraité mais toujours très influent de Malines-Bruxelles. Danneels a dit qu'il avait fait partie pendant des années de ce groupe qui s'était opposé au Pape Benoît XVI tout au long de son règne. Le groupe a travaillé, a-t-il dit, à la création d'une Église catholique « beaucoup plus moderne » et à l'élection de l'archevêque de Buenos Aires, Jorge Mario Bergoglio, comme pape. Un examen du contexte de ces commentaires extraordinaires peut donner un aperçu de la nature de la politique ecclésiastique actuelle, en particulier dans les cercles épiscopaux européens libéraux.

(1) Article paru dans LifeSiteNews, 25 septembre 2015, Jeanne Smits, « Le cardinal Danneels admet faire partie de la "mafia" cléricale qui a comploté l'élection de François ». www.lifesitenews.com/news/cardinal-danneels-admits-being-part-of-clerical-mafia-that-plotted-francis

La mafia de Saint-Gall ? Qu'est-ce que c'est, quand a-t-elle été formée, par qui et pourquoi ?

« Le groupe de Saint-Gall est en quelque sorte un nom chic », a dit Danneels, pour le plaisir du public. « Mais en réalité, nous nous sommes appelés nous-mêmes et ce groupe : la mafia. » Le cardinal parlait dans une émission de télévision belge. Dans la brève vidéo téléchargée sur internet contenant les remarques de Danneels, une voix off résumait la nature du groupe qui « se réunissait chaque année depuis 1996 » à Saint-Gall, en Suisse, à l'invitation de l'évêque de la ville, Ivo Fűrér et du célèbre jésuite et universitaire italien, le cardinal Carlo Maria Martini, archevêque de Milan.

« Ensemble, ils organisèrent la "résistance" secrète contre le cardinal Ratzinger, alors bras droit de Jean-Paul II », à la tête de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi.

« Lorsque le pape Jean-Paul II mourut en 2005, le groupe poussa déjà le pape actuel [François] au devant de la scène », bien que cette première tentative échoua à mettre Jorge Mario Bergoglio sur le trône. Face à l'élection de Ratzinger comme Pape Benoît XVI, « Danneels ne pouvait guère cacher sa déception », dit le narrateur.

Danneels a donné l'interview pour promouvoir sa biographie autorisée, et a ajouté que le groupe de Saint-Gall avait des évêques et des cardinaux, « trop nombreux à nommer ». Mais tous poursuivaient le même objectif général : la mise en œuvre d'un agenda « libéral/progressiviste », l'opposition au Pape Benoît XVI et la direction d'un conservatisme doctrinal modéré. Bien qu'on ait nié plus tard que le groupe était secret, Danneels a dit : « Les choses ont été discutées très librement ; aucun rapport n'a été fait pour que tout le monde puisse se dérouler. »

Le programme a interviewé le biographe de Danneels, Jurgen Mettepenningen, en disant que d'ici 2013, avec la démission de Benoît XVI : « Vous pouvez dire qu'à travers sa participation à ce groupe, le Cardinal Danneels a été l'un de ceux qui ont été les pionniers du choix du Pape François. »

Les auteurs de la biographie de Danneels ont cité les préoccupations du groupe comme « la situation de l'Église », « la primauté du Pape », « la collégialité » et « la succession de Jean-Paul II ». Le Vaticaniste anglais Edward Pentin écrit qu'ils « ont également discuté du centralisme dans l'Église, de la fonction des conférences épiscopales, du développement du sacerdoce, de la moralité sexuelle [et] de la nomination des évêques ». Un schéma plus ou moins identique à celui qui devait être rendu public aux deux Synodes sur la Famille convoqués par le Pape François en 2014 et 2015.

La biographie autorisée du cardinal a été co-écrite par Mettepenningen et Karim Schelkens. La biographie de Danneels, l'un des prélats catholiques les plus puissants d'Europe et l'une des voix dominantes du camp libéral dominant de l'épiscopat européen, présentait un grand intérêt public. L'existence et le but général de la "mafia" de Saint-Gall ont été confirmés le lendemain par Schelkens dans un entretien avec une station de radio locale de Saint-Gall (2).

Pentin résume, en écrivant dans le National Catholic Register (3) : « Les personnalités et les idées théologiques des membres divergeaient parfois, mais une chose les unissait : leur aversion pour le Préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, le Cardinal Joseph Ratzinger.

»

Pentin a écrit : « Le groupe voulait une réforme radicale de l'Église, beaucoup plus moderne et actuelle, sous la direction de Jorge Bergoglio, le pape François. Ils ont eu ce qu'ils voulaient. » Pentin ajoute dans un article ultérieur que si le groupe de Saint-Gall a officiellement cessé ses réunions en 2006, il ne fait aucun doute que son influence s'est poursuivie jusqu'en 2013. « On peut dire sans se tromper qu'il a aidé à former un réseau qui a ouvert la voie au moins sept ans plus tard à favoriser le Cardinal Bergoglio au Conclave. »

En 2015 (4), l'auteur allemand et expert du Vatican Paul Badde l'a confirmé en disant (5) qu'il avait reçu des « informations fiables » que trois jours après l'enterrement du pape Jean-Paul II, les cardinaux Martini, Lehmann et Kasper d'Allemagne, Backis de Lituanie, van Luyn des Pays-Bas, Danneels de Bruxelles et Murphy O'Connor de Londres « se sont réunis à la Villa Nazareth de Rome, la maison du cardinal Silvestrini ; ils discutèrent ensuite en secret d'une tactique pour éviter l'élection de Joseph Ratzinger. »

Suite aux révélations de Danneels, une lettre (6) quelque peu confuse est apparue du diocèse de Saint-Gall qui a partiellement rétracté l'affirmation selon laquelle le groupe avait influencé la démission du pape Benoît XVI. La lettre confirmait que l'élection de Jorge Bergoglio comme Pape François en 2013 « correspondait à l'objectif poursuivi à Saint-Gall », notant que cette information provenait de la biographie du Cardinal Danneels. « Cela est confirmé par l'évêque Ivo Fűrér », poursuit la lettre, qui a dit que sa « joie au choix de l'Argentin n'a jamais été un secret ».

La biographie de Danneels dit que le groupe a commencé à se former bien avant 1996. En 1982, Danneels a assisté pour la première fois

aux réunions du Conseil des Conférences Épiscopales d'Europe (CCEE) et a rencontré Martini et Ivo Fűrér, qui est décrit comme « le secrétaire zélé et discret du CCEE ». Martini a pris les rênes du CCEE en 1987 ; sa direction était décidément libérale et, en 1993, le pape avait décidé que le secrétaire du groupe serait un évêque nommé par Rome, que les prélats curiaux assisteraient aux réunions et enfin que le lieu devrait être déplacé à Rome.

En 1993, le pape transféra la présidence du CCEE des mains de Martini à celles de Miroslav Vlk, archevêque de Prague. Il est possible que cela ait été provoqué par la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, avec la volonté d'impliquer les évêques d'Europe de l'Est. Vlk n'aurait probablement pas été intéressé par le type de réforme cher à Martini et Hume.

Ces changements ont gêné le CCEE comme véhicule de pression libérale sur l'Église et c'est à partir de cette période que Danneels s'en est dégagé. Le groupe de Saint-Gall a commencé à se réunir en 1996 à l'invitation d'Ivo Fűrér – nommé évêque de Saint-Gall en 1995 – trois ans après ce changement de direction.

Plus tard, les deux biographes de Danneels ont partiellement rétracté leur description du groupe de Saint-Gall en tant que groupe de "lobby" libéral. Mais même ainsi, la même ambiguïté que dans la lettre du diocèse de Saint-Gall qu'ils ont citée dans leurs déclarations. Le 26 septembre 2015, Pentin rapportait (7) que les biographes avaient répété la lettre officielle du diocèse, disant que « l'élection de Bergoglio correspondait aux objectifs de Saint-Gall ; il n'y a aucun doute là-dessus. Et l'esquisse de son programme était celle de Danneels et de ses confrères qui en discutaient depuis dix ans. » Ils ont déclaré que l'échec de l'élection de Bergoglio en 2005 a entraîné la dissolution du groupe. Pentin souligne toutefois que certains membres de Saint-Gall ou leurs proches ont été nommés plus tard par le biographe pontifical anglais Austen Ivereigh, dans le cadre du "Team Bergoglio", le groupe de cardinaux qui a finalement mené à bien le projet de Saint-Gall au Conclave de 2013.

(2) Rapport dans FM1 Today, 29 Septembre 2015 : "Geheime Papstwahl in St. Gallen" ("Élections papales secrètes à Saint-Gall"). www.fm1today.ch/geheime-papstwahl-in-st-gallen/36070

(3) Article dans National Catholic Register, 24 Septembre 2015 : Edward Pentin, "Cardinal Danneels Admits to Being Part of 'Mafia' Club Opposed to Benedict XVI". www.ncregister.com/blog/edward-

(4) Article dans LifeSiteNews, 24 Octobre 2015 : Maike Hickson, "The themes of the 'Synod, the themes of the Sankt Gallen 'Mafia club'". www.lifesitenews.com/opinion/the-themes-of-the-synod-the-themes-of-the-sankt-gallen-mafia-club

(5) Rapport de Catholic News Agency Deutsch, 10 Octobre 2015 : Anian Christoph Wimmer, "Was Paul Badde über die Gruppe 'Sankt Gallen' wusste - Und : Wer die Synode entscheidet". ("Ce que Paul Badde savait du groupe de Saint-Gall – Et : Qui décide du Synode.") de.catholicnewsagency.com/story/was-paul-badde-uber-die-gruppe-sankt-gallen-wusste-und-wer-die-synode-entscheidet-0085

(6) www.bistum-stgallen.ch/index.php

(7) Article dans National Catholic Register, 26 septembre 2015 : Edward Pentin, « Les biographes du cardinal Danneels retirent les commentaires sur le groupe de Saint-Gall. Mais l'affirmation du cardinal selon laquelle le groupe secret de type mafieux existait et s'opposait à Joseph Ratzinger tient toujours. » www.ncregister.com/blog/edward-pentin/st.-gallen-group-not-a-lobby-group-say-authors

Qui est qui ? Membres dirigeants et leurs qualifications.

Principalement, les prélats du groupe se préoccupaient d'empêcher l'élection de Ratzinger au Conclave en 2005. Mais, plus généralement, il n'est pas difficile de déterminer à partir de l'examen de leur carrière dans quelle direction les membres de la mafia de Saint-Gall espéraient orienter l'Église sur ces questions cruciales. L'idée était simple : rassembler ces puissants prélats aux vues similaires pour utiliser leurs vastes réseaux de contacts afin d'amener ce que les analystes politiques reconnaîtraient comme un "changement de régime".

Le programme qu'ils avançaient était articulé autour des mots d'ordre de "décentralisation", de "collégialité" et d'une Église plus "pastorale". Par le dernier terme, ils voulaient dire qu'ils voulaient s'éloigner de la ferme défense de l'enseignement moral catholique qui avait caractérisé le Pape Jean-Paul II et s'éloigner de l'approche qui a été vue depuis lors dans le Synode sur la Famille (8). Les slogans de la décentralisation et de la collégialité sont aussi une critique implicite de Jean-Paul II et de la manière dont il gouvernait l'Église. Jean Paul est

arrivé au trône après le règne de Paul VI, quinze ans durant lesquels les conséquences radicales du Concile Vatican II ont été élaborées. La question de savoir si l'interprétation libérale du Concile par Paul VI était la bonne est aujourd'hui controversée (elle a été contestée par "l'Herméneutique de la Continuité" défendue par Benoît XVI) ; mais ce qui ne peut pas être contesté, c'est que les résultats du gouvernement de Paul VI ont été dans certains domaines malheureux. Près de 50.000 prêtres ont abandonné le sacerdoce au cours de ces années, les vocations à la vie religieuse en général, tant chez les hommes que chez les femmes, ont souffert d'un effondrement de la même ampleur, et il y a eu un rejet généralisé de l'enseignement de l'Église – et notamment de l'encyclique *Humanae Vitae* de Paul VI.

Le phénomène a été accentué par les nominations de Paul VI à l'épiscopat. Pour prendre un exemple aux États-Unis, la hiérarchie s'y est transformée par les nominations faites par le nonce archevêque Jadot, qui en sept ans (1973-1980) a réussi à nommer 103 évêques et à promouvoir 15 archevêques. Parmi ces derniers, les nominés qui se sont révélés particulièrement scandaleux comprenaient l'archevêque Hunthausen de Seattle, dont la direction a plus tard provoqué l'intervention du Vatican et l'imposition d'un coadjuteur, et surtout l'archevêque Weakland de Milwaukee, qui a finalement démissionné après avoir payé 450.000 dollars des fonds diocésains à un amant masculin qui le menaçait d'un procès. De telles conséquences d'un choix "libéral" de pasteurs ont été ressenties plus ou moins fortement dans de nombreux secteurs de l'Église mondiale.

Jean-Paul II est venu sur le trône pontifical avec la détermination d'arrêter la pourriture, et dans une large mesure il a réussi, mais il a laissé beaucoup de mécontents parmi ceux qui étaient de l'école de Paul VI. Comme Jean-Paul ne pouvait souvent pas compter sur la hiérarchie qu'il avait léguée, il suivait une politique de contrôle papal, et il n'avait guère d'autre choix que de restaurer l'enseignement orthodoxe et la vie religieuse catholique. Sans aucun doute, il a renforcé la discipline de l'Église, mais on peut se demander s'il peut être considéré comme un "centralisateur", par opposition à un parti qui cherche un esprit "collégial" dans l'Église. Le centralisme de Jean-Paul II, contre lequel les prélats du groupe de Saint-Gall prétendaient réagir, était une réponse à un état de chaos qui s'était manifesté par des moyens tout aussi centralisateurs. Il serait naïf de ne pas reconnaître que les slogans de décentralisation et de collégialité utilisés par le Groupe sont des mots de code pour un vaste programme libéral, qu'il convient de décrire.

Ceux qui ont observé la scène catholique au cours des trente

dernières années reconnaîtront volontiers les noms des personnalités du groupe de Saint-Gall. Parmi les plus célèbres parmi ceux qui sont répertoriés par Pentin, les plus célèbres sont Danneels, avec l'érudit biblique et archevêque papabile du cardinal Carlo Maria Martini de Milan, et le théologien allemand Walter Kasper.

(8) Voir ci-dessous, Chapitre 4.

Martini

Le plus illustre des noms de Saint-Gall et son leader incontestable fut Carlo Maria Cardinal Martini, pendant la majeure partie des années de Jean-Paul II et de Benoît XVI considéré comme la figure dominante de la faction libérale de l'Église. Une lecture des interviews et des écrits de Martini donne une idée de l'enthousiasme de Bergoglio pour son mentor déclaré ; de nombreux termes et phrases préférés du cardinal réapparaissent dans les propres écrits et discours du Pape François.

En 2008, Sandro Magister a décrit (9) le cardinal Martini comme étant habituellement "subtil et opaque", mais il a ajouté qu'il était parfois apparu en public. « À propos du célibat sacerdotal, par exemple, il dit et ne dit pas. Il en va de même pour les prêtres. Et sur l'homosexualité. Et la contraception. Et quand il critique la hiérarchie de l'Église, il ne donne pas de noms, de personnes ou de choses. »

Mais cette année-là, Martini a donné une interview de livre (10) dans laquelle il a ouvertement contesté l'enseignement du Pape Paul VI sur la contraception dans *Humanae Vitae*. L'encyclique controversée de l'interdiction de la contraception, dit le cardinal, a causé de « graves dommages », et il lui reproche l'abandon de la pratique de la foi par de nombreux catholiques depuis 1968.

Le cardinal a particulièrement loué les réponses à l'encyclique des Conférences épiscopales autrichiennes, allemandes et nationales, en disant qu'elles « ont suivi un chemin que nous pouvons continuer aujourd'hui ». Cette « nouvelle culture de la tendresse » est « une approche de la sexualité plus libre de préjugés ».

En revanche, Jean-Paul II avait « suivi la voie d'une application rigoureuse » de *Humanae Vitae*. « Il ne voulait pas qu'il y ait de doutes

sur ce point. Il semble qu'il ait même considéré une déclaration qui jouirait du privilège de l'infailibilité papale. »

« Je suis fermement convaincu que l'Église peut montrer une meilleure voie qu'avec *Humanae Vitae*. Savoir admettre ses erreurs et les limites des points de vue antérieurs est un signe de grandeur d'âme et de confiance. L'Église retrouverait crédibilité et compétence. » (11)

Martini, qui mourut en 2012 quelques mois seulement avant que le Pape Benoît XVI annonce sa démission, était un jésuite italien, un éminent érudit biblique. Il a été archevêque de Milan pendant les années les plus productives du règne de Jean-Paul II, 1980 à 2002. En tant que figure la plus influente de l'Église catholique italienne, et en tant que chef de l'archidiocèse de Milan – voir traditionnellement un fort "papabile" – Martini a longtemps été considéré comme le candidat libéral idéal pour la papauté. Il a toutefois été arrêté dans sa course après un diagnostic d'une forme rare de la maladie de Parkinson. Il a démissionné de son siège en 2002, mais est resté la figure la plus importante de la gauche de l'Église en Europe.

Quelques heures seulement après sa mort en août 2012, le *Corriere della Sera* (12) a publié une dernière interview. Presque avec son dernier souffle Martini soutenait que l'Église en tant qu'institution a « 200 ans de retard ». Le cardinal a dit : « L'Église doit reconnaître ses erreurs et prendre un chemin de changement radical, en commençant par le Pape et les évêques. » C'était surtout dans le domaine des enseignements sexuels qui, selon lui, étaient à l'origine de la crise des abus sexuels commis. Dans l'interview, Martini a dressé la carte des politiques qui devaient être proposées par les libéraux dans les deux Synodes sur la Famille en 2014 et 2015, et qui ont ensuite été incorporées de manière plus ambiguë dans l'exhortation du Pape François, *Amoris Laetitia* : il a plaidé pour une approche plus personnelle et moins doctrinale de la morale sexuelle, a fait appel en particulier au cas des couples divorcés et remariés, qu'il a déclaré « avoir besoin d'une protection spéciale », et a exprimé sa dissidence par rapport à l'attitude traditionnelle de l'Église envers l'homosexualité.

(9) *Chiesa Espresso*, 3 Novembre 2008 : Sandro Magister, "Il Gesù del cardinale Martini non avrebbe mai scritto la 'Humanae Vitae'" (« Le Jésus du Cardinal Martini n'aurait jamais écrit 'Humanae Vitae' ») chiesa.espresso.repubblica.it/articolo/209045bdc4.html

(10) Intitulé "Due in una carne. Chiesa e sessualità nella storia" ("Deux en une seule chair : Église et sexualité dans l'histoire"). Magister écrit :

« Les deux auteurs étaient des féministes militantes dans les années 1970 et sont toutes deux historiennes, l'une d'elles est laïciste et l'autre catholique : Margherita Pelaja et Lucetta Scaraffia. »

(11) Le 14 juin 2017, le vaticaniste Roberto de Mattei a confirmé les rumeurs selon lesquelles le Pape François a l'intention de créer une commission « secrète » pour « réinterpréter » l'enseignement de *Humanae Vitae* « à la lumière de son Exhortation apostolique post-synodale, *Amoris Laetitia* ». Monseigneur Gilfredo Marengo, Professeur à l'Institut Pontifical Jean-Paul II, en sera le directeur. Marengo a dénoncé l'opinion selon laquelle la foi catholique est « imperméable aux questions et aux provocations du présent », et a commenté pendant les Synodes sur la Famille que dans le passé, l'Église a « présenté un idéal théologique trop abstrait sur le mariage, presque artificiellement construit, loin de la situation concrète et des possibilités effectives des familles telles qu'elles sont réellement ». rorate-caeli.blogspot.com/2017/06/de-mattei-plan-of-reinterpretation-for.html

(12) Interview du P. Georg Sporschill SJ dans le *Corriere della Sera*, 1er septembre 2012, "L'addio a Martini: Chiesa indietro di 200 anni". www.corriere.it/cronache/12_settembre_02/le-parole-ultima-intervista_cdb2993e-f50b-11e1-9f30-3ee01883d8dd.shtml

Kasper

Alors que Martini était surtout connu en Italie, l'Allemand Walter Kasper est plus connu en Amérique du Nord, où il donne régulièrement des conférences et des interviews. Les livres de Kasper ont été traduits en anglais et publiés aux États-Unis pendant des décennies, et il est professeur invité à la Catholic University of America depuis 1983. Mais c'est comme l'homme qui a lancé la controverse la plus furieuse du pontificat du pape François que son nom lui succédera probablement.

Le Pape François invita Kasper à prononcer l'allocution principale au consistoire de février 2014, provoquant une série d'événements et une tempête de débats qui ne fait que s'accroître. C'est à ce consistoire qu'il présenta la « Proposition de Kasper » – que les catholiques divorcés et civilement remariés pouvaient être autorisés à recevoir l'absolution et la communion après avoir suivi un « processus pénitentiel », mais sans avoir besoin d'une promesse de s'abstenir des

relations conjugales. Mais ce sommet de la carrière de Kasper fait suite à des décennies d'efforts pressants dans toutes les salles disponibles pour ce que l'on peut sans doute qualifier d'Agenda Martini.

Kasper s'opposa fermement et publiquement à la direction Wojtyła/Ratzinger de l'Église, même en tant qu'officier de la Curie. Pour la plus grande partie du règne de Jean-Paul II, et plus tôt comme étudiant et assistant du théologien radical P. Hans Küng à l'université de Tübingen, le nom de Kasper était synonyme du camp progressiste en Allemagne et dans la Curie. Faire pression pour l'acceptation de sa proposition pour les catholiques divorcés et remariés est devenu le cœur du travail public de Kasper ces dernières années, mais ce n'est pas avant l'élection de Jorge Bergoglio comme pape que l'objectif semblait possible.

Dans son tout premier discours de l'Angélus du dimanche 17 mars 2013 (13), le nouveau pape a donné ce qui était peut-être son signal le plus évident de la direction qu'il entendait prendre. En parlant du nouveau livre de Kasper, *Mercy : The Essence of the Gospel and the Key to Christian Life*, François a dit : « Au cours des derniers jours, j'ai lu un livre d'un cardinal – le cardinal Kasper, un théologien intelligent, un bon théologien – sur la miséricorde. Et ce livre m'a fait beaucoup de bien, mais ne croyez pas que je fais la promotion des livres de mes cardinaux ! Pas du tout ! Pourtant, cela m'a fait tant de bien, tant de bien... Le Cardinal Kasper a dit que le sentiment de miséricorde, que ce mot change tout. »

Lors d'une conférence à l'Université de Fordham (14), Kasper a raconté l'histoire d'« un vieux cardinal » qui, après cette allocution avait essayé d'avertir le pape que « il y a des hérésies dans ce livre ». Le nouveau pape, dit Kasper, lui raconta l'histoire et sourit en ajoutant pour le conforter : « Ceci entre dans une oreille et sort par l'autre. »

Dans un entretien avec *Commonweal*, Kasper a exposé sa position, affirmant qu'il était opposé à l'approche « rigoureuse » de la théologie morale du passé. Il a poussé la logique un peu plus loin, affirmant qu'un catholique divorcé et remarié était moralement obligé de ne pas renoncer à la nouvelle relation. La repentance au sens catholique traditionnel est parfois impossible, et même potentiellement pécheresse. Les gens « doivent faire de leur mieux dans une situation donnée », et s'il y avait des enfants issus du deuxième mariage, un couple qui observait l'exigence catholique traditionnelle aurait une culpabilité active en brisant la deuxième famille.

Alors que les Synodes sur la Famille approchaient, Kasper est devenu encore plus franc (15) lors d'un lancement de livre à Rome (16), adoptant un des slogans du lobby LGBT, à savoir que l'homosexualité ne devrait pas être soumise au « fondamentalisme ».

« Pour moi, cette inclination est un point d'interrogation : elle ne reflète pas le dessein originel de Dieu et pourtant c'est une réalité, parce que tu es né gay. »

(13) w2.vatican.va/content/francesco/en/angelus/2013/documents/papa-francesco_angelus_20130317.html

(14) www.ncronline.org/news/vatican/cardinal-kasper-popes-theologian-downplays-vatican-blast-us-nuns

(15) www.breitbart.com/national-security/2015/10/02/cardinal-kasper-gears-vatican-synod-born-gay/

(16) roma.corriere.it/notizie/cronaca/15_ottobre_01/teologo-riformista-kasper-gay-si-nasce-no-fondamentalisti-nome-vangelo-28db8158-6800-11e5-8caa-10c7357f56e4.shtml

Danneels

Godfried Danneels est certainement l'une des personnalités les plus en vue de ces hommes d'Église, et ce depuis plus de 30 ans à la tête non seulement du riche et influent archidiocèse bruxellois, mais aussi d'un réseau de contacts politiques, sociaux et judiciaires qui l'ont rendu immensément influent politiquement. Au cours de son long mandat, Danneels n'a jamais eu de mal à retenir ses opinions sur la plupart des sujets "chauds" qui préoccupent l'Église, en particulier dans les domaines de la moralité sexuelle, de l'avortement, de la contraception, de l'homosexualité et du mariage homosexuel.

Danneels était bien connu dans toute l'Europe pour son influence politique en faveur de la libéralisation des lois belges sur le sexe et le mariage. En 1990, il conseilla au roi Baudouin de Belgique de signer une loi légalisant l'avortement et refusa plus tard de retirer du matériel explicite d'éducation sexuelle – condamné comme pornographique par de nombreux parents – des écoles catholiques belges. Il a déclaré officiellement que la légalisation du mariage homosexuel en Belgique était une « évolution positive » (17). En mai 2003, il a écrit au Premier

ministre Guy Verhofstadt, qui se préparait à son second mandat, pour féliciter le gouvernement de Verhofstadt pour « l'approbation d'un statut juridique pour une relation stable entre partenaires de même sexe ».

Quelques mois après son départ à la retraite, en avril 2010, Danneels était surtout sous un nuage de scandale, accusé d'avoir couvert un évêque protégé qui avouait avoir abusé sexuellement de son propre neveu mineur. En 2010 (18), il a été révélé – par la publication d'un enregistrement audio – que Danneels avait dit à la victime de se taire et de ne pas causer d'ennuis à l'évêque de Bruges, bientôt à la retraite, Roger Vangheluwe, suggérant même que la victime devrait « demander pardon ». Avant la sortie des enregistrements, Danneels avait nié avoir eu connaissance d'abus sexuels commis par des membres du clergé ou des dissimulations. Mais le prêtre dénonciateur, Rik Devillé, a affirmé plus tard qu'il avait averti Danneels de l'affaire Vangheluwe au milieu des années 1990 (19). Comme le délai de prescription légal était expiré, Vangheluwe n'a jamais été inculqué pour ses crimes, bien qu'il ait présenté des excuses publiques aux victimes.

Par la suite, une vague de plaintes de centaines de cas d'abus sexuels commis par des ecclésiastiques sur une période de vingt ans a provoqué l'intervention de policiers qui ont fait irruption dans la maison de Danneels et dans les bureaux diocésains. Des ordinateurs et des fichiers ont été saisis (20), y compris toute la documentation recueillie par la commission diocésaine sur les allégations d'abus. Le cardinal a ensuite été interrogé par les procureurs pendant 10 heures, mais aucune accusation n'a été portée.

Pour des raisons qui restent incertaines, les preuves saisies ont été déclarées irrecevables, les documents retournés à l'archidiocèse et l'enquête a été brusquement close. Cela malgré le fait que des individus avaient déposé près de cinq cents plaintes distinctes, dont plusieurs alléguaient que Danneels avait utilisé son pouvoir et ses relations pour protéger les préposés aux abus sexuels.

Peter Adriaenssens, le président de la commission sur les abus sexuels lancée par le successeur de Danneels, l'archevêque André Léonard, s'est plaint aux procureurs des raids, affirmant que son équipe avait perdu les 475 dossiers qu'ils avaient recueillis sur les allégations d'abus. La commission a été dissoute et aucune autre enquête n'a jamais été entreprise, bien qu'Adriaenssens ait dit qu'une cinquantaine de dossiers impliquaient Danneels.

En décembre de la même année, Danneels a déclaré à un comité

parlementaire sur les abus sexuels qu'il n' y avait jamais eu de politique de dissimulation pour les employés de bureau. L'archidiocèse de Malines- Bruxelles a par la suite présenté des excuses publiques pour son "silence" sur les abus sexuels commis par des membres du clergé sur des mineurs.

La retraite s'est avérée décevante pour Danneels, à cause d'un successeur, un conservateur Ratzingerien réputé, qu'il décrit comme « totalement inadapté à Bruxelles ». Avec l'élection de Joseph Ratzinger comme Pape Benoît XVI en 2005, l'étoile de Danneels semble s'être irrémédiablement effacée.

Mais le Conclave de 2013 l'a ramené à l'avant-scène de la politique ecclésiastique, le nouveau pape l'ayant invité à se joindre à lui sur la Loggia Saint-Pierre pour sa première apparition devant la foule. Il a eu le privilège d'entonner les prières propres à la messe d'investiture de François. Plus tard, le cardinal, que beaucoup avaient considéré "deshonoré", fut invité par le Pape François comme une faveur papale spéciale pour assister aux deux Synodes sur la Famille où il prit un rôle de premier plan. Danneels lui-même a décrit son dernier conclave comme « une expérience de résurrection personnelle ».

(17) Voir l'article dans LifeSiteNews, 5 juin 2013 : Hilary White, "Gay 'marriage' a 'positive development': retired Belgian Cardinal Danneels". ("Le 'mariage' gai un 'développement positif' : le cardinal belge Danneels à la retraite") www.lifesitenews.com/news/gay-marriage-a-positive-development-retired-belgian-cardinal-danneels

(18) Article paru dans LifeSiteNews, 30 août 2010 : Hilary White, "Cardinal Danneels Urged Sex Abuse Victim to Silence: Secret Recordings". ("Le Cardinal Danneels a exhorté la victime d'abus sexuel au silence : Enregistrements secrets") www.lifesitenews.com/news/cardinal-danneels-urged-sex-abuse-victim-to-silence-secret-recordings

(19) Article paru dans le New York Times du 29 août 2010 : Steven Erlanger, "Belgian Church Leader Urged Victim to Be Silent". ("Le leader de l'Église belge a exhorté les victimes à garder le silence") www.nytimes.com/2010/08/30/world/europe/30belgium.html

(20) Article paru dans le Daily Mail du 25 juin 2010 : Colin Randall, "Police raid home of Belgian archbishop in sex abuse probe". ("La police effectue une descente chez l'archevêque belge dans une enquête sur les abus sexuels") www.dailymail.co.uk/news/

"L'équipe Bergoglio" achève les travaux de Saint-Gall

Malgré les règles du secret absolu, il a été révélé après le Conclave de 2005 que l'obscur archevêque jésuite de Buenos Aires, Jorge Mario Bergoglio, avait été le second (21). Les membres du groupe de Saint-Gall étaient presque tous présents et travaillaient dur pour leur candidat. Et le soutien était important. Sur l'avant-dernier tour de scrutin, Bergoglio avait 40 voix contre 72 de Ratzinger. Paul Badde a dit que c'est le cardinal Meisner de Cologne qui avait « combattu passionnément » le groupe de Saint-Gall en faveur de Ratzinger, « et surtout le cardinal Danneels ». Un cardinal anonyme, qui tenait un journal des délibérations, déclara que le groupe se rapprochait : « Le jésuite argentin est arrivé au seuil numérique de 39 voix, ce qui, théoriquement, pourrait permettre à une minorité organisée de bloquer l'élection de tout candidat. » L'histoire en témoigne, et le groupe de Saint-Gall a reculé après 2005.

Mais le pontificat de Benoît XVI était tumultueux, surtout la dernière année, et avec sa renonciation surprise, que le groupe y ait participé ou non, ils ont vu une opportunité ultime. Avec la mort de Martini, et la plupart des membres du groupe arrivant dans les limites de l'âge limite pour participer à un Conclave, le temps manquait – ils savaient que c'était réellement leur dernière chance. Avec la période "sede vacante" qui précède un conclave, ne commençant officiellement que quelques jours avant le 80e anniversaire de Walter Kasper, certains ont demandé si ce n'était pas trop croire que le moment de la renonciation soudaine de Benoît n'était qu'une simple coïncidence. Le 80e anniversaire de Danneels ne devait venir que quelques mois plus tard, et Lehmann n'avait que trois ans de plus.

La question de faire campagne au Conclave est cruciale car les révisions du Pape Jean-Paul II l'interdisent expressément, sous peine d'excommunication automatique. Le document juridique pontifical de 1996 régissant les Conclaves, *Universi Dominici Gregis*, interdit spécifiquement ce genre d'activité et impose de lourdes peines tant à ceux qui font campagne qu'à celui qui donne son consentement aux militants. Et un pape excommunié n'est pas un pape.

UDG 81 dit : « Que les électeurs cardinaux s'abstiennent en outre de tous les pactes, accords, promesses et autres obligations qui pourraient les contraindre à donner ou refuser leur soutien à quiconque. » Jean Paul soutenait qu'un conclave doit être un événement religieux et non politique, et que les électeurs cardinaux doivent avoir recours à la prière et à l'inspiration du Saint-Esprit, et non au factionnalisme mondain, et encore moins d'une cabale qui aurait l'intention d'utiliser un conclave pour diriger l'Église de derrière le trône.

Malgré cette ambition réformatrice, dans son livre de 2014 sur Bergoglio, *Le Grand Réformateur*, Ivereigh a écrit sur la campagne électorale ouverte qui s'est déroulée parmi un groupe de quatre cardinaux en 2013. Il s'agissait de trois anciens élèves de Saint-Gall : Walter Kasper, Godfried Danneels et le cardinal Karl Lehman. Parmi eux, cependant, il y avait l'héritier du représentant anglais du groupe, le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster. Hume était mort en 1999, mais son successeur idéologique et épiscopal était le cardinal Cormac Murphy O'Connor. Ivereigh a écrit que, bien qu'il ait plus de 80 ans, Murphy O'Connor a joué le rôle de recruteur des cardinaux votants anglophones pour la cause, pendant les congrégations générales et les engagements sociaux précédant le Conclave.

Bien que le Cardinal Bergoglio n'ait pas été lui-même membre du groupe de Saint-Gall, Ivereigh a dit qu'il a néanmoins donné verbalement son « consentement » à Murphy O'Connor pour être candidat au "Team Bergoglio", action également interdite par une interprétation stricte de l'Universi Dominici Gregis. Bien que les quatre cardinaux nommés par Ivereigh aient plus tard nié son allégation – et Ivereigh s'est engagé à éditer cela dans les futures éditions du livre – dans le cas au moins du Cardinal Murphy O'Connor ses propres déclarations antérieures contredisent le déni. Fin 2013, l'archevêque de Westminster donna une interview au *Catholic Herald* dans laquelle il reconnut non seulement qu'il avait fait campagne au Conclave, mais aussi qu'il avait obtenu l'assentiment de Bergoglio pour être leur homme.

L'article de Miguel Cullen dans l'édition du 12 septembre 2013 de l'*Herald* (22) dit : « Le cardinal a également révélé qu'il avait parlé au futur Pape en quittant la Missa pro Eligendo Romano Pontifice, dernière Messe avant le début du conclave, le 12 mars. »

Murphy O'Connor a dit : « Nous avons parlé un peu. Je lui ai dit qu'il avait mes prières et lui ai dit, en italien : « Fais attention. » Je faisais

une allusion, et il réalisa et dit : « Si capisco – Oui, je comprends. » Il était calme. Il savait qu'il allait probablement devenir candidat. Je savais qu'il allait être Pape ? Non. Non. Il y avait d'autres bons candidats. Mais je savais qu'il serait l'un des meilleurs. » L'avertissement à Bergoglio d'être prudent semble certainement laisser entendre que Murphy O'Connor – et Bergoglio – savaient qu'il était au moins en train de contourner les règles.

Ceci est confirmé dans le même article du Herald où Murphy O'Connor est cité en disant : « Tous les cardinaux ont eu une réunion avec lui dans le Hall des bénédictions, deux jours après son élection. On est tous montés un par un. Il m'a accueilli très chaleureusement. Il a dit quelque chose comme : "C'est ta faute. Qu'est-ce que tu m'as fait ?" »

Dans un entretien avec l'Indépendant après le Conclave (23), Murphy O'Connor a également laissé entendre qu'un programme particulier avait été présenté à l'Argentin de 76 ans, qu'il devait réaliser en quatre ans environ. Le cardinal anglais a dit au journaliste et écrivain Paul Vallely (24) : « Quatre ans de Bergoglio suffiraient à changer les choses. » Un commentaire assez juste après le fait, mais c'est la même phrase qu'Andrea Tornielli a enregistrée dans La Stampa dans un article daté du 2 mars 2013, onze jours avant l'élection de Bergoglio : « Quatre années de Bergoglio suffiraient à changer les choses, chuchote un ami cardinal et de longue date de l'archevêque de Buenos Aires. »

La situation a été résumée récemment par Matthew Schmitz dans First Things (25), qui a dit : « Bien que Benoît soit encore en vie, François essaie de l'enterrer. »

(21) Article dans Limes, 31 août 2009 : Lucio Brunelli, "Così eleggemmo papa Ratzinger". ("Nous avons donc choisi le pape Ratzinger.") www.limesonline.com/cosi-eleggemmo-papa-ratzinger/5959

(22) Article paru dans The Catholic Herald, 12 septembre 2013 : Miguel Cullen, "Pope sent greetings to the Queen straight after his election, says cardinal". ("Le Pape a adressé ses salutations à la Reine tout de suite après son élection, dit le cardinal") catholicherald.co.uk/news/2013/09/12/pope-sent-greeting-to-queen-straight-after-his-election-says-cardinal/

(23) Article dans The Independent, 31 juillet 2013 : Paul Vallely, "Pope Francis puts people first and dogma second. Is this really the new face

of Catholicism ?" ("Le Pape François place les gens au premier plan et le dogme au second plan. Est-ce vraiment le nouveau visage du catholicisme ?") www.independent.co.uk/voices/comment/pope-francis-puts-people-first-and-dogma-second-is-this-really-the-new-face-of-catholicism-8740242.html

(24) Article paru dans La Stampa du 2 mars 2013 : Andrea Tornielli, "Tentazione sudamericana per il primo Papa extraeuropeo". ("Tentation sud-américaine pour le premier Pape non européen") www.lastampa.it/2013/03/02/italia/cronache/tentazione-sudamericana-per-il-primo-papa-extraeuropeo-XvX5JzVJsZR6Sf99SmPAQJ/pagina.html

(25) Article paru dans First Things, 22 mai 2017 : Matthew Schmitz, "Burying Benedict". ("Enterrer Benoît") www.firstthings.com/web-exclusives/2017/05/burying-benedict

2. LE CARDINAL D'ARGENTINE

Historique à Buenos Aires

Lorsque le Cardinal Bergoglio a été élu Pape François en 2013, il était à la tête de l'Église catholique en Argentine depuis quinze ans, et était une figure très connue à l'échelle nationale. Il aurait été possible pour les cardinaux d'obtenir des détails sur la façon dont il a été vu dans son pays d'origine, mais les conclaves papaux ne ressemblent pas à une nomination au poste de PDG dans une entreprise multinationale, avec des références exigées des candidats. Depuis son élection, le Pape François a pris le monde par surprise, et cela inclut probablement la plupart des cardinaux qui ont voté pour lui. Des rapports commencent à sortir, même s'ils ne parlent qu'avec prudence et en privé, qu'ils éprouvent des « remords de l'acheteur ».

Le but de ce chapitre est d'examiner le bilan de la carrière antérieure de Bergoglio et de combler le vide que les cardinaux ont négligé d'examiner à la loupe. Les sources utilisées sont, tout d'abord, la biographie complète rédigée par Austen Ivereigh, *Le Grand Réformateur*, qui est le plus exubérant des récits et aussi, sans coïncidence, la plus hagiographique. Mais il s'agit surtout ici de résumer les récits des compatriotes de Bergoglio, des gens qui l'ont connu depuis de nombreuses années et qui connaissaient l'état de l'Église argentine de l'intérieur. Ils racontent une histoire avec laquelle le reste du monde n'était pas vraiment au courant, mais qui explique en grande partie le style et la politique de François, comme nous en avons été témoins au cours des cinq dernières années.

Jorge Mario Bergoglio est né le 17 décembre 1936 dans une banlieue de Buenos Aires, fils d'un comptable en difficulté. Les signes de tension qui peuvent être détectés dans sa famille ne sont pas seulement économiques. L'adulte Jorge n'était pas prêt à parler de ses parents. Après la naissance de son cinquième enfant, sa mère devint temporairement invalide et dut déléguer l'éducation de ses enfants à une femme appelée Concepción. Jorge a célébré cette mère adoptive comme une bonne femme, mais il a admis qu'il la traitait mal quand,

des années plus tard, elle est venue à lui pour lui demander son aide comme évêque à Buenos Aires et il l'a renvoyée, avec ses propres mots, « rapidement et d'une manière très mauvaise » (26). L'incident semble indiquer des souches qui sont enterrées dans le passé, mais pourrait fournir un indice de la personnalité énigmatique de Bergoglio.

Sur le plan sociologique, les temps étaient déjà assez difficiles. L'Argentine a été frappée par la récession mondiale des années 30 et souffre d'un revers de la médaille comme elle ne l'avait jamais connu de mémoire vivante. Au cours du demi-siècle qui a précédé la Première Guerre mondiale, le pays était inondé d'investissements britanniques, le reste du monde était avide des produits naturels de la pampa, et l'Argentine devenait le huitième pays le plus riche du monde, dominé par une oligarchie de millionnaires du bon temps. Une dernière vague de prospérité s'est produite au cours de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'une Grande-Bretagne assiégée était aux abois au sujet des exportations de viande argentine ; mais avec l'avènement de la paix, le boom s'est effondré. C'est dans ce contexte que Juan Perón, un dictateur populiste qui domine depuis lors la culture politique argentine, est arrivé au pouvoir.

Perón fut président de 1946 à 1955, entre les dixième et dix-neuvième années de Jorge Bergoglio, et le regard du garçon, comme celui de toute sa génération, devint fasciné par cette figure unique et le mouvement qu'il fonda. Le secret de Perón était d'exploiter les griefs d'une société nouvelle riche qui avait soudainement perdu son bonanza. Il s'est fait le champion du petit homme – une classe à laquelle la famille Bergoglio appartenait sans doute – contre la ploutocratie qui l'exploitait depuis si longtemps ; il a utilisé une rhétorique nationaliste et anti-étranger, faisant de l'Argentine une victime, comme si le pays ne s'était pas enrichi toute sa vie sur la demande étrangère. L'épouse de Perón, Évita, ex-actrice au goût de luxe mais détestée des grands cercles auxquels elle était étrangère, incarne le style flashy et strident du régime. Le trait le plus particulier de Perón était un opportunisme cynique qui faisait appel successivement à l'appui de droite et de gauche. D'abord champion de l'identité catholique argentine, Perón s'était disputé avec l'Église dans les années 1950 et dirigeait l'un des régimes les plus anticléricaux du monde. Il a été renversé par un coup d'État militaire en 1955 et a passé les dix-huit années suivantes en exil en Espagne, laissant derrière lui une génération éblouie et déçue. Parmi ses disciples se trouvait le jeune Jorge Bergoglio, et le temps était venu de montrer à quel point il serait un disciple du style du maître.

Après des études catholiques à Buenos Aires, Jorge Bergoglio décide

à l'âge de 21 ans de devenir Jésuite et entre au noviciat de l'Ordre en 1958. Il fut ordonné prêtre en 1969 et acheva la longue formation jésuite deux ans plus tard. Après son élection comme Pape, des récits élogieux de sa carrière sont apparus, mais il vaut la peine de noter – non pas par dénigrement, mais par étude du caractère – quelques traits de caractère qui sont mentionnés par son biographe Austen Ivereigh. Au cours de ses premières années, un manifeste ostentatoire de piété fut critiqué par les autres novices de Jorge Bergoglio ; plus tard, lorsqu'il fut maître et préfet de discipline dans une école de garçons dirigée par l'ordre, il fut connu pour sa manière d'infliger des punitions sévères avec un visage angélique (27). Les années qui suivirent 1963 furent une époque où une vague de politisation prit le pas chez les Jésuites, en Argentine comme dans le reste du monde, et la tendance caractéristique était à la politique de gauche ; le lien de Bergoglio fut cependant avec le péronisme de droite. En 1971, il fut nommé Maître des novices de la Province d'Argentine, et il combinait cette tâche avec le soutien de la Garde de Fer ("Iron Guard"), qui travaillait alors au retour du Perón en exil. Austen Ivereigh décrit cet engagement euphémiquement comme « donner un soutien spirituel » au mouvement ; c'était en fait beaucoup plus, et il illustre les intérêts politiques qui devaient caractériser Bergoglio toute sa vie. Selon la plupart des normes, c'était une manière inhabituelle pour le maître des novices d'un ordre religieux de passer ainsi son temps libre.

(26) Omar Bello, "El Verdadero Francisco", Buenos Aires, 2013, p.60.

(27) Austen Ivereigh, "The Great Reformer", New York, 2014, pp.67 et 78.

Bergoglio comme Provincial Jésuite

En juillet 1973, après deux ans comme Maître des novices, le Père Jorge Bergoglio est nommé supérieur de la Province d'Argentine, âgé de trente-six ans et n'ayant terminé sa formation que deux ans auparavant. Le poste de Provincial est typiquement confié à des prêtres qui ont une cinquantaine d'années et des années d'autorité derrière eux, et nous devrions étudier ce que signifie cette nomination exceptionnelle. À l'âge de trente-six ans, Jorge Bergoglio était une figure formidable, comme il l'est resté depuis, et il vaut la peine de s'arrêter pour l'examiner. En tant que Pape, Jorge Bergoglio s'est

rendu célèbre par son rejet des obstacles et par son identification aux pauvres, et il n'y a aucune raison de les considérer comme des traits superficiels. Ceux qui le connaissent témoignent de son austérité personnelle et de son attachement à la pauvreté dans ses habitudes personnelles. Il a été laissé à un observateur argentin, Omar Bello, de peser cette caractéristique et de la lier à une autre, moins discutée : la poursuite du pouvoir.

Bello a dit de Bergoglio : « Il conserve la sagesse de comprendre que l'on atteint les hauteurs en jetant du lest par-dessus bord, une stratégie évidente que nous semblons avoir oubliée. » (28) Et c'est en fait une leçon très jésuite. Le grand pouvoir que la Société a souvent acquis dans l'histoire n'a pas été atteint en poursuivant des pompes et des dignités. On pense à la leçon donnée en Amérique du Sud même, où les missions des Jésuites parmi les Indiens, connues sous le nom de Réductions, se classaient autrefois presque comme des États indépendants ; pourtant, elles étaient dirigées par des prêtres ordinaires, portant seulement le titre de Père et portant la simple coutume jésuite. Ou, plus près de l'époque de Bergoglio, il y avait l'exemple donné par le Père Vladimir Ledochowski, Supérieur général de 1915 à 1942 et qui marqua sa personnalité sur l'ordre. Sa carrière fut brillante : Provincial à trente-six ans, Assistant du Général à quarante ans, et élu Général lui-même à quarante-huit ans. Cet aristocrate polonais aux belles manières se transforma en un modèle d'austérité puissante ; une petite figure réservée, aux cheveux serrés, vêtue d'une soutane noire unie, mais dirigeant un ordre qui passa de 17 000 à plus de 26 000 membres à son époque, avec une augmentation considérable de son travail missionnaire. Aucun Jésuite qui est entré dans l'ordre au milieu du vingtième siècle n'aurait ignoré cet exemple.

La formation jésuite traditionnelle vise à former des hommes dont l'autodiscipline et le discernement les rendront efficaces dans leur mission, ce qui implique une psychologie de type rigoureux, suivant les lignes directrices établies par saint Ignace au XVI^e siècle. On ne veut pas tomber dans le cliché de dépeindre la Compagnie de Jésus comme un corps spécialement machiavélique. Cette accusation a été portée contre tout ordre qui tente de se rendre efficace dans le monde, comme il l'est aujourd'hui contre l'Opus Dei. Il est vrai, cependant, que les méthodes des supérieurs, dans un ordre célèbre pour son obéissance, envisageaient typiquement de gérer leurs sujets un peu comme des soldats, idéalement pour leur propre bien. Dans les mains d'un supérieur sage, de telles méthodes pourraient être bénéfiques, mais on peut voir qu'elles pourraient aussi glisser dans la manipulation psychologique. Si nous regardons le rapport du Père Jorge Bergoglio

en tant que Maître des novices, les rapports indiquent que ses méthodes de contrôle étaient rudes, et cette impression est étayée par les informations données par Austen Ivereigh. Il note que Bergoglio avait trois novices sous ses ordres pendant sa première année et quatre pendant la seconde, mais qu'au moment où il a pris la charge de Provincial en 1973, la Province n'avait plus que deux hommes au noviciat, ce qui implique qu'il avait perdu la moitié de ses novices pour quelque raison que ce soit.(29)

Cela n'aurait pas été très inhabituel, car en 1973 la Province d'Argentine, comme toute la Compagnie de Jésus, était en crise. Son Général de 1965 à 1981 fut le Père espagnol Pedro Arrupe qui, dès son élection, se sentit obligé de suivre l'exemple des grands intellectuels Jésuites dans l'interprétation du Concile Vatican II dans une ligne de libéralisme extrême. Le résultat fut l'effondrement de la Société sous son mandat, qui passa de 36 000 à 26 000 membres, anéantissant l'avance que l'ordre avait faite depuis la Seconde Guerre mondiale. La nouveauté caractéristique, comme on l'a fait remarquer plus tôt, était une politisation des Jésuites et, surtout en Amérique latine, une embrassade à l'idéologie de la "libération" inspirée du marxisme. Au début des années soixante-dix, la Compagnie de Jésus souffrait d'hémorragie à cause du retrait de son ancienne mission spirituelle, mais en Argentine, le Père Arrupe s'était surpassé. Déjà en 1969, lorsque le Père Bergoglio fut ordonné prêtre, la plupart des novices qui étaient entrés avec lui avaient quitté la Société. Cette année-là, le Père Arrupe nomma comme Provincial le Père Ricardo O'Farrell, sous lequel les choses prirent un tournant marqué pour le pire. En 1973, la Province avait perdu près de la moitié de ses effectifs des dix ans d'auparavant et ne comptait que neuf hommes en formation, contre une centaine précédemment connus. La formation jésuite fut confiée aux supérieurs qui abandonnèrent la spiritualité pour la sociologie et la dialectique hégélienne. L'université de Salvador à Buenos Aires, qui était sous la direction de la Province, est tombée dans le chaos ; un certain nombre de prêtres qui y enseignaient épousèrent leurs étudiantes, et l'université a accumulé une dette de deux millions de dollars. Dans cette situation difficile, un groupe de Jésuites a demandé au Père Arrupe le retrait de O'Farrell et, pour une fois, le Général a fait passer la survie avant l'idéalisme libéral : le Père Bergoglio a été chargé de rassembler la Province. Et cela, il l'a fait exceptionnellement bien. Pendant les six années où il fut Provincial, il imposa l'ordre et la Province commença à se rétablir. Au début des années 80, il y avait une centaine d'étudiants au séminaire philosophique et théologique, plus encore qu'avant l'époque de la débâcle et du déclin. Peu de provinces de la Société en ces temps

troublés pouvaient se vanter d'une telle prospérité.

Le rejet de l'école marxiste qui avait pris le contrôle de la Société dans la majeure partie de l'Amérique latine était au cœur de la réussite du Père Bergoglio. Il y avait une raison spécifique à cela : Bergoglio lui-même était un homme du peuple, et en Amérique latine la "théologie de la libération" était un mouvement d'intellectuels des classes supérieures, le pendant du chic radical qui a conduit la bourgeoisie en Europe à vénérer Sartre et Marcuse. Avec de telles attitudes, Bergoglio n'avait aucune sympathie ; bien qu'il ne s'était pas encore explicitement identifié à la "théologie du peuple", qui surgissait en concurrence directe avec l'école marxiste, son instinct le fit suivre la ligne populiste du péronisme, qui (quelque soit le cynisme de son créateur) était plus proche de la véritable classe ouvrière et de la classe moyenne inférieure. Ainsi, le Père Bergoglio soutenait l'apostolat dans les quartiers pauvres, mais il ne voulait pas que leurs habitants soient recrutés comme guérilleros de gauche, comme certains de ses prêtres essayaient de le faire. Sa façon de traiter avec l'université salvadorienne sinistrée est révélatrice : il l'a remise à certains de ses associés de la Garde de Fer péroniste, libérant ainsi la Province Jésuite de son fardeau et présentant à ses alliés politiques un champ d'influence. L'une des accusations les plus courantes à l'encontre du Père Bergoglio était d'être une figure de division en tant que Provincial. Étant donné l'état de la Province telle qu'il l'a trouvée, avec un parti de personnalités hautement politiques qui l'avait traînée au désastre, on pourrait penser que c'était inévitable, ou même une bonne chose ; mais les rapports indiquent que ses méthodes étaient plutôt dans le sens d'exiger la loyauté envers lui-même et de marginaliser ceux qui n'ont pas suivi la ligne.

Les six années pendant lesquelles Bergoglio fut Provincial furent politiquement mouvementées en Argentine. Sa nomination en juillet 1973 coïncide avec le retour de Perón de son exil espagnol. Perón a été élu président triomphalement en octobre et est décédé en fonction au mois de juillet suivant. Sa veuve Isabelita lui a succédé en tant que Présidente, sous laquelle le pays a glissé dans la guerre civile, promue par des insurgés de guérilla soutenus par Cuba qui ont formé, en Argentine, la plus grande force de ce genre dans l'hémisphère occidental. Isabelle Perón a libéré des escadrons de la mort contre eux, ce qui a ouvert la voie à une prise de pouvoir militaire ouverte en mars 1976, créant une dictature qui a duré sept ans. La répression a été sévère, avec de nombreuses arrestations, exécutions et tortures d'ennemis politiques.

En tant que Provincial, le Père Bergoglio était responsable de

plusieurs centaines de Jésuites, dont beaucoup avaient été radicalisés au cours de la décennie précédente, et après la dictature, la question de ses relations avec elle a été soulevée publiquement. En 1986, un livre a été publié affirmant qu'il avait remis deux prêtres de gauche, le Père Yorio et le Père Jalics, pour les arrêter et les torturer. (30) L'accusation a refait surface en 2005, lorsque Bergoglio était archevêque de Buenos Aires, et qu'une biographie de lui-même a été publiée pour contrer les accusations. (31) Le Cardinal Bergoglio a nié la responsabilité de l'arrestation des deux prêtres et a déclaré que sous le régime militaire, il avait aidé un certain nombre d'hommes recherchés à échapper aux autorités. Certains ont reçu ces revendications avec scepticisme, puisque rien n'avait été dit à leur sujet au cours du quart de siècle précédent. Le Père Jalics, qui était alors le seul survivant des deux Jésuites emprisonnés, continua à blâmer le Provincial pour sa trahison, mais il retira l'accusation après que Bergoglio fut élu Pape.

Ce n'est pas un endroit pour explorer la question des faits, mais il peut être utile de citer un commentaire cynique fait par un évêque qui connaissait bien Bergoglio, comme l'a rapporté Omar Bello : « Bergoglio n'aurait jamais agi d'une manière aussi directe et vulgaire... Si vous voulez le regarder plus durement, il n'aurait jamais ruiné sa carrière avec une telle erreur. » (32) Il faut remarquer que le Père Bergoglio, à ce moment-là, n'aurait guère pu envisager l'avenir en tant qu'évêque, et encore moins en tant que Pape ; mais une carrière jésuite pour imiter le grand Ledochowski n'aurait peut-être pas été absente de sa pensée. Austen Ivereigh nous dit qu'après sa dure expérience, le Père Yorio considérait Bergoglio comme sournois, obsédé par le pouvoir et redoutable. Il était bien sûr un juge partial, mais (bien qu'on ne le devine pas d'après le récit respectueux d'Ivereigh) il y avait des observateurs plus impartiaux en Argentine qui développaient la même opinion.

(28) Bello, "El Verdadero Francisco", Buenos Aires, 2013, p.13.

(29) See Ivereigh, "The Great Reformer", New York, 2014, pp.103 et 106.

(30) Emilio Mignone, "Iglesia y Dictadura : el papel de la Iglesia a la luz de sus relaciones con el régimen militar", Buenos Aires, 1986.

(31) Sergio Rubin et Francesca Ambrogetti, "El Jesuita", Buenos Aires, 2010.

Évêque et archevêque

Après six ans comme Provincial, le Père Bergoglio fut nommé recteur du séminaire philosophique et théologique, qui, comme nous l'avons déjà dit, était alors plein d'étudiants, et dont le nombre a doublé sous son règne. Mais les radicaux le haïssaient, en partie pour ses antécédents provinciaux et en partie pour son style religieux, qui était de souligner la valeur de la religion "populaire" et d'encourager les dévotions comme la vénération des images, que les intellectuels marxistes considéraient avec mépris. En 1986, un nouveau Provincial argentin fut nommé, qui fut un retour au régime O'Farrell du début des années soixante-dix ; les vocations chutèrent une fois de plus et, comme pour le Père Bergoglio, ses jours d'autorité furent comptés. Il a été envoyé en Allemagne, ostensiblement pour travailler pour un doctorat sur le philosophe catholique Romano Guardini, mais cela n'a jamais été achevé. À la fin de l'année, Bergoglio est retourné en Argentine, sans se préoccuper d'obtenir la permission, un acte qui fut cause d'être accusé plus tard de désobéissance par le Général des Jésuites. Il a enseigné la théologie à Buenos Aires pendant une courte période, mais il a été un homme remarqué par les responsables de la Province d'Argentine ; en 1990, il a été banni dans un poste obscur dans une ville provinciale.

En termes mondains, la carrière du Père Bergoglio semblait terminée, et il passa deux ans dans une véritable détresse ; mais la Compagnie de Jésus et son aile gauche n'étaient pas toute l'Église. Bergoglio a été sauvé de son exil par le nouvel Archevêque de Buenos Aires, le Cardinal Quarracino, qui était un ecclésiastique d'une autre école. Comme Bergoglio, Quarracino était un homme du peuple ; en tant que disciple de Jean-Paul II, il a sans doute sympathisé avec l'action de ce Pape en 1981 quand, dans une intervention sans précédent, il avait destitué le Père Arrupe en tant que Général des Jésuites et tenté de conduire la Société dans une voie moins destructrice. Le nouveau Général, élu en 1983, était le Père Peter Kolvenbach, qui n'a en fait que peu changé de politique. En 1991, le Cardinal Quarracino a offert de faire du Père Bergoglio un évêque auxiliaire à Buenos Aires, et nous devons nous rendre compte à quel point cette proposition était exceptionnelle. Traditionnellement, les Jésuites ne sont pas autorisés à accepter des nominations épiscopales, et, sauf en ce qui concerne

les missions, un évêque jésuite dans la hiérarchie latino-américaine n'a été presque jamais vu, mais par une telle promotion Bergoglio serait libéré du commandement de la structure jésuite et entrerait dans une autre structure où sa propre ligne religieuse a été plus acceptée.

Comme le Père Bergoglio, en tant que Jésuite, aurait besoin d'une dispense pour être nommé, il était nécessaire d'obtenir un rapport de son ordre, pour lequel le cardinal Quarracino s'était porté garant en 1991. Il a été fourni par le Général des Jésuites, et il représente l'étude de caractère la plus accablante de Jorge Bergoglio composée par n'importe qui avant son élection comme Pape. Le texte du rapport n'a jamais été rendu public, mais le récit suivant est donné par un prêtre qui y a eu accès avant sa disparition des archives jésuites : Le père Kolvenbach accusait Bergoglio d'une série de défauts, allant de l'usage du langage vulgaire à la déviance, de la désobéissance dissimulée sous le masque de l'humilité et du manque d'équilibre psychologique ; en vue de son aptitude comme futur évêque, le rapport soulignait qu'il avait été une figure de division en tant que Provincial de son propre ordre. Il n'est pas surprenant qu'en étant élu Pape, François se soit efforcé de mettre la main sur les copies existantes du document, et l'original déposé dans les archives officielles des Jésuites à Rome a disparu. En ce qui concerne l'équité du rapport, nous devrions admettre l'hostilité des Jésuites qui étaient au pouvoir en Argentine à l'époque, mais en réalité, Bergoglio avait exagéré cela au point de se faire passer pour un martyr auprès du Cardinal Quarracino (le fait que le Père Kolvenbach avait peut-être en tête lorsqu'il a parlé de désobéissance sous un masque d'humilité). Le rapport Kolvenbach ne peut guère être considéré comme la représentation d'un religieux modèle par son supérieur.

Le Cardinal Quarracino, cependant, était déterminé à avoir Bergoglio comme évêque et, bien qu'il ait eu une audience spéciale avec le Pape Jean-Paul II, il a obtenu plein succès. En 1992, le Père Bergoglio fut nommé comme l'un des évêques auxiliaires de Buenos Aires. Dans cette fonction, il suivit la ligne de son Archevêque, considéré comme étant à droite de l'Église, dans le style populiste de Jean-Paul II. La nouvelle carrière hiérarchique que l'intervention de Quarracino lui avait ouverte ne tarde pas à s'épanouir. En 1997, Mgr Bergoglio reçut le droit de succession et l'année suivante, à la mort du Cardinal Quarracino, il devint Archevêque de Buenos Aires ; sa nomination fut alors bien accueillie dans les secteurs conservateurs. En février 2001, il a reçu le chapeau du cardinal de Jean-Paul II.

Le Cardinal Bergoglio devint ainsi le plus éminent ecclésiastique d'Argentine, et il ne manque pas de comptes rendus de lui, vu à

l'intérieur et à l'extérieur de l'Église. Peut-être l'étude la plus pénétrante de sa personnalité fut celle publiée par Omar Bello, El verdadero Francisco ("Le vrai François"), quelques mois après son élection comme Pape. Il convient de mentionner que ce livre a disparu des librairies avec une rapidité inexplicable et qu'il est aujourd'hui introuvable, un sort subi par d'autres publications qui n'étaient pas favorables au Pape François. Omar Bello était un cadre des relations publiques qui, en 2005, a été engagé pour lancer une nouvelle chaîne de télévision de l'Église que le Président Menem avait fait don à l'archidiocèse de Buenos Aires, et pendant huit ans, il devait travailler pour l'Archevêque et apprendre à le connaître. En tant que professionnel sur le terrain, Bello a rapidement détecté chez le Cardinal Bergoglio un promoteur accompli, déguisé derrière une image de simplicité et d'austérité. Bello s'est déplacé dans les cercles du personnel archiépiscope et a pu entendre les nombreuses histoires qui circulaient sur leur énigmatique supérieur.

Le plus connu d'entre eux est sans doute celui de Félix Bottazzi, employé dont l'Archevêque a décidé un jour de se passer, et il a arrangé son licenciement sans montrer ses mains (33). Une fois sorti de la Curie, M. Bottazzi a cherché à s'entretenir avec le Cardinal Bergoglio, qui l'a reçu avec une sympathie amicale : « Mais je n'en savais rien, mon fils. Tu me surprends... Pourquoi ils t'ont viré ? Qui l'a fait ? » M. Bottazzi n'a pas retrouvé son emploi, mais Bergoglio lui a présenté une nouvelle voiture, et il est parti convaincu que le Cardinal était un saint, poussé par des forces hors de son contrôle et dominé par un cercle de subordonnés malveillants.

D'après la description de Bello, cette façon de traiter avec les gens peut avoir été aussi capricieuse que politique ; il cite le récit d'un prêtre qui travaillait pour Bergoglio et pensait que c'était son ami : « Il m'a manipulé pendant des années... Le gars te manipule avec les affections. Tu penses que c'est ton père et qu'il te suit. » (34) Dans ce cas, il n'y avait pas d'utilité pratique apparente dans le procédé utilisé.

Aussi bien connu est l'histoire d'un psychiatre à Buenos Aires qui se spécialise dans le traitement des membres du clergé. Parmi ses patients se trouvaient plusieurs prêtres de l'équipe archiépiscope, qui venaient à lui épuisés par leur supérieur qui les "faisait danser". Après avoir écouté leurs problèmes, le psychiatre a dit à l'un d'eux : « Je ne peux pas te soigner. Pour résoudre vos problèmes, je devrais traiter votre Archevêque. »

Le professeur Lucrecia Rego de Planas, qui a connu personnellement le Cardinal Bergoglio pendant des années, est un autre écrivain qui

éclairer le sujet ; le 23 septembre 2013, elle publie une "Lettre au Pape François" (35). Elle décrit avec perplexité l'habitude de Bergoglio d'être apparemment du côté de tout le monde successivement « ... un jour, discutant avec fougue avec Mgr Duarte et Mgr Aguer [des conservateurs] sur la défense de la vie et de la Liturgie et, le même jour, au souper, discutant avec Mgr Ysern et Mgr Rosa Chávez sur les communautés de base [les groupes de style soviétique promus par le mouvement de "théologie de la libération"] et les terribles barrières représentées par « les enseignements dogmatiques » de l'Église. Un jour, un ami du Cardinal Cipriani Thorne [l'Archevêque de l'Opus Dei de Lima] et le Cardinal Rodríguez Maradiaga [du Honduras], parlant de l'éthique des affaires et contre les idéologies du Nouvel Âge, et peu après un ami de Casaldáliga et Boff [les célébrités de la théologie de la libération], parlant de la lutte des classes. »

La raison pour laquelle le professeur Rego de Planas a été perplexe était qu'elle est mexicaine. Si elle avait été argentine, elle aurait trouvé la technique parfaitement familière : elle a la note du péronisme classique. L'histoire raconte que Perón, dans ses jours de gloire, a une fois proposé d'induire un neveu dans les mystères de la politique. Il a amené le jeune homme avec lui pour la première fois lorsqu'il a reçu une délégation de communistes ; après avoir entendu leur point de vue, il leur a dit : « Vous avez tout à fait raison. » Le lendemain, il reçut une députation de fascistes et répondit de nouveau à leurs arguments : « Vous avez tout à fait raison. » Puis il a demandé à son neveu ce qu'il pensait et le jeune homme a répondu : « Vous avez parlé à deux groupes d'opinions diamétralement opposées et vous leur avez dit que vous étiez d'accord avec eux. C'est tout à fait inacceptable. » Perón répondit : « Tu as raison aussi. » Une anecdote comme celle-ci illustre pourquoi on ne peut s'attendre à ce que personne n'évalue le Pape François s'il ne comprend pas la tradition de la politique argentine, un phénomène extérieur à l'expérience du reste du monde ; l'Église a été prise par surprise par François parce qu'elle n'a pas eu la clé : il est Juan Perón en traduction ecclésiastique. Ceux qui cherchent à l'interpréter autrement manquent le seul critère pertinent.

Pour toute cette complaisance générale, Omar Bello parle aussi de ceux qu'on appelait « les veuves de Bergoglio », des gens qui ont quitté leur travail, assis sur la chaise que le cardinal leur apportait et qui ont finalement été "punis" pour avoir pris trop de liberté. Cela peut être lié à un autre trait de caractère de Bergoglio, sa méfiance envers les gens. Pour ses collaborateurs, il était « aussi méfiant qu'une vache borgne » (36), surtout en matière d'argent. C'est pourquoi il avait pris l'habitude de s'entourer de médiocrités qu'il pouvait dominer,

phénomène observé tant dans son état-major archiépiscopal à Buenos Aires que dans la hiérarchie argentine dont il contrôlait les nominations. Bello ajoute : « Je mentirais si je disais que je ne connais pas de gens qui ont une peur profonde de lui, et qui se déplacent autour de sa personne avec une extrême prudence. La situation s'aggrava quand il partit pour Rome, et cessa d'appeler beaucoup de ceux qui croyaient qu'ils étaient ses amis. »

Bergoglio n'était pas à l'aise avec les gens qui étaient en mesure de l'éclipser psychologiquement, intellectuellement ou socialement. Il était une recrue d'un niveau social inférieur à celui de beaucoup de ses compagnons de la Compagnie de Jésus, et dans la société de classe qui est l'héritage de l'Argentine de son passé oligarchique, cela a toujours été un handicap visible. Il s'y est attaqué en affectant une vulgarité exagérée (ce qui a entraîné les plaintes sur le langage grossier mentionnées dans le rapport Kolvenbach), alors que lors des grands rassemblements, il s'est fait un devoir d'ignorer les grandes perruques et de passer du temps à bavarder gentiment avec les nettoyeurs et les travailleurs manuels. On peut voir un mécanisme de défense similaire dans sa présomption d'un personnage simple et à la retraite qui était en fait un foyer de contrôle psychologique étroit.

(33) Omar Bello raconte cette histoire sans nommer le sujet, et affirme qu'il a été renvoyé en raison d'une indiscretion sur la biographie de Bergoglio "El Jesuita" (voir "El Verdadero Francisco", pp.36-37). Cela semble inexact ; le véritable motif du mécontentement de l'Archevêque est incertain.

(34) Bello, op. cit., p.34.

(35) statveritasblog.blogspot.ro/2013/09/carta-al-papa-francisco-por-lucrecia.html

(36) "Desconfiado como una vaca tuerta" « Méfiant comme une vache borgne » : Bello, op. cit., p.181, et voir p.196 pour la prochaine citation.

Bergoglio se déplace vers la gauche

L'intérêt politique qui avait toujours marqué Bergoglio est devenu une caractéristique dominante de son rôle d'Archevêque de Buenos Aires. Au cours de son mandat, il a été confronté au gouvernement de

gauche et anticlérical de Néstor Kirchner et de sa veuve Cristina, qui lui a succédé à la Présidence en 2007. La stratégie de Bergoglio consistait à déborder le gouvernement de gauche : quand les Kirchner attaquaient l'Église avec des mesures comme le mariage homosexuel, le Cardinal ripostait en disant que le gouvernement négligeait les intérêts réels du peuple. Il cultive son influence auprès des syndicats argentins et sa rivalité avec le gouvernement atteint un point tel que Kirchner commence à le considérer comme le véritable chef de l'opposition. Sur ce point, on peut lire le commentaire sans critique d'Austen Ivereigh : « C'était un paradoxe très bergoglio. L'austère, incorruptible mystique en guerre avec le monde spirituel – l'évêque pastoral qui sentait le mouton – était la politique argentine la plus astucieuse depuis Perón. » (37) Le point politique peut être accepté, mais il faut se demander dans quelle mesure l'odeur du mouton était un arôme utilisé et dans quelle mesure le mysticisme faisait partie du programme. Vers 2010, la position politique du Cardinal Bergoglio avait exacerbé les relations entre l'Église et l'État à tel point que certains secteurs de l'Église cherchaient à le remplacer comme Archevêque de Buenos Aires, en proposant de le faire compenser par une nomination romaine comme Préfet de la Congrégation des Religieux.

Jusqu'à son arrivée en tant qu'Archevêque de Buenos Aires en 1998, et même un peu plus tard, Bergoglio était connu du public comme le bras droit du Cardinal "réactionnaire" Quarracino, comme l'ennemi des marxistes dans la Compagnie de Jésus, peut-être même comme un collaborateur tacite du régime militaire des années soixante-dix (bien que les critiques les plus vives à ce sujet n'aient pas émergé avant 2005). Il a été proche de groupes conservateurs dans l'Église comme l'Opus Dei et les deux mouvements italiens, Communion et Libération et les Focolari, qui ont été influents en Argentine. La grande énigme que nous devons aborder est sa transformation en l'homme auquel la section libérale de l'Église, et notamment le groupe de Saint-Gall, s'est tournée comme figure de proue. Pour beaucoup, ce changement est l'énigme majeure de la carrière de Bergoglio.

Ici aussi, cependant, il se peut que nous soyons confrontés à l'angle mort qui est de ne pas saisir le fond péroniste. Perón, en tant que Président, n'hésita pas à passer de la droite à l'extrême gauche, car cela convenait à sa quête de pouvoir, et au début du XXI^e siècle, les conditions étaient réunies dans l'Église pour que ce changement de direction paraisse astucieux. Le Pape Jean-Paul II était en déclin ; il y avait une large supposition que le prochain Pape serait libéral. Si Bergoglio pensait que lui-même, après son accession au cardinalat en 2001, pourrait être un successeur crédible, c'est un point trop éloigné

de la spéculation : un Pape d'Amérique latine pourrait encore paraître à long terme. Mais il n'y aurait pas de mal à être du côté des prétendus vainqueurs.

L'émergence du Cardinal Bergoglio devant un public international est le fruit d'un accident de l'histoire. En octobre 2001, il a participé au Synode des Évêques à Rome, tenu pour débattre du rôle des évêques dans l'Église. Bergoglio était subordonné au Cardinal Egan de New York, qui devait livrer la *relatio*, ou résumé, à la fin de la réunion d'une semaine. Mais Egan a été appelé à l'extérieur pour assister à un service commémoratif pour les victimes de l'attaque du 11 septembre quelques semaines auparavant, et la tâche est tombée de façon inattendue au Cardinal Bergoglio. Son discours a beaucoup impressionné les évêques. Austen Ivereigh souligne son rôle dans l'établissement de la réputation de Bergoglio et se fait l'éloge de celle-ci : « Ce qu'il a produit était concis et élégant et a remporté des éloges tout autour... À l'intérieur de la salle, Bergoglio reçut de grands éloges pour la manière dont il reflétait les préoccupations des évêques sans causer de désunion. Ce pourquoi les gens l'admiraient, c'est la façon dont il a sauvé le meilleur du débat synodal malgré les limites de la structure et de la méthode », se souvient l'ami de longue date de Bergoglio à Rome, le Professeur Guzmán Carriquiry (38). Ce qui n'a pas été révélé, c'est que le discours du Cardinal Bergoglio a été écrit pour lui, du début à la fin, par le prêtre argentin Monseigneur Daniel Emilio Estivill, membre du secrétariat du Synode. Ceux qui connaissent Monseigneur Estivill rapportent qu'il vit depuis lors dans un état de tension nerveuse, de peur des représailles auxquelles son secret incommode pourrait l'exposer.

Le Synode des Évêques a aidé le Cardinal Bergoglio à se faire connaître de nombreux responsables de l'Église, y compris le Cardinal Martini, qu'il avait rencontré pour la première fois à la Congrégation générale des Jésuites de 1973. Martini, le Cardinal Archevêque de Milan, était le représentant le plus redoutable de l'aile libérale de l'Église, avec toutes les chances de devenir le prochain Pape, hormis le désavantage de son âge. Pour Bergoglio, c'était une stratégie qui ne coûtait rien pour se présenter comme l'allié de ce parti. Il a profité du prestige dont jouissent les libéraux de l'Église latino-américaine pour son œuvre de "théologie de la libération", même si cela n'a jamais été la ligne de Bergoglio.

L'histoire de la façon dont il a frôlé les élections au Conclave de 2005 a été racontée dans le chapitre précédent, et il est retourné en Argentine avec le prestige d'être le "presque Pape" latino-américain. On avait le sentiment, en effet, qu'il avait été escroqué de la papauté

par les révélations publiées plus tôt en 2005 de sa prétendue trahison des prêtres à la dictature, car un dossier sur le sujet avait été distribué aux cardinaux. Sur ce point, Omar Bello commente que Bergoglio a eu de la chance dans son accusateur, Horacio Verbitsky, un marxiste amer et anticlérical, dont les preuves ont donc été écartées. En réponse, Bergoglio a fait publier une biographie de lui-même, sous la forme d'une série d'interviews, réfutant les accusations et prétendant avoir travaillé contre la dictature.

Les années qui ont suivi 2005 ont été celles de la plus grande influence du Cardinal Bergoglio en Argentine et en Amérique latine. Il s'était désormais positionné comme l'ennemi de l'aile droite de l'Église et avait assumé une position pleinement libérale, au grand dam de ceux qui l'avaient considéré comme le champion des valeurs catholiques. Sa méthode consistait à faire des déclarations qui satisferaient Rome de son orthodoxie, tout en évitant toute opposition sérieuse au programme anti-catholique des Kirchner. En 2010, lorsqu'une loi a été présentée pour introduire le mariage homosexuel, le Cardinal Bergoglio a écrit une lettre à certaines religieuses affirmant la doctrine chrétienne en termes solides, mais il a également écarté toute opposition efficace que les militants catholiques souhaitaient présenter. Cette année-là, l'écrivain catholique traditionaliste Antonio Caponnetto a publié un livre, *La Iglesia Traicionada* ("L'Église trahie"), dénonçant « le magistère embarrassant de style Ghandi qui le paralyse aujourd'hui et avec lequel il trouble et lâche le troupeau qui lui est confié » (39), à l'opposé de la défense ouverte du principe catholique pour lequel Bergoglio n'avait été connu que quelques années auparavant.

(37) Ivereigh, op. cit., p.252.

(38) Ivereigh, op. cit., p.264.

(39) Antonio Caponnetto, *"La Iglesia Traicionada"*, Buenos Aires, 2010, p.120-121.

Les relations de Bergoglio avec le Vatican

Sa nouvelle posture fit de Bergoglio un objet de suspicion pour le

nonce pontifical en Argentine, l'Archevêque Bernardini, et pour les prélats dont Héctor Aguer, qui fut Archevêque de La Plata. En effet, après six ou sept ans de combat, l'opposition dont il souffrait de ces secteurs vint éclipser sa propre influence, et devait conduire à un règlement brutal des comptes quand il devint Pape. Mais avant même cette élévation, Bergoglio ne manquait pas de moyens pour riposter. L'un d'entre eux était l'influence permanente de l'argent dans la politique curiale, à une époque où le Vatican se débattait avec les embarras que lui léguait le système Marcinkus. En tant qu'Archevêque de Buenos Aires, le Cardinal Bergoglio était chancelier d'office de l'Université Catholique Pontificale d'Argentine, qui avait une riche dotation de 200 millions de dollars. Sans aucune raison claire, une grande partie de cet argent a été transférée à la Banque du Vatican. L'opération rappelle un scandale des années auparavant, lorsque Bergoglio avait été évêque auxiliaire de Buenos Aires et que l'archidiocèse a répudié une dette de dix millions de dollars, au motif que le chèque émis par la curie archiépiscopale n'avait pas été correctement signé. Austen Ivereigh donne un compte rendu blanchissant de ces incidents (40), présentant Bergoglio comme le réformateur qui a nettoyé le désordre, mais la vérité est que, comme le bras droit du Cardinal Quarracino à l'époque, il devait avoir une connaissance intime de la manière dont le chèque avait été émis, et les faits n'ont jamais été expliqués de manière satisfaisante. Ces cas ne sont que deux exemples d'obscurcissements qui suggèrent que toute la question des transactions financières pendant le mandat de Bergoglio à Buenos Aires serait défrayée par une étude spéciale d'un chercheur expert dans le genre.

Un autre moyen d'influence pour le Cardinal Bergoglio était ses contacts personnels. À Rome, il a eu un ami en la personne du Cardinal Giovanni Battista Re, qui a été préfet de la Congrégation des Évêques de 2000 à 2010. Le Cardinal Re a commencé comme un allié dévoué de Bergoglio, jusqu'à ce qu'il se rende compte de l'homme avec qui il traitait et s'est retourné contre lui ; pendant la lune de miel, Bergoglio a profité de l'amitié pour implanter dans la Congrégation des Évêques le prêtre argentin Fabián Pedacchio, qui est devenu son agent et son informateur. Il envoya au Cardinal Bergoglio un flot d'informations par téléphone et fax, l'informant des lettres reçues dans la Congrégation pour les Évêques, même celles qui étaient sous le sceau du secret. Grâce à cet allié, Bergoglio avait un certain nombre de disciples nommés évêques non seulement en Argentine, mais aussi dans d'autres hiérarchies sud-américaines. En étant élu Pape, Bergoglio récompensa le Père Pedacchio en faisant de lui son secrétaire particulier, une nomination dans laquelle il continue

d'exercer son influence antérieure.

Le cas le plus notable dans lequel Bergoglio utilisa le Père Pedacchio fut dans sa querelle avec l'évêque de l'Opus Dei, Mgr Rogelio Livieres, qui dirigeait le diocèse de Ciudad del Este. Bien que cette ville se trouve au Paraguay, elle est proche de la frontière argentine, et Mgr Livieres était lui-même argentin d'origine. Il était un fervent traditionaliste, et en tant que tel, il représentait un défi non seulement pour Bergoglio, mais aussi pour les libéraux dans toute la hiérarchie sud-américaine. Dans son propre diocèse, Livieres avait fondé un séminaire qui se distinguait par la formation sacerdotale traditionnelle et obtint un succès qui ne pouvait être ignoré. À son apogée, le séminaire de Ciudad del Este comptait 240 étudiants, soit plus que tous les autres diocèses paraguayens réunis. Il attira également des réfugiés du propre séminaire du Cardinal Bergoglio à Buenos Aires, qui n'était pas dans un état heureux, ce qui n'aida pas Bergoglio à regarder gentiment son rival. Le membre le plus connu de la hiérarchie paraguayenne est Fernando Lugo, Évêque de San Pedro, qui abandonna son ministère pour une carrière politique et devint Président du pays, jusqu'à ce qu'il soit destitué par son parlement en 2012. Auparavant, il combinait sa vie épiscopale avec une série d'affaires et avait engendré plusieurs enfants illégitimes. Mgr Livieres était seul à dénoncer l'Évêque Lugo et ses collègues de la hiérarchie paraguayenne qui conspiraient pour garder secrète la mauvaise conduite de Lugo.

En 2008, peu après l'élection de Lugo à la présidence, Mgr Livieres rendit une visite ad limina au Pape Benoît XVI et lui remit personnellement une lettre, sous scellés, dans laquelle il critiquait le système de nomination qui avait réussi à produire Mgr Lugo. Ses précautions n'ont pas empêché la lettre d'être transmise au Cardinal Bergoglio et de là, elle a été divulguée à la presse, avec l'intention réussie de brouiller Mgr Livieres avec le gouvernement paraguayen et avec le reste de sa hiérarchie (41). Ceci s'avéra simplement un avant-goût du traitement que l'évêque allait recevoir sous le Pape François, lorsqu'il fut démis de ses fonctions dans l'année qui suivit l'élection du Pape et que son séminaire fut dissous.

Une leçon que nous pouvons tirer de ces désaccords : il y a près de quarante ans, le jeune Père Bergoglio avait été nommé Provincial des Jésuites argentins dans un moment de crise ; les temps avaient changé, mais l'ancien Cardinal Archevêque, en conflit avec le gouvernement national, avec le nonce pontifical dans son pays, avec une grande partie au sein de sa propre Église et même avec les évêques de l'autre côté de la frontière, n'avait pas perdu son talent

pour être une force de division.

Les révélations sur le Père Pedacchio et l'Évêque Livieres ont été faites par le journaliste espagnol Francisco José de La Cigoña bien avant l'élection de Bergoglio comme Pape. De La Cigoña a mentionné dans son article un autre agent du Cardinal Bergoglio, le prêtre argentin Guillermo Karcher, qui se trouvait à Rome dans le département du Protocole de la Secrétairerie d'État, tandis qu'à Buenos Aires il y avait l'évêque auxiliaire de Bergoglio, Eduardo García, qui avait pour tâche de gérer "l'opinion" sur les évêques et autres membres du clergé sur Internet. Après avoir décrit ce système de contrôle, De La Cigoña a commenté : « C'est ainsi que Bergoglio procède pour générer un réseau de mensonges, d'intrigues, d'espionnage, de méfiance et, plus efficace que tout, de peur. C'est l'opinion d'un fonctionnaire argentin qui travaille au Vatican et qui, de peur bien sûr, préfère ne pas être nommé : Bergoglio « est une personne qui sait avant tout faire peur. » C'est pourquoi il a une influence dans le Saint-Siège qui en surprend beaucoup. Même s'il travaille avec soin pour impressionner tout le monde avec l'apparence d'un saint en plâtre, austère et mortifié, c'est un homme avec une mentalité de pouvoir. Et il l'a toujours été. » (42) En rapportant ces perceptions à un lectorat espagnol, De La Cigoña transmettait l'estimation que beaucoup d'Argentins avaient alors faite de leur Archevêque, mais qui malheureusement n'avait pas atteint la connaissance des cardinaux du monde lorsqu'ils se sont rencontrés pour le Conclave de 2013.

La position que Bergoglio s'était construite au cours de ces années était cependant menacée par une échéance imminente. En décembre 2011, lorsqu'il atteindra l'âge de soixante-quinze ans, il devra présenter sa démission comme archevêque, et un départ se dessinant et un mouvement l'éloignant du navire qui coulait devient apparent. Omar Bello considère que Bergoglio a été éclipsé en 2011 par son rival Héctor Aguer, Archevêque de La Plata. Le Pape Benoît XVI a en effet refusé la démission de Bergoglio (au dégoût des membres de la hiérarchie argentine, qui allaient bientôt souffrir de leur mécontentement) et, comme cela arrive souvent dans de tels cas, a demandé au prélat sortant de continuer un peu plus longtemps. Mais même à ses propres yeux, le Cardinal Bergoglio ne pouvait paraître qu'un canard de plus en plus boiteux à cette époque ; il parlait de démissionner et de se retirer dans une maison de retraite pour le clergé. Les espoirs qui avaient été soulevés dans le Conclave de 2005 disparaissaient, alors que le règne du Pape Benoît XVI suivait une ligne doctrinale que Bergoglio avait trop ouvertement écartée.

(40) Ivereigh, op, cit., p.243-244.

(41) Voir Francisco José de La Cigoña, "Los peones de Bergoglio" ("Les pions de Bergoglio"), dans le journal espagnol Intereconomía du 26 décembre 2011.

(42) Voir Francisco José de La Cigoña, "Los peones de Bergoglio" ("Les pions de Bergoglio"), dans le journal espagnol Intereconomía du 26 décembre 2011.

Un pape abdique

Mais, sans surprise, cette situation sombre a été transformée par une rumeur de Rome. Au milieu de l'année 2012, quelques initiés de la Curie savaient que le Pape Benoît XVI envisageait l'abdication ; il avait confié son intention à deux de ses plus proches collaborateurs, le Secrétaire d'État, le Cardinal Bertone, et le secrétaire papal, l'Archevêque Ganswein, et il avait nommé la date exacte : le 28 février 2013. Les communications du Cardinal Bergoglio avec Rome se sont brusquement intensifiées à partir de ce moment-là, atteignant des niveaux effrénés à mesure que la date approchait (43). Certes, le 11 février 2013, le Pape Benoît XVI a fait son annonce publique aux cardinaux, et il a pris presque tout le monde par surprise, et non pas Bergoglio et ses associés, cependant, comme l'ont découvert des témoins oculaires. Le jour de l'annonce, le recteur de la cathédrale de Buenos Aires est allé rendre visite à son Cardinal et l'a trouvé exultant. Pendant leur entretien, le téléphone n'a jamais cessé de sonner avec les appels internationaux des alliés de Bergoglio, et ils étaient tous des appels de félicitations personnelles. Un ami argentin, cependant, moins bien informé que les autres, a appelé pour demander des nouvelles à ce sujet, et Bergoglio lui a dit : « Vous ne savez pas ce que cela signifie. » (44)

Le Cardinal Bergoglio avait eu huit ans pour réfléchir exactement à ce que cela signifiait. En 2005, les plans du groupe de Saint-Gall semblaient brisés par l'élection de Benoît XVI. On a supposé que Benoît XVI devait régner pendant dix, voire quinze ans, mais ce serait trop long pour qu'aucun des intéressés en profite. L'abdication de février 2013 a eu lieu juste à temps pour relancer le programme de

Saint-Gall. Le Cardinal Martini était décédé l'année précédente, mais Danneels et Kasper étaient tout juste assez jeunes pour vaincre l'exclusion des conclaves papaux que les cardinaux subissent à l'âge de quatre-vingts ans, un jalon qu'ils atteindront tous les deux plus tard dans l'année. Surtout, Bergoglio, à l'âge de 76 ans, restait papabile ; l'extension de son mandat par le Pape Benoît XVI signifiait qu'il était toujours en place comme Archevêque de Buenos Aires, et donc un membre éminent de la hiérarchie latino-américaine.

Au cours des deux semaines suivantes, avant de se rendre à Rome pour les adieux officiels du Pape Benoît XVI, Bergoglio était en pleine fièvre d'activité, vêtu d'une apparence d'indifférence. Un prêtre qui le connaissait confiait à Omar Bello que le Cardinal faisait un cirque de ne pas vouloir aller à Rome, « et je savais qu'il parlait à la moitié du monde et complotait comme un fou. Eh bien, c'est Jorge... » (45) Pourtant, quiconque l'imaginait en train de faire circuler au Collège des Cardinaux des messages « Votez pour moi » aurait sous-estimé Jorge. Sa stratégie en premier fut de se présenter comme un partisan du Cardinal Sean O'Malley de Boston. Omar Bello explique le stratagème comme suit : il détournerait l'attention des cardinaux européens de sa propre candidature, mais Bergoglio savait que pour les latino-américains, et même pour beaucoup d'autres dans l'Église, un Pape des États-Unis était anathème ; il savourait trop l'impérialisme yankee. Mais presser O'Malley était ipso facto pour attirer l'attention sur le continent américain ; si les cardinaux rejetaient O'Malley, ils pourraient se tourner vers Bergoglio, son homologue latino-américain. Il s'agit là d'une interprétation possible, même si elle semble excessivement tortueuse. Comme alternative, on pourrait citer le rapport d'un laïc venu du Vatican pour s'adresser à l'un des cardinaux nord-américains et lui demander d'exhorter ses collègues à penser à Bergoglio. Sur cette lecture, en sollicitant O'Malley, Bergoglio signalait simplement aux cardinaux nord-américains qu'il était leur allié.

Ce que peu de gens contestent, c'est que le Conclave de 2013 fut probablement l'élection pontificale la plus politique depuis la chute des États pontificaux. Ce n'aurait été que pour le fond dramatique sur lequel il se tenait, l'abdication d'un pape, la première fois qu'une telle chose s'était produite depuis six cents ans. Mais les circonstances qui l'avaient conduit étaient encore plus pressantes : le scandale des "Vatileaks" de 2012, lorsque le majordome du Pape avait révélé des documents secrets pour montrer précisément combien Benoît XVI était impuissant à contrôler le désordre qui l'entourait ; et enfin le rapport privé qui a circulé en décembre 2012, révélant une telle corruption morale dans la Curie qu'on pensait que c'était la goutte d'eau pour persuader Benoît XVI qu'il ne pouvait plus y faire face. Une chose était

évidente : le travail du prochain Pape serait d'éclaircir un marécage. Il est donc plus pertinent de dire que le Conclave de 2013 fut l'élection papale la plus inquiétante depuis des siècles. Les gens cherchaient un sauveur, et ce n'est pas nécessairement l'état d'esprit dans lequel il faut faire un bon choix.

On pense généralement que le but du Pape Benoît XVI, en abdiquant, était d'amener sa succession au Cardinal Scola, Archevêque de Milan, et il chargea le Secrétaire d'État Bertone de diriger le Conclave en conséquence. Scola était doctrinalement dans la même lignée que Benoît, et il semblait l'homme fort capable de faire face aux problèmes qui s'accumulaient sur le Saint-Siège. Ce que Benoît XVI ne se rendit pas compte, c'est qu'il y avait peu de chance que les autres cardinaux italiens acceptent de voter pour Scola, qu'ils considéraient comme un carriériste. Ce qui était pire, Bertone lui-même ne voulait pas Scola, et sa réponse à la commission papale était simplement de l'ignorer. Le plan de Benoît XVI échoua donc dès le départ, et le Conclave fut lancé au grand jour. Sans autre piste, la machine se réinstalle comme en 2005 et le groupe de Saint-Gall renaît après huit ans d'inhumation.

Les cardinaux de Saint-Gall ont surtout exercé une influence sur les Européens, mais ils ont eu des contacts au-delà. Murphy O'Connor était occupé parmi les cardinaux anglophones d'Afrique et d'Asie, et d'autres Africains furent amenés par le Cardinal Monsengwo, un protégé de Danneels. Austen Ivereigh répète l'histoire de Murphy O'Connor avertissant Bergoglio de « faire attention » parce que c'était son tour maintenant, à qui la réponse était capisco « Je sais » ; mais c'était comme un enfant de trois ans donnant des conseils parentaux à sa mère. Les cardinaux libéraux pensaient qu'ils utilisaient Bergoglio ; il est plus probable qu'il les utilisait. Il n'y avait aucune raison de penser que le groupe de Saint-Gall pourrait à lui seul obtenir une majorité au Conclave, pas plus en 2013 qu'en 2005. Les cardinaux d'Amérique du Nord constituaient une circonscription cruciale, et Bergoglio s'en était déjà occupé lui-même. Les Latino-Américains voteront également pour lui, encouragés par le quasi-échec de 2005.

Le récit d'Ivereigh donne une bonne idée de l'intense politisation qui a eu lieu au Conclave de 2013. Les supporters de Bergoglio, instruits par leur expérience huit ans auparavant, se sont attachés à s'assurer que leur homme obtienne au moins 25 voix au premier tour de scrutin, un résultat essentiel pour lui donner de l'élan. C'est ce qui a été fait, et le deuxième jour, le 13 mars, Bergoglio a confortablement avancé au second tour de scrutin de la matinée, avec cinquante voix. Cet après-midi-là, le quatrième vote a donné lieu à un contretemps : un bulletin de vote vierge a été accidentellement inclus parmi les bulletins

comptés, ce qui a invalidé l'examen minutieux. Les règles pour les conclaves papaux stipulent que seuls quatre scrutins devraient avoir lieu chaque jour, mais curieusement, cela a été ignoré, et un cinquième vote s'est déroulé comme si le quatrième n'avait pas eu lieu. À cette occasion, Bergoglio a été élu avec plus de 95 voix sur 115. Antonio Socci a soutenu avec force que ce cinquième tour de scrutin était nul et non avenu (46). Les avocats canonistes plus pondérés pensent que c'est discutable, mais sont moins précis en leur avis. À première vue, on pourrait dire que les alternatives logiques étaient soit d'ignorer le papier vierge et de considérer le quatrième examen comme valide, soit de le traiter comme tombant sous le coup des règles du vote irrégulier, ce qui implique de passer au suivant de manière ordinaire – dans ce cas, d'attendre jusqu'au lendemain. Que l'on choisisse ou non de défendre le point de vue de Socci, il y a quelque chose d'assez approprié dans le fait que l'héritier politique de Juan Perón aurait dû être élevé à la tête de l'Église Catholique par ce qui était sans doute un vote invalide.

(43) Bello, "El Verdadero Francisco", p.29.

(44) Informations provenant de sources privées à Buenos Aires.

(45) Bello, op.cit., p.32. Un bon rire attend ceux qui veulent comparer ces détails avec le saint récit d'Austen Ivereigh, op. cit., pp.350-351.

(46) Antonio Socci, "Non è Francesco", Milan, 2014. Le fait qu'un cinquième tour de scrutin ait eu lieu est bien connu ; voir e.g., Ivereigh, op. cit., p.361.

3. RÉFORME ? QUELLE RÉFORME ?

Le Pape comme nul autre

Dès le moment où Jorge Bergoglio a été élu Pape, il a indiqué clairement qu'il allait être différent, une caractéristique qu'il avait déjà démontré aux Argentins et que le Professeur Rego de Planas décrit dans sa lettre citée précédemment (47). Elle a raconté comment elle assistait à des réunions où les autres évêques arrivaient, à l'heure, dans leurs voitures, alors que Bergoglio arrivait en retard, dans un tourbillon, expliquant bruyamment ses vicissitudes dans les transports publics. Sa réaction a été « Phew ! Quelle envie d'attirer l'attention ! » et elle a trouvé que beaucoup d'autres avaient la même impression. Ainsi aussi, lorsque François devint Pape, il n'utilisera pas la traditionnelle croix pectorale papale, ni l'anneau, ni les chaussures, ni le siège, mais en aura d'autres de moins grande splendeur. Ostensiblement, il refusa d'emménager dans l'ancien appartement papal donnant sur la place Saint-Pierre et se réserva des chambres dans la Casa Santa Marta, maison d'hôtes pour les cardinaux de passage, où il vivait depuis lors. L'un de ses gestes les plus émouvants fut d'aller le lendemain matin après son élection à la maison d'hôtes où il avait séjourné pour le Conclave, payant sa facture en personne ; conformément à l'humilité de l'occasion, les caméras de télévision étaient là pour le filmer. Le même jour, il a téléphoné à son coiffeur à la maison et à son dentiste pour annuler un rendez-vous, et à son agent de presse pour résilier ses journaux et s'assurer que la presse en soit informée.

Les médias ont tout dévoilé, comme à Buenos Aires quand il a parcouru la ville en métro (avec son attaché de presse présent, et un photographe pour le filmer). Il ne faisait aucun doute qu'il y avait là un pape qui devançait tous les autres dans l'humilité. Il y avait eu des papes au cours des cent dernières années qui venaient de milieux au moins aussi modestes que Jorge Bergoglio (les "Papes paysans" Pie X et Jean XXIII), mais en étant élus au trône papal, ils avaient accepté les symboles traditionnels de leur charge. Bergoglio se distingue non seulement par ses gestes d'humilité, mais aussi par une bonhomie qui gagne tous les cœurs. À Buenos Aires, un catholique argentin l'avait

surnommé *carucha* (visage grognon) en raison de son attitude habituelle d'Archevêque, mais maintenant ses compatriotes le virent se transformer en ce qu'Omar Bello appelait un Lassie papal, une figure qu'ils ne reconnaissaient guère.

Le Professeur Rego de Planas a expliqué qu'elle avait interprété les gestes du Cardinal Bergoglio lorsqu'il était Archevêque de Buenos Aires comme un désir inébranlable d'être aimé de tous et de gagner une popularité facile ; mais après quatre ans de pontificat de François, nous devons reconnaître que son diagnostic était trop naïf. Elle n'avait pas compris ce qu'est Bergoglio, un homme politique accompli. Il sait que dans le monde moderne, l'image est tout et qu'un pape qui a les médias séculiers de son côté peut faire des choses dont personne n'avait rêvé, et c'était précisément son programme. Pour les médias, François fut le grand réformateur élu pour effectuer un rajeunissement miraculeux de l'Église. Personne ne s'est inquiété de constater qu'un petit signe de ce rajeunissement est apparu pendant son mandat d'Archevêque de Buenos Aires. Au cours de ses quinze années de mandat, l'Église Catholique en Argentine a subi une baisse de dix pour cent du nombre de ses membres ; les chiffres du sacerdoce et de la vie religieuse étaient encore pires. Après plus de quatre ans, rien n'indique que les choses aient changé depuis qu'il est Pape. En termes réels, "l'Effet François" s'est révélé un phénomène confiné aux médias.

En particulier, nous devons nous demander ce qu'il est advenu des trois problèmes majeurs qui étaient sur la table lorsque les cardinaux ont fait leur grand saut dans le noir. L'un d'entre eux était le scandale de la Curie Romaine, dont de nouvelles preuves avaient circulé en décembre 2012 ; un autre était celui des abus sexuels au sein du clergé, un scandale mondial qui s'accélérait depuis vingt ans et qui, à l'époque du pontificat de Benoît XVI, s'efforçait justement de détruire toute l'autorité morale de l'Église ; et le troisième était aussi de longue date, le marasme des finances du Vatican qui était devenu un scandale public sous le règne de Jean-Paul II et qui avait résisté jusqu'à présent à toutes les tentatives d'y faire face.

(47) *Lucrecia Rego de Planas, "Carta al Papa Francisco" (Lettre au Pape François), 23 Septembre 2013. Voir la note 10 du Chapitre 2.*

1) Qu'est-il arrivé à la réforme de la Curie ?

La Curie Romaine est le gouvernement central de l'Église Catholique. C'est une grande organisation, comprenant neuf Congrégations, douze Conseils Pontificaux, six Commissions Pontificales et trois Tribunaux. Comme on pourrait s'y attendre, la question de sa réforme n'est pas nouvelle. En considérant son histoire, nous pouvons laisser de côté la période où la Curie a dû administrer les États pontificaux ainsi que l'Église. Après la chute du Pouvoir Temporelle en 1870, la Curie s'est développée en une institution qui, dans l'ensemble, était honnête et efficace, et non indigne de sa fonction d'organisme directeur de l'Église universelle. Il avait les faiblesses naturelles de toute bureaucratie, ajoutées aux défauts locaux qu'il était majoritairement italien dans le personnel et incliné à un népotisme traditionnel, en particulier dans les petits postes non cléricaux comme ceux de portier ou de chauffeur.

Si l'on devait pointer du doigt une époque où un parti-pris matériel indu commençait à apparaître, c'était peut-être les dernières années du règne de Pie XII, lorsque ce pape très habile commença à perdre le contrôle personnel de ses affaires. En 1953, on avait le sentiment que la Curie s'était glissée entre les mains d'une clique de cinq cardinaux, que l'on appelait irrespectueusement le Pentagone. Leur chef était Nicola Canali, le ministre des finances du Vatican, connu pour son étroite alliance avec les banquiers pontificaux de l'époque et avec le neveu du Pape, le Prince influent Carlo Pacelli.

Le problème n'a pas été abordé par le pape suivant, Jean XXIII, dans ses cinq brèves années ; pour toute sa réputation de réformateur, le Pape Jean n'a rien fait pour la Curie. Paul VI, qui avait passé presque toute sa carrière cléricale à Rome, vint sur le trône en 1963 avec un désir louable de réformer la Curie, mais ses réalisations n'atteignirent pas ses intentions. Une chose qu'il a réussi à faire, c'est d'internationaliser son personnel, mais cela s'est accompagné d'un grand bond en nombre, de 1 322 à 3 150, avec toutes les implications d'une bureaucratie débordante (48). Pire encore, le Pape Paul décide de placer toute la Curie sous l'autorité générale de la Secrétairerie d'État. Il s'agissait sans doute d'introduire une certaine coordination, mais cela signifiait aussi que la grande majorité des départements, dont la fonction était purement religieuse, étaient soumis au bras politique du Vatican. Et la pire erreur de toutes fut ce que le Pape Paul a fait avec les finances de l'Église. Celles-ci ont été placées sous la direction de l'Archevêque Paul Marcinkus, un clerc de Chicago sans scrupules qui, malheureusement, n'était pas dans le monde de la finance internationale dans lequel sa nomination l'avait plongé. Son

approche pragmatique du maintien à flot de l'économie du Vatican l'a conduit à s'associer aux banquiers mafieux Michele Sindona et Roberto Calvi, avec des conséquences désastreuses lorsque ceux-ci sont démasqués. En 1987, un mandat d'arrêt a été émis contre Marcinkus, mais le Pape Jean-Paul II, dans une préférence extraordinaire pour les prérogatives mondaines de l'Église par rapport à son devoir moral, a choisi de l'abriter sous la souveraineté du Vatican. Les leçons n'ont pas été tirées sous le successeur de Marcinkus, l'Évêque Donato de Bonis, qui a été congédié en 1993 après d'autres scandales et nommé incongrûment Prélat (c'est-à-dire aumônier en chef) de l'Ordre de Malte, également pour bénéficier du privilège extraterritorial de cet organisme. Enfoui pendant des années dans les quartiers généraux romains de l'Ordre, il n'ose pas descendre dans la rue de peur d'être arrêté par la police italienne.

Jean-Paul II avait été élu en 1978 comme jeune et vigoureux Pape qui devait s'occuper des problèmes de l'Église, mais le gouvernement interne n'était pas son fort. Dès le début, il s'est consacré à des visites de globe-trotting de haut niveau et il a négligé les exigences quotidiennes de l'organisation qui le servait. Sa nomination du Cardinal Angelo Sodano au poste de Secrétaire d'État en 1991 a aggravé une situation déjà délabrée. Le copinage et la corruption que le régime du Cardinal Sodano a aggravé comprenaient parmi ses scandales la dissimulation des immoralités sexuelles du fondateur des Légionnaires du Christ, le Père Marcial Maciel, à cause des sommes importantes que cette puissante organisation a pu apporter au Vatican. Avec le Cardinal Tarcisio Bertone, Secrétaire d'État de 2006 à 2013, la situation a pris une autre direction. Le Pape Benoît XVI, qui le nomma, se distancie des affaires curiales dès le début de son règne, même s'il avait lui-même servi au cœur de la Curie pendant 24 ans avant son élection. Les craintes que les libéraux avaient qu'il aurait du ressentiment pour ses expériences passées ne se réalisèrent pas, et il devint un ermite virtuel, avec le résultat que la Curie descendit dans le chaos des factions (49). Dans ces conditions, le Cardinal Bertone avait la liberté de poursuivre ses propres intérêts ; il a considérablement accru le pouvoir déjà exagéré de la Secrétairerie d'État en plaçant ses candidats à des postes clés dans chaque Congrégation, Conseil ou Commission, et ce sont eux qui étaient les responsables au moment de l'élection du Pape François. Ils formèrent un énorme potentiel acquis dont la capacité à bloquer les souhaits du Pape lui-même avait été l'un des facteurs qui avaient convaincu Benoît XVI de renoncer, convaincu qu'il ne pouvait plus y faire face. Nous avons vu plus haut comment le Cardinal Bertone a choisi d'annuler le projet de Benoît XVI de faire élire le Cardinal Scola comme son successeur – juste un

exemple du monstre curieux de Frankenstein auquel un pape régnant a été confronté.

Cette situation avait été mise en lumière de façon dramatique par le scandale "Vatileaks" de 2012. L'affaire a été précipitée par le majordome du Pape, Paolo Gabriele, qui a décidé d'exposer à la presse la corruption qu'il a vue autour de lui. Il n'a pu que ramasser les documents sensibles laissés dans son bureau de travail et les remettre au journaliste Gianluigi Nuzzi. Parmi les documents figuraient des lettres échangées entre Monseigneur Carlo Maria Viganò, le Cardinal Bertone et le Pape lui-même, qui révélaient les protestations de Monseigneur Viganò, qui avait été démis de ses fonctions de Secrétaire du Gouvernement en raison de son manque d'ardeur à la réforme. Les fuites ont été rendues publiques à la télévision italienne dans l'émission *Gli intoccabili* en janvier 2012, et Nuzzi l'a suivie en mai avec son livre *Sua Santità : Le carte segrete di Benedetto XVI*. Le majordome a été jugé par la cour du Vatican et condamné à dix-huit mois de prison, mais Benoît XVI l'a gracié le 22 décembre, reconnaissant que Gabriele avait agi par crainte du réseau de manipulations et d'intrigues dans lequel le Pape était mêlé.

Le moment du pardon n'était pas fortuit. Cinq jours plus tôt, le Pape Benoît XVI avait reçu un rapport secret, préparé pour lui par les Cardinaux Herranz, de Giorgi et Tomko, qu'il avait chargé en mars d'enquêter sur les fuites. Le mandat des cardinaux était d'interroger une douzaine de témoins et d'étudier la situation au Vatican que les documents divulgués révélaient, et ce qu'ils trouvèrent était épouvantable. Ils montraient une image non seulement d'une machine du Vatican qui suivait son propre chemin sans tenir compte des souhaits du Pape, mais aussi d'une corruption morale connue depuis longtemps des initiés, mais à laquelle personne n'avait jusque-là mis de noms. Le rapport lui-même n'a jamais été rendu public, mais la teneur de ses accusations a été divulguée à plusieurs reprises au cours des années suivantes. Des détails ont émergé d'un réseau homosexuel au sein du Vatican qui était en collusion pour promouvoir ses propres intérêts. Les prélats employaient des laïcs avec casiers judiciaires qui se promenaient dans les bars romains et les boîtes de nuit pour se procurer des garçons, et ils étaient récompensés par des carrières protégées au Vatican. Un monseigneur a été suivi lors de visites dans des salons de massage homosexuel et a été victime de chantage avec des photographies des rencontres. Des récits de prélats connus sous des noms féminins, avec de larges allusions à leurs penchants, et de secrétaires payés 15 000 euros par mois, pour des services qui ne se limitaient évidemment pas au bureau (50).

C'est la situation dont le pape François a hérité, et il a été élu en pleine connaissance de la nécessité d'une réforme et dans l'espoir de la mener à bien. En particulier, il a été jugé nécessaire de réformer la Secrétairerie d'État, devenue beaucoup trop puissant et qui est le principal facteur de la sécularisation excessive de la Curie. Nous devons examiner comment François a réussi, cinq ans plus tard, à satisfaire les espoirs qui ont été placés en lui.

Un mois après son élection, le Pape François nomma un conseil de huit cardinaux pour superviser le processus de réforme ; ils furent par la suite portés à neuf et sont maintenant connus sous le nom de C9. Jusqu'en juin 2017, il y a eu dix-huit réunions de ce conseil, mais les réformes qu'il a proposées jusqu'à présent ne sont que du bricolage. Il y a eu une petite fusion des Conseils Pontificaux, mais l'impact sur les plus grands organismes du Vatican a été nul. Le secrétaire d'un Dicastère a commenté : « François a fait rouler beaucoup de têtes, peut-être trop, mais les résultats sont rares. Il y a des commissions de travail, des groupes d'étude, il y a des cabinets de consultants, mais personne ne sait quand on verra quoi que ce soit de concret, ou si on le verra un jour. » (51)

En ce qui concerne les finances papales, le même fonctionnaire dit : « C'est Ratzinger qui était le pape du revirement, François s'est glissé dans ce sillon, mais d'une manière un peu confuse... Le conseil des neuf cardinaux, le soi-disant C9, nommé par lui pour mettre en œuvre les plans de réforme, a tenu de nombreuses réunions sans parvenir à des décisions importantes. Et puis il y a la question du gouvernement synodal. Le Synode des Évêques, a dit François, est en train d'être reconçu, sur le modèle du Concile Vatican II, mais en pratique personne ne sait comment. » (52)

La clé de cet échec se trouve peut-être dans une remarque du Pape François lui-même : « Je ne peux pas mener les réformes moi-même parce que je suis très désorganisé. » (53) C'est une manière euphémistique d'exprimer le fait que le penchant de Bergoglio a toujours été pour les perturbations plutôt que pour la construction. Son célèbre slogan pour les fidèles était "*Hagan lío*" – faites le bordel. Il s'agit peut-être (ou non) d'une exhortation fructueuse aux âmes zélées à sortir de la paresse et de la complaisance, mais ce n'est pas un très bon principe pour gouverner l'Église, et encore moins un projet de réforme administrative d'une organisation dont l'ennui était précisément qu'elle était déjà un désordre sacro-saint avant l'arrivée de François.

Le Pape François délègue donc le processus de réforme au C9, mais là aussi il y a un problème. Ces neuf cardinaux forment un groupe extrêmement disparate ; ils ne se distinguent pas par de grands records personnels en tant qu'administrateurs, et pour la plupart ils ont peu d'expérience de la Curie. Ils apportent donc à leur travail une connaissance quelque peu superficielle de l'organe complexe qu'ils doivent réformer. S'ils étaient sous un pape qui ferait preuve d'une grande capacité administrative, ils pourraient se vanter d'apporter une vision extérieure nouvelle ; mais sous un pape qui est également un étranger à la Curie, ils montrent toutes les faiblesses d'un comité sans leadership clair. Par-dessus tout, leur travail est entravé par un pape qui s'intéresse davantage aux jeux de pouvoir qu'à la supervision des réformes. Un aspect de ceci est que beaucoup des changements du Pape François ont été motivés par l'idéologie plutôt que par l'efficacité (par exemple, personne ne pourrait dire que la destitution du Cardinal Burke en tant que Préfet de la Signature Apostolique était justifiée par des considérations d'intégrité ou de compétence), mais le phénomène va beaucoup plus loin que cela, comme nous le verrons au chapitre 6.

L'absence de bon jugement administratif a pour conséquence que les réformes proposées alternent entre l'inertie, d'une part, et un radicalisme malavisé, d'autre part. Un exemple en est la proposition qui a été faite dans les premiers mois du pontificat de François de démanteler la Secrétairerie d'État de nombreux postes et de renommer son chef le Secrétaire du Pape – qui est un office complètement différent (54). Plus récemment, le Cardinal Rodríguez Maradiaga a proposé de fusionner les trois tribunaux du Vatican, la Pénitencerie, la Rote et la Signature, en un seul Dicastère de Justice. Mais l'une des fonctions de la Signature est d'entendre les appels de la Rote, de sorte que les mêmes juges seraient en charge de la première et de la deuxième instance. Un système juridique qui ne comprend qu'un seul tribunal est un phénomène que l'on ne trouve que dans les pays totalitaires, et la proposition montre le manque de connaissance et de réflexion des personnes concernées. D'autre part, le plan de démembrement et de compartimentation de la Secrétairerie d'État, initialement proposé, était une réforme très nécessaire d'un organe trop puissant. Son abandon n'est pas dû à une impraticabilité mais aux intérêts particuliers de la Secrétairerie d'État elle-même. Les questions des grandes Congrégations n'ont pas non plus été examinées par le C9.

Quelques exemples de la confusion et de l'inefficacité qui ont été les notes de la "réforme" ont été donnés dans un article paru en juin 2017

(55). En septembre 2016, le Conseil pour les Laïcs, la Famille et la Vie a officiellement cessé d'exister et a été fusionné dans un nouveau Dicastère sous le Cardinal Kevin Farrell. Mais son secrétaire n'a été nommé qu'en juin 2017 ; il vit au Brésil et ne pourra pas venir à Rome avant plusieurs mois. Le Secrétaire adjoint n'a pas encore été nommé. Ce sont les postes clés, et sans eux le Dicastère ne peut pas commencer à travailler. Le personnel de l'ancien Conseil est toujours là, attendant d'être licencié, dans ce que l'un d'entre eux a décrit comme « un chaos calme et tranquille ».

En août 2016, le nouveau Dicastère pour la Promotion du Développement Humain Intégral a été créé, avec effet au 1er janvier 2017 et avec le Cardinal africain Peter Turkson comme Préfet. Le Dicastère est censé être une fusion des Conseils Pontificaux pour la Justice et la Paix, pour la Pastorale des Migrants et des Personnes Itinérantes, et pour l'Assistance Pastorale aux Travailleurs de la Santé, avec Cor Unum. Mais le Cardinal Turkson (qui est un érudit biblique sans expérience administrative) dit qu'il ne sait pas très bien ce que le Dicastère est censé faire, et qu'il attend toujours ses ordres de marche.

Résumant les maigres résultats de ce que le C9 a accompli, le journaliste cite le commentaire d'un cardinal et d'un archevêque qui travaillent à la Curie depuis de nombreuses années : « Quelle réforme ! Nous aurions pu la préparer nous-mêmes, en l'espace d'un matin, assis à une table. »

Un autre pas dans la mauvaise direction est le résultat de la manière désinvolte du Pape François. Dans le passé, il existait un système qui permettait à chaque chef d'un corps du Vatican de voir le Pape régulièrement, généralement deux fois par mois ; il s'appelait l'*udienza di tabella*. Cette base a maintenant été abolie ; les fonctionnaires doivent prendre des rendez-vous spéciaux, et on leur dit souvent que le Pape est trop occupé. Dans le cas de la révocation des trois responsables de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi (28 octobre 2016), le Cardinal Müller a demandé à plusieurs reprises une audience pour plaider en leur faveur et, lorsqu'il a finalement obtenu l'une d'entre elles, elle est arrivée avec deux ou trois mois de retard.

Il en résulte que la Secrétairerie d'État est devenue un gardien de la porte par lequel doivent passer toutes les affaires et un filtre entre le Pape et la Curie. La Secrétairerie est donc devenue plus puissante que jamais. Tant que cela dure, la réforme est impossible.

Une idée fausse qui doit être corrigée est encouragée par les journalistes qui aiment représenter un pape libéral luttant contre une phalange de clercs et de fonctionnaires centralisateurs. C'est une notion dépassée que la Curie se compose de conservateurs dont le but est de préserver le pouvoir papal et qui s'opposent aux réformes libérales. Il aurait été vrai, si l'on se référait à l'esquisse historique donnée plus haut, du régime que le Cardinal Canali a dirigé dans les années 1950, et que le Cardinal Ottaviani a essayé de maintenir après lui ; mais Ottaviani a été complètement rejeté par le Pape Paul VI. Au lieu de cela, Paul VI fit venir comme Secrétaire d'État un prélat français de l'extérieur de la Curie, Jean-Marie Villot (1969-79). Villot introduisit un régime que l'on pourrait qualifier de bureaucratique sur le modèle français, mais qui n'était certainement pas papaliste conservateur, et l'ancien établissement fut dissous pour toujours. Ce n'était pas nécessairement une amélioration, car l'ancien système, quels que soient ses défauts, reposait au moins sur un principe moral, celui de la monarchie papale traditionnelle. Les cardinaux qui ont occupé une place importante dans la Curie depuis lors n'ont pas fait preuve d'un conservatisme marqué et n'ont pas manifesté un intérêt particulier pour le maintien de l'autorité papale en tant que principe théologique. Si nous regardons ce qui a remplacé cela, c'est le principe de leur propre intérêt en tant que bureaucrates, et cette caractéristique règne sans être dérangée sous le Pape "libéral" François.

Les fautes qui ont été décrites jusqu'à présent sont relativement futiles et, au pire, elles ne feraient qu'illustrer le manque de compétence de François en tant que réformateur. Mais la réalité est en fait beaucoup plus noire. Il inclut l'état de rivalité et de conflit chaotique qui a été produit par les méthodes manipulatrices du Pape François, et qui sera décrit dans la section 3 ci-dessous car il affecte la Secrétairerie d'État, le Secrétariat de l'Économie et les différents organismes financiers du Vatican. Et elle s'étend à l'état moral de la Curie, dont un tableau aussi impressionnant a été présenté à Benoît XVI deux mois avant son abdication. Toute idée selon laquelle le Pape François s'est appliqué à réformer cet aspect serait une grave erreur.

L'existence d'un lobby homosexuel au Vatican, révélée par le rapport des cardinaux de décembre 2012, est un scandale que le Pape François n'a pris aucune mesure pour corriger, et qu'il a en outre accentué. L'un des cas les plus notoires est celui de Monseigneur Battista Ricca, Prélat de l'Institut des Œuvres de Religion. Monseigneur Ricca a fait carrière comme membre du service diplomatique papal. Après une affectation à Berne, il fut envoyé en

Uruguay en 1999 et amena avec lui son petit ami Patrick Haari, un mauvais capitaine de l'Armée Suisse. Profitant d'un intervalle entre la retraite du nonce et l'arrivée de son successeur, quand Ricca était chargée d'affaires, il installa Haari dans la nonciature elle-même, avec un emploi, un salaire et un logement. Le nouveau nonce, arrivé à Montevideo au début de l'an 2000, tenta de faire sortir Ricca et Haari, mais le premier fut protégé par son amitié avec l'Archevêque (plus tard Cardinal) Re, qui était alors Substitut à la Secrétairerie d'État. Le ménage était un scandale ouvert pour le clergé et les religieuses qui fréquentaient la nonciature de Montevideo, mais rien ne pouvait être fait, même après que Haari ait été ramené chez lui un soir par des prêtres d'une maison de rencontres homosexuelles où il avait été battu brutalement par un commerçant. Ce n'est que lorsque Monseigneur Ricca lui-même a été pris dans un ascenseur avec un jeune qui était connu de la police, en août 2001, que le nonce qui en souffrait depuis longtemps a pu se débarrasser de son subordonné. (Dans les bagages de Haari quand il est parti, on a découvert qu'il était bourré de préservatifs et de matériel pornographique.) Après une nouvelle affectation à Trinidad et Tobago, où il s'est disputé avec son nonce, Ricca a finalement été démis de ses fonctions diplomatiques en 2005, lorsqu'il a obtenu un emploi à Rome avec le statut de conseiller d'une nonciature de premier rang. Ses responsabilités incluaient la gestion de la maison d'hôtes des cardinaux à Via della Scrofa, où le Cardinal Bergoglio avait l'habitude de séjourner, et où il se rendit pour payer sa facture le matin suivant son élection. Étant donné que Montevideo fait face à Buenos Aires par l'embouchure de la Rivière de la Plata, il semble peu probable que le Cardinal Archevêque de l'époque n'ait pas été au courant de ce qui se passait dans la nonciature au-delà de la Rivière, mais cela ne l'empêchait pas d'établir une amitié étroite avec Monseigneur Ricca, qui tenait ce dernier en bonne place lorsque Bergoglio fut élu Pape. Trois mois après cet événement, en juin 2013, Monseigneur Ricca fut nommé Prélat de l'IOR, la Banque du Vatican (56). La nomination a fait l'objet d'une question d'un journaliste au Pape quelques semaines plus tard, lors d'une de ses conférences de presse à bord d'un avion, quand il a été interrogé sur cette promotion d'un homosexuel notoire, et est sorti le célèbre propos du Pape, « Qui suis-je pour juger ? ». En fait, son patronage de Monseigneur Ricca correspond au modèle qui était bien établi quand il était Archevêque de Buenos Aires, où il s'entoure de personnes moralement faibles pour les avoir sous sa main.

On peut dire que le pieux catholique moyen serait scandalisé de savoir que les hautes sphères de l'Église sont occupées par des hommes qui violent de façon si flagrante leurs obligations de chasteté comme l'a

fait Monseigneur Ricca, et trouverait incroyable qu'ils soient non seulement tolérés mais protégés et promus. Or, cette situation n'a pas seulement continué sans retenue sous le pape François, elle s'est visiblement aggravée. En octobre 2015, nous avons eu droit au spectacle d'un fonctionnaire de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, Mgr Krzysztof Charamsa, qui a démissionné ostensiblement de son poste, a annoncé qu'il était un homosexuel actif et a lancé, au profit de la presse, une tirade contre l'enseignement moral de l'Église. Il a également "révélé" l'existence d'un lobby homosexuel à la Curie, qui était certes bien connu mais qui a été ainsi confirmé de l'intérieur. Les faits marquants de cette affaire étaient que Monseigneur Charamsa travaillait depuis des années en tant qu'opposant acharné à l'enseignement de l'Église dont il était soi-disant le porte-parole, et qu'avec tout ce qu'on a dit sur le nettoyage de la Curie, on n'a jamais tenté de déranger de telles personnes ; il a fallu un geste de défi de sa part pour le retirer du bureau qu'il avait si clairement trahi.

Monseigneur Luigi Capozzi, secrétaire du Cardinal Coccopalmerio, était un autre prélat qui a connu une sortie moins volontaire. En juin 2017, il fut surpris par la Gendarmerie du Vatican organisant une fête homosexuelle dans son appartement luxueux du Palazzo del Sant'Uffizio, et on découvrit qu'il avait utilisé sa voiture avec des plaques du Vatican pour transporter de la drogue sans être arrêté par la police italienne (57). Le Cardinal Coccopalmerio, qui est tout aussi connu pour avoir prôné la tolérance envers l'homosexualité et pour être peut-être le plus grand des hommes favorables au pape François, avait proposé cet assistant de confiance pour un évêché.

La signification plus large de cette infiltration est que le lobby homosexuel travaille à changer l'enseignement moral de l'Église dans son propre intérêt, et il s'est développé avec la tendance libéralisante introduite par le Pape François. Par exemple, l'Archevêque Bruno Forte a écrit pour le Synode sur la Famille en 2014 le texte qui tente d'assouplir l'enseignement catholique sur l'homosexualité. Son texte a été rejeté par le Synode, mais pas par manque d'effort de la part du Pape François pour faire avancer la cause de la libéralisation. Un cas peut-être encore plus scandaleux est celui de l'Archevêque Vincenzo Paglia, qui est incroyablement Président du Conseil Pontifical pour la Famille et que le Pape François a récemment nommé Président de l'Institut Jean-Paul II d'Études sur le Mariage et la Famille, organe que Jean Paul entendait être le chien de garde de l'enseignement de l'Église.

En décembre 2014, le Pape François profita de la rencontre de la

Curie pour présenter les vœux de Noël et leur livrer une harangue dans laquelle il exposa, de façon inventive et détaillée, quinze manières dont ils étaient corrompus. Cette approche de la réforme curiale illustre le goût pour les incessantes railleries et les insultes recherchées qui l'ont distingué dans ses premières années (il semble s'en être rendu compte maintenant que les gens en sont fatigués) ; mais elle s'inscrit aussi dans un schéma familier de rhétorique visant à le montrer comme un réformateur radical, mais sans aucune mesure pratique qui lui corresponde. La véritable corruption de la Curie Romaine, qu'elle soit administrative ou morale, n'est pas quelque chose pour laquelle François a jusqu'à présent montré des signes de réforme ; au contraire, c'est une faiblesse qu'il a exploitée et qui s'est développée sous son gouvernement.

(48) Voir H.J.A. Sire, *"Phoenix from the Ashes"* (Le Phénix des Cendres), Ohio, 2015, p.370 etc., qui donne un compte rendu du contexte historique.

(49) *"The Spectator"*, 14 janvier 2017 : Damian Thompson, *"Why more and more priests can't stand Pope Francis."* (« Pourquoi de plus en plus de prêtres ne supportent pas le Pape François »)

(50) Gianluigi Nuzzi, *"Merchants in the Temple"* (Les Marchands du Temple), 2015, p.198-199. [titre italien : *"Via Crucis"*, p.259-261]

(51) Aldo Maria Valls, *"266"*. (Macerata, 2016), p.106. Le titre mystérieux de ce livre est le numéro de François dans la liste des papes.

(52) Aldo Maria Valls, *"266"*. (Macerata, 2016), p.107. Le titre mystérieux de ce livre est le numéro de François dans la liste des papes.

(53) Cité dans un article de NDTV, 11 juin 2013 : *"Pope Francis admits to 'gay lobby' in Vatican administration : report."* (« Le Pape François admet le lobby gay dans l'administration du Vatican : reportage »)

(54) Gianluigi Nuzzi, *"Merchants in the Temple"* (Les Marchands du Temple), 2015, p.153. [*"Via Crucis"* p.197]

(55) Marco Tosatti, *"waiting for Vatican Reform"* (En attente de la Réforme du Vatican), dans *First Things* du 6 juin 2017, d'où sont extraits les détails des trois paragraphes suivants.

(56) Ces événements ont été décrits en détail par Sandro Magister dans l'article "Il prelato del lobby gay" (Le prélat du lobby gay) dans "L'Espresso" du 18 juin 2013.

(57) Article paru dans "Il Fatto Quotidiano" du 28 juin 2017 : Francesco Antonio Grana, "Vaticano, fermato un monsignore : festini gay e droga al Palazzo dell' ex Sant' Uffizio." (« Vatican, un monsignor arrêté : fêtes gays et drogues à l'ancien Palais du Saint-Office. »)

2) Qu'est-il advenu de la "Tolérance Zéro" pour les délinquants sexuels dans le clergé ?

Au moment où le public a été mis au courant du rapport de Herranz et Tomko, ce que l'on appelait dans la presse la « mafia gay » ou « lobby gay » au Vatican était déjà largement présumé. Le phénomène de l'homosexualité répandue parmi le clergé et les évêques était connu du public depuis 2001, lorsque le Boston Globe a lancé une série d'exposés, lançant les « scandales d'abus sexuels du clergé » qui ont constitué une grande partie du paysage catholique depuis lors. La nature de l'abus a été confirmée par le rapport John Jay, une enquête commandée par la Conférence des Évêques Catholiques des États-Unis, publié en 2004, qui a révélé que plus de 80% des victimes étaient des adolescents de sexe masculin (58). En 2004, des rapports avaient également commencé à sortir des diocèses du monde entier, avec des résultats similaires ; l'Église, de quelque niveau que ce soit, avait un énorme problème. En 2012, les diocèses et les conférences épiscopales nationales de l'Australie, du Canada, de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique, des Philippines, de l'Inde et de la plupart des pays d'Europe avaient tous fait état de cette tendance désormais bien connue.

Le Rapport de John Jay couvrait la période 1950-2002 et concluait que les plaintes avaient atteint un sommet à une période coïncidant avec la mode d'ignorer ou de réécrire les directives d'admission au séminaire pour permettre aux homosexuels d'étudier et d'être ordonnés prêtres – les années 1960 à 1980 – une période qui peut être comparée à la Révolution Sexuelle interne de l'Église Catholique. Cette vague mondiale de permissivité sexuelle à la mode qui s'est manifestée dans les années 70 aurait fait perdre la crédibilité du Vatican. Bien que François ait enterré le rapport Herranz et Tomko, les paramètres

généraux du problème sont devenus clairs avec le Vatileaks de 2012, révélant un réseau homosexuel étendu et bien financé, fonctionnant à partir de la Curie. Les documents révélaient que des fonctionnaires de la Curie avaient approuvé à Rome l'utilisation de propriétés appartenant au Vatican comme maisons closes gays destinées à la clientèle sacerdotale. Les récits à Rome des prélats du Vatican proposant des séminaristes et faisant pression sur le jeune clergé sont légion. Compte tenu de cette situation, il n'est pas surprenant qu'un homme aussi dévoué aux machinations populistes que Jorge Bergoglio prenne publiquement la ligne du « qui suis-je pour juger ».

Malgré les tentatives de la presse laïque d'accuser rétroactivement le Pape Benoît XVI, les archives montrent que l'ancien chef de la CDF avait entrepris des réformes importantes et efficaces, décrites aux États-Unis comme une « politique de tolérance zéro ». Les abus sexuels à l'égard de mineurs, du moins en 2001, étaient encore un sujet susceptible de susciter l'indignation du public, et les demandes de réforme étaient fortes. Mais même à cette époque, le lobby homosexuel, devenu mondial après son adoption par les ONG de l'ONU et de l'UE, avait déjà fait d'énormes progrès dans la gestion de son image. Les médias séculiers ont collaboré, créant une distinction artificielle entre les « pédophiles du clergé » sinistres et effrayants qui s'attaquent aux enfants préadolescents, garçons et filles, et la nouvelle image fraîchement épurée de « l'homme gay » moralement acceptable. La preuve était démontrée que le lobby LGBT travaillait également à abaisser l'âge légal du consentement au niveau des garçons à 14 ans, ceux-ci étant préférés par les agresseurs homosexuels du clergé (59). Dans le contexte de ces grands bouleversements culturels et de la réalité du Vatican, il est peut-être compréhensible que les réformes du Pape Benoît XVI – qui incluaient l'interdiction des hommes homosexuels au sacerdoce (60) – aient si peu profité, avant même qu'elles ne soient renversées par son successeur.

Selon les données présentées par la CDF à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies en janvier 2014, Benoît XVI avait défroqué ou suspendu plus de 800 prêtres pour abus sexuels passés entre 2009 et 2012. Il s'agissait notamment du célèbre Père Marcial Maciel, le fondateur influent des Légionnaires du Christ qui, sous le pape précédent, avait bénéficié de l'immunité d'investigation. En 2011, la CDF a adressé une lettre aux Conférences épiscopales du monde entier pour leur demander d'adopter des lignes directrices rigoureuses sur la manière de répondre aux allégations qui incluraient l'aide aux victimes, la protection des mineurs, l'éducation des futurs prêtres et

religieux, et la collaboration avec les autorités civiles. Les lignes directrices exigeaient que les évêques transmettent tous les nouveaux cas aux autorités civiles et à la CDF. Dans une lettre pastorale adressée en mars 2010 aux Catholiques d'Irlande, Benoît XVI a critiqué l'application laxiste des lois de l'Église par les évêques, dont les échecs avaient « sérieusement miné votre crédibilité et votre efficacité ». Il a noté une « tendance malavisée » contre l'application de châtiments canoniques qui, selon lui, était due à « des interprétations erronées du Concile Vatican II ».

Mais ces lignes directrices n'étaient que des réitérations de réformes antérieures sur lesquelles Ratzinger avait insisté en tant que chef de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi. En avril 2001, quelques mois seulement après que les scandales eurent commencé à éclater, le Pape Jean-Paul II publia des normes (61) qui imposaient aux évêques l'obligation de rapporter toutes les accusations de « *delicta graviora* » (délits graves) commis par les clercs contre le sixième Commandement à la CDF, une compétence retirée à la Congrégation pour le Clergé et à la Rote Romaine. Trois semaines plus tard, Ratzinger avait envoyé une lettre à tous les évêques du monde catholique, leur rappelant les normes et insistant sur leur mise en œuvre.

L'action la plus décisive du Pape Benoît XVI a été prise dans le cas longtemps négligé du Père Marcial Maciel, fondateur de l'ordre sacerdotal immensément riche, les Légionnaires du Christ. Les plaintes et les accusations s'étaient accumulées contre Maciel depuis des décennies, mais le public n'était guère préparé à l'horrible réalité – la tromperie que Maciel avait perpétrée pendant des décennies – qui a finalement émergé. Pendant le pontificat de Jean-Paul II, les Légionnaires et Maciel ont bénéficié de la faveur du pape et de l'appui de son puissant Secrétaire d'État, le Cardinal Angelo Sodano, qui aurait reçu des sommes énormes de la part du groupe. En 2004, près de la fin du pontificat de Jean-Paul II, Ratzinger avait ordonné la réouverture de l'enquête de la CDF sur Maciel et était finalement convaincu que les allégations étaient fondées après que son bureau eut interrogé plus de 100 anciens séminaristes et prêtres. Maciel a quitté la tête de la Légion quelques jours seulement avant la mort de Jean-Paul II, à l'occasion des funérailles duquel le Cardinal Ratzinger a sévèrement critiqué la "crasse" de l'abus sexuel clérical qui s'était développé dans l'Église.

L'enquête s'est poursuivie après l'élection du Pape Ratzinger et, en mai 2006, la CDF a ordonné à Maciel de « renoncer à toute forme de

ministère public » et de se retirer à « une vie consacrée à la pénitence et à la prière » ; Maciel est mort en 2008. En fin de compte, il s'est avéré que le fondateur de la Légion avait mené une double vie pendant des décennies ; dépendant de la morphine, abusant sexuellement de garçons et de jeunes hommes, gardant trois maîtresses dans deux pays et engendrant six enfants d'elles, le tout à l'abri de la dévotion cultuelle de l'ordre au fondateur ; soutenu par de l'argent donné à la Légion pour des œuvres de religion.

Avec la succession de Benoît XVI, même ceux qui n'étaient pas enclins à soutenir le côté "conservateur" de l'Église ont ressenti un profond changement. Michael Sean Winters, chroniqueur au National Catholic Reporter, a félicité Benoît XVI pour avoir mis l'accent sur ceux qui avaient couvert les coupables. Il a qualifié l'accent mis précédemment sur les agresseurs « d'approche totalement inefficace ». La maltraitance des mineurs, a-t-il dit, « était horrible », mais « ce qui a vraiment donné lieu à un sentiment de trahison, c'est que les évêques n'ont pas réagi à cet abus avec l'horreur appropriée ».

« La volonté de Benoît XVI de demander des comptes aux évêques est ce qu'il faut pour redresser l'Église », a dit Winters. « Le pape Benoît le comprend. Et il a prévenu que les évêques qui ne le feraient pas seront remplacés. » Cela a été confirmé quelques jours avant que la démission de Benoît XVI ne prenne effet par un haut responsable du corps diplomatique du Vatican, l'Archevêque Miguel Maury Buendia, qui a dit (62) : « Ce Pape a enlevé deux ou trois évêques par mois à travers le monde... Il y a eu deux ou trois fois où ils ont dit non, et le Pape les a simplement retirés. »

Malgré les déclarations verbales du nouveau pape, cette réforme de la responsabilité semble s'être évaporée avec la démission de Benoît XVI. En fait, pour ceux qui étaient attentifs, François commença immédiatement à signaler la nouvelle direction en choisissant d'honorer l'un des plus célèbres évêques responsables ; comme on l'a noté plus haut, le Cardinal Danneels apparut avec le nouveau pape sur le balcon de la Basilique Saint-Pierre le soir de l'élection.

Anne Barrett Doyle, co-directrice de Bishop Accountability, a fait remarquer : « Aucun autre pape n'a parlé aussi passionnément du mal de l'abus sexuel des enfants que François. Aucun autre pape n'a invoqué aussi souvent la tolérance zéro. » (63) Pourtant, au nom de son thème préféré, la « miséricorde », François rompt résolument avec le programme de réforme Ratzinger/Benoît XVI, réduisant la peine pour les prêtres abuseurs à « une vie de prière » et à des restrictions

sur la célébration de la Messe. En février 2017, il fut révélé que François avait « tranquillement réduit les sanctions contre une poignée de prêtres pédophiles, appliquant sa vision d'une église miséricordieuse même à ses pires contrevenants » (64).

Un cas particulièrement notoire a été la décision de François d'annuler les peines infligées par la CDF au prêtre Italien Mauro Inzoli, qui a été reconnu coupable en 2012 par un tribunal ecclésiastique d'avoir abusé de garçons dès l'âge de douze ans et suspendu *a divinis*. Inzoli avait particulièrement irrité les Italiens pour l'impudence de son comportement – il a abusé des garçons dans le confessionnal et les a convaincus que sa maltraitance était approuvée par Dieu – et son amour d'un style de vie cher, ce qui lui a valu le surnom de « Don Mercedes » dans la presse.

Mais en 2014, à la suite d'un appel lancé par les amis d'Inzoli à la Curie, François réduisit la peine du prêtre à une « vie de prière » et à une promesse de ne pas s'approcher des enfants, lui donnant la permission de célébrer la Messe en privé. François lui ordonna également de suivre cinq ans de psychothérapie, une approche médicalisée privilégiée par les évêques au plus fort de la crise de l'abus sexuel qui démontra qu'elle avait peu d'effet.

Les deux amis curiaux d'Inzoli devinrent des personnages importants dans les altercations ultérieures entre François et ses critiques au sein du collège des cardinaux sur *Amoris Laetitia* : le Cardinal Coccopalmerio, ancien évêque auxiliaire du Cardinal Martini, qui est président du Conseil Pontifical pour les Textes Législatifs et Monseigneur Pio Vito Pinto, aujourd'hui doyen de la Rote Romaine (65). Ces deux prélats ont joué un rôle clé dans le soutien de François contre les critiques de son Exhortation Apostolique, *Amoris Laetitia*, dont le Cardinal Müller, préfet de la CDF. Un journaliste a commenté : « Le Pape François, suivant les conseils de son groupe d'alliés formant club dans la curie, insiste pour annuler les réformes qui ont été instituées par ses prédécesseurs Jean-Paul II et Benoît XVI dans le traitement des cas de prêtres abuseurs. » (66)

Cette clémence, cependant, a échoué et après des plaintes de la ville natale d'Inzoli, Crémone, la police a rouvert le dossier contre lui. Il a été jugé et condamné à quatre ans et neuf mois de prison pour « plus d'une centaine d'épisodes » de violence contre cinq garçons âgés de 12 à 16 ans. Quinze autres infractions dépassaient le délai de prescription. Après la condamnation d'Inzoli devant les tribunaux civils, le Vatican entama tardivement un nouveau procès canonique.

Les rumeurs selon lesquelles François a l'intention de rétablir la compétence pour les cas d'abus sexuels du Cardinal Müller à la Rote et à la Congrégation pour le Clergé ont continué à circuler jusqu'au renvoi du cardinal en juillet 2017. Nicole Winfield, d'Associated Press, a noté que François avait également annulé un projet de tribunal d'évêques, demandé par sa propre commission d'abus sexuels, et avait renvoyé sommairement deux des membres du personnel de la CDF chargés de ces affaires, refusant de donner des raisons au Cardinal Müller. L'autre suggestion de la commission, des lignes directrices pour les diocèses sur le traitement des réclamations pour abus, n'a jamais été envoyée aux conférences épiscopales, ni même publiée sur les sites Internet du Vatican. La nouvelle approche de François a également été critiquée par une victime survivante dans le cadre de sa propre commission consultative sur l'abus sexuel. Marie Collins, qui a par la suite démissionné de la commission, citant une culture vaticane d'obstruction et d'inaction bureaucratique, a déclaré que la solution médicale était inappropriée. « Tous ceux qui commettent des abus ont pris la décision consciente de le faire », a déclaré Collins à Associated Press. « Même ceux qui sont pédophiles, vous diront les experts, sont toujours responsables de leurs actes. Ils peuvent résister à leurs inclinations. »

Le cas d'Inzoli n'est pas isolé. Winfield a écrit que « deux avocats canonistes et un fonctionnaire de l'église » lui ont dit que le pape qui met l'accent sur la « miséricorde » a créé un environnement dans lequel « plusieurs » prêtres en vertu de sanctions canoniques imposées par la CDF ont fait appel avec succès à François pour la clémence par le biais de puissants liens curiaux. L'official anonyme a noté que de tels appels avaient rarement été couronnés de succès avec Benoît XVI, qui avait retiré plus de 800 prêtres du ministère.

Des questions subsistent quant aux connaissances et à l'implication de Bergoglio dans le cas de décennies d'abus sexuels commis par des prêtres à l'Institut Antonio Provolo, une école pour enfants sourds en Argentine et à Vérone, en Italie. Nicola Corradi et Horacio Corbacho ont été arrêtés en 2016 en Argentine, après que 24 anciens étudiants de l'institut eurent déposé plainte, à partir de 2009. Bien que le diocèse de Vérone se soit officiellement excusé auprès des victimes italiennes du même prêtre à l'école de l'institut de Vérone, après que le Vatican de Benoît ait ordonné une enquête, le Vatican de François n'a rien fait depuis. Ceci même après que les étudiants aient nommé Corradi de nouveau dans une lettre à François en 2014 lui demandant une commission d'enquête. La seule réponse que le groupe ait jamais

reçue de Rome a été une note de l'Archevêque Angelo Becciu qui a dit que la demande d'une commission avait été transmise à la Conférence épiscopale italienne. L'Association Provolo a déclaré à Associated Press en 2016 : « À ce jour, rien ne s'est passé. »

« Nous devons nous demander : le Pape, qui a été pendant de nombreuses années le primat de l'Église Argentine, ne savait-il rien des abus commis dans son pays ? » Un avocat canoniste du groupe, Carlos Lombardi, a déclaré à la presse : « Soit il vit en dehors de la réalité, soit c'est extrêmement cynique... c'est une moquerie. » (67)

(58) *Dans une déclaration lue par l'Archevêque Silvano Maria Tomasi au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies le 22 septembre 2009, le Saint-Siège a déclaré que la majorité des membres du clergé catholique qui avaient commis des actes d'abus sexuels ne devraient pas être considérés comme des pédophiles, mais comme des homosexuels attirés par les rapports sexuels avec des adolescents de sexe masculin. La déclaration disait qu'au lieu de la pédophilie, « il serait plus juste de parler d'éphébie ; étant une attirance homosexuelle pour les adolescents de sexe masculin... De tous les prêtres impliqués dans les abus, 80 à 90 % appartiennent à cette minorité d'orientation sexuelle qui est sexuellement engagée avec des adolescents de 11 à 17 ans. »*

(59) *Peter Tatchell, le militant homosexuel le plus en vue du Royaume-Uni, a été l'un des critiques les plus virulents des "prêtres pédophiles" catholiques. En 2010, il était parmi ceux qui s'opposaient à la visite du Pape Benoît XVI en Grande-Bretagne, l'accusant d'avoir couvert les agresseurs. La même année, Tatchell, qui a écrit que « tous les rapports sexuels impliquant des enfants ne sont pas forcément désirés, abusifs et nocifs », préconisait de réduire l'âge légal du consentement pour permettre aux hommes adultes de s'engager dans des activités homosexuelles avec des jeunes de 14 ans.*

(60) « *L'Instruction concernant les critères de discernement des vocations à l'égard des personnes homosexuelles en vue de leur admission au séminaire et aux ordres sacrés* » de la Congrégation pour l'Éducation Catholique, approuvée par le Pape Benoît XVI le 31 août 2005.

(61) *Le Motu Proprio "Sacramentorum Sanctitatis Tutela" était une reformulation de la Constitution Apostolique sur la Curie Romaine, "Regimini Ecclesiae Universae", de Paul VI, publiée en 1967, qui «*

confirmait la compétence judiciaire et administrative de la Congrégation [CDF] dans la procédure selon ses normes modifiées et approuvées ».

(62) Article paru dans EWTN le 22 février 2013, "Pope has 'cleaned up episcopate', nuncio says." (Le Pape a « nettoyé l'épiscopat », dit le nonce.) www.ewtnnews.com/catholic-news/World.php

(63) Article dans Crux du 24 décembre 2016, "Argentina probes sex abuse at deaf school, what Vatican knew". (L'Argentine enquête sur les abus sexuels à l'école des sourds, ce que le Vatican savait)

cruxnow.com/global-church/2016/12/24/argentina-probes-sex-abuse-deaf-school-what-vatican-knew/

(64) Article dans Associated Press, 25 février 2017, Nicole Winfield, "Pope quietly trims sanctions for sex abusers seeking mercy". (Le Pape rompt discrètement les sanctions pour les agresseurs sexuels qui demandent grâce)

apnews.com/64e1fc2312764a24bf1b2d6ec3bf4caf

(65) Le nom de Pinto figure sur la fameuse "Liste Pecorelli", une liste des francs-maçons présumés au sein de l'Église, compilée dans les années 1970 par Carmine "Mino" Pecorelli, Directeur de L'Osservatorio Politico, une agence de presse spécialisée dans les scandales et crimes politiques. La Liste Pecorelli a été publiée dans le Magazine L'Osservatorio Politico Internazionale, le 12 septembre 1978, pendant le bref pontificat du Pape Jean-Paul Ier.

(66) Article de Michael Brendan Dougherty, "A child abuse scandal is coming for Pope Francis" (Un scandale de maltraitance d'enfants est à venir pour le Pape François), dans The Week du 3 janvier 2017.

(67) Article dans Crux du 24 décembre 2016, "Argentina probes sex abuse at deaf school, what Vatican knew". (L'Argentine enquête sur les abus sexuels à l'école des sourds, ce que le Vatican savait)

www.cnsnews.com/news/article/argentina-investigates-alleged-sex-abuse-school

3) Qu'est-il advenu de la réforme des finances du Vatican ? Un problème de corruption

Il n'est pas surprenant que les pires cas de corruption à la Curie se soient toujours produits dans les départements qui gèrent l'argent, à la fois à cause des tentations personnelles de la richesse et parce que les fonctionnaires de ces départements, ignorants du monde des affaires et de la finance, étaient constamment en danger d'être entraînés dans des méthodes de caractère douteux ou d'illégalité pure et simple. Les accusations criminelles auxquelles l'Archevêque Marcinkus et l'Évêque de Bonis se sont exposés dans les années 80 et 90 ont déjà été mentionnées, mais, étonnamment, les avertissements n'ont pas été entendus au Vatican. Au contraire, il y a tout signe qu'une culture d'avarice et de malhonnêteté s'est aggravée au cours des vingt années qui ont précédé l'élection du Pape François au Saint-Siège.

Un exemple flagrant est apparu dans les trois mois qui ont suivi cet événement. C'est le cas de Monseigneur Nunzio Scarano, le chef comptable de l'APSA (*Amministrazione del Patrimonio della Sede Apostolica*, Administration du Patrimoine du Siège Apostolique), qui a été arrêté en juin 2013 pour avoir tenté de faire entrer clandestinement 22 millions d'euros de Suisse en Italie dans un jet privé. Il s'est avéré que Monseigneur Scarano vivait depuis des années une vie de luxe financée par les avantages de sa nomination au Vatican. Il vivait dans un appartement de dix-sept pièces à Salerne rempli d'œuvres d'art, dont Van Gogh et Chagall, et était connu sous le nom de "Monseigneur 500" pour les billets de 500 euros par lesquels il faisait notoirement ses transactions.

Complice de son plan de contrebande d'argent liquide, Monseigneur Scarano a commis l'erreur de choisir un agent des services secrets italiens, Giovanni Mario Zito, qu'il a payé 217 000 euros pour son rôle. Lorsque Zito a révélé le complot aux autorités, Scarano a nié sa culpabilité et expliqué les 217 000 euros en accusant Zito de les lui voler. Lors du procès de Scarano en janvier 2016, l'accusation de trafic de drogue échoua simplement au motif que le plan n'avait pas été exécuté, mais Scarano fut condamné pour diffamation pour l'accusation qu'il avait portée contre Zito (68).

L'affaire Scarano fut explosive non seulement à titre individuel, mais aussi parce que Monseigneur commença aussitôt à porter des accusations de malversations financières généralisées au Vatican. Il a révélé que les responsables de l'APSA acceptaient régulièrement des cadeaux de banques cherchant à attirer l'argent du Vatican, y compris

des voyages, des hôtels cinq étoiles et des massages. Ils ont pris l'habitude de transférer fréquemment des fonds d'une banque à une autre, en partie pour maintenir les avantages. Monseigneur Scarano a également parlé du truquage par les fonctionnaires de l'APSA des processus d'appel d'offres pour des contrats supposés concurrentiels (69).

Benoît XVI avait déjà entamé le processus de réforme : il avait créé l'Autorité d'Information Financière pour assurer la transparence, et il avait pris la décision de faire appel à Moneyval, l'agence du Conseil de l'Europe contre le blanchiment d'argent, pour auditer les organes financiers de la Curie, soumettant ainsi le Vatican à la première inspection extérieure de son histoire. Les choses se sont peut-être arrêtées là, mais les révélations de Scarano ont probablement été le déclencheur d'un examen plus approfondi. En juillet 2013, le Pape François a fondé la Pontificia Commissione Referente di Studio e di Indirizzo sull'Organizzazione della Struttura Economica-Amministrativa della Santa Sede (Commission Pontificale pour l'Étude et l'Adresse de l'Organisation de la Structure Économique et Administrative du Saint-Siège). Cette Commission a ordonné un certain nombre d'expertises, et ils ont analysé les organismes concernés, dont une brève description est nécessaire.

(68) Article paru dans *"Crux"* du 19 janvier 2016 : Inés San Martín, *"Mixed verdicts for ex-Vatican official in corruption trial"* (Verdicts mitigés pour un ancien fonctionnaire du Vatican dans un procès pour corruption)

(69) Article paru dans le *"National Catholic Register"* du 3 octobre 2013 : John L. Allen *"Arrested monsignor charges corruption in Vatican finances."* (Un monsignor arrêté accuse de corruption les finances du Vatican)

Les organismes financiers du Vatican

L'Administration du Patrimoine du Siège Apostolique (APSA) était et est le département de trésorerie et de comptabilité générale du Vatican. Elle disposait d'une « section ordinaire », chargée d'administrer le patrimoine immobilier du Saint-Siège, avec un bureau

d'achat, et d'une « section extraordinaire » qui gèrait un important portefeuille d'investissement.

L'Institut pour les Œuvres de Religion (IOR) est populairement connu sous le nom de « Banque du Vatican », qui est la fonction qu'il exerce. Il gère des comptes qui sont censés être destinés à des organismes ou des particuliers liés au Vatican, mais l'enquête en 2013 a montré qu'un grand nombre ont été détenus par des personnes en dehors du Vatican, probablement pour des fins de fraude fiscale. Des milliers de comptes ont été brusquement fermés à ce moment-là. En juillet 2013, le chef de l'IOR, Ernst von Freyberg, a reconnu publiquement que le blanchiment d'argent faisait partie des activités permises par le laxisme du contrôle, et il a nommé Monseigneur Scarano comme « un véritable professionnel du blanchiment d'argent ».

Un autre organe qu'il faut considérer est le Gouvernorat de l'État de la Cité du Vatican, qui a la charge des importantes sommes d'argent provenant des musées et des divers magasins et supermarchés de la Cité du Vatican.

Au-delà, il y avait la Secrétairerie d'État qui, comme on l'a fait remarquer plus haut, avait acquis un pouvoir croissant au cours des cinquante dernières années en tant qu'organe ayant autorité sur tous les départements de la Curie. En particulier, le Cardinal Bertone, dans le cadre de la construction de son empire entre 2006 et 2013, avait pris soin d'établir le contrôle de tous les aspects des finances du Vatican. Les départements d'intérêt particulier étaient la Préfecture des Affaires Économiques du Saint-Siège (dont les responsabilités devaient être assumées par le nouveau Secrétariat à l'Économie en 2015), la Congrégation de la Propagande, qui dispose d'un énorme budget, et la Congrégation pour les Causes des Saints, en raison des sommes importantes qui affluent pour financer les procès de béatification et de canonisation – une activité qui devint une grande affaire avec l'augmentation de ces procès sous Jean-Paul II.

Une réforme paralysée

En février 2014, les enquêtes de la Commission mises en place l'été précédent ont révélé, entre autres, que 94 millions d'euros avaient été trouvés à la Secrétairerie d'État et n'étaient pas comptabilisés dans les

états financiers (70). Cela ne constituerait que la pointe de l'iceberg. Sur la base des consultations qui avaient été faites, le Conseil a formulé des recommandations globales pour la réforme des structures financières du Vatican. En tant qu'organe de supervision générale, il devait y avoir un Conseil pour l'Économie, composé de huit prélats et de sept laïcs, qui se réunirait tous les deux mois. La réforme structurelle la plus radicale a été la création d'un Secrétariat pour l'Économie, doté de pouvoirs très étendus. Il devait être placé sur un pied d'égalité avec la Secrétairerie d'État, relevant directement du Pape, et il devait assumer des responsabilités étendues jusqu'ici assumées par les autres organismes. Il absorberait la Préfecture des Affaires Économiques et prendrait le relais de l'ensemble de la « section ordinaire » de l'APSA, la gestion des biens immobiliers et du personnel. Plus ambitieusement encore, il assumerait les responsabilités financières et humaines de la Secrétairerie d'État, dans le cadre d'une réduction globale du pouvoir de ce dernier qui était proposé à l'époque.

Mais les Cardinaux au cœur de la Curie étaient trop puissants pour permettre un tel bouleversement. Le Cardinal Parolin, que le Pape François avait nommé Secrétaire d'État en octobre 2013, s'est battu avec acharnement pour défendre les intérêts de sa trop grande puissance. Le mythe selon lequel le Pape François, en tant que réformateur radical qui met de côté les intérêts acquis, est réfuté par la suite. Quoi de plus facile que d'accepter un plan élaboré sur la base des recommandations d'éminentes sociétés de conseil – KPMG, McKinsey & Co., Ernst & Young, Promontory Financial Group – ayant une compétence reconnue en matière d'efficacité et de transparence ? Mais le Pape François a laissé une clique de cardinaux entraver la réforme dès le début. Ses principales directives ont été mises en place – la création du Conseil et du Secrétariat pour l'Économie – mais des parties importantes ont été écartées. Par exemple, il a été souligné qu'un organisme purement administratif tel que l'APSA n'avait pas besoin d'avoir un cardinal à sa tête ; mais cette condition était trop précieuse pour être abandonnée, et l'APSA continue d'être dirigée par un cardinal (Domenico Calcagno, dont les actes seront inspectés sous peu). L'APSA n'a pas cédé sa gestion immobilière au Secrétariat pour l'Économie, mais a cédé le contrôle des revenus locatifs. Le Gouvernorat et la Congrégation de la Propagande restaient autonomes. La Secrétairerie d'État a résisté à toutes les tentatives de réduction et, dans le domaine financier, elle a gardé le contrôle du Denier de Saint-Pierre, les dons faits au Saint-Siège par les fidèles du monde entier, soit plus de 50 millions d'euros par an (71).

Le Cardinal australien George Pell, qui avait la réputation d'être un administrateur solide, a été nommé à la tête du Secrétariat pour l'Économie en février 2014, avec un mandat de cinq ans. Avec son allié, le laïc français Jean-Baptiste de Franssu, responsable de l'IOR, Pell commença rapidement à influencer les affaires du Vatican. En quelques mois, le Cardinal a annoncé ouvertement qu'il avait trouvé 936 millions d'euros dans les divers dicastères du Vatican qui n'avaient pas été inscrits au bilan, et en février 2015 le chiffre avait été porté à 1,4 milliard (72). Ces révélations ne le rendirent pas populaire auprès des fonctionnaires qui l'entouraient. Le Cardinal Pell n'a jamais été un maître de la diplomatie, et les Italiens ne sont pas familiers avec la personnalité d'un anglo-saxon franc et honnête, dont ce modèle a été donné parmi eux.

(70) *Gianluigi Nuzzi, "Merchants in the Temple" (Les Marchands du Temple), p. 76. [Via Crucis p.97]*

(71) *Nuzzi, op.cit., p.56. [Via Crucis p.72]*

(72) *Nuzzi, op. cit., p.202. [Via Crucis p.265]*

La Vieille Garde

L'opposition au Cardinal Pell a été dirigée par quatre cardinaux qui ne s'intéressent pas seulement à retarder la réforme financière, mais aussi à remettre les structures du Vatican dans la position antérieure à l'apparition de Pell. Nous pouvons commencer par le Cardinal Domenico Calcagno, qui est président de l'APSA depuis 2011 et qui est le plus scandaleux des quatre. Gianluigi Nuzzi, dans l'un de ses commentaires les plus éloquents, décrit Calcagno comme « le prélat intrigant et savant connaisseur des secrets de la Curie » (73). Avant d'être nommé à la Curie, Calcagno avait été Évêque de Savone, où entre 2002 et 2003 il a ignoré les cas répétés de violences sexuelles contre des mineurs par un de ses prêtres, le déplaçant simplement dans une autre paroisse. Ce qui est encore plus choquant, c'est que Calcagno fait toujours l'objet d'une enquête pour des transactions immobilières qui ont nui aux finances du diocèse (74). C'est un constat, sous le pontificat de François, que ce passé n'est pas jugé incompatible avec la tenue de l'un des postes financiers clés au

Vatican.

Giuseppe Versaldi, Président de la Préfecture des Affaires Économiques de 2011 à 2015, est un autre cardinal qui, à première vue, semble avoir disparu du champ financier. En 2014, le Cardinal Versaldi a été surpris, dans un appel téléphonique intercepté, informant le chef de l'hôpital Bambino Gesù du Vatican de ne pas faire savoir au Pape que 30 millions d'euros des fonds de l'hôpital avaient été détournés (75). La réponse à cette découverte, un an après sous le pontificat du Pape François, fut d'une légèreté révélatrice. Le Cardinal Versaldi a perdu la Préfecture des Affaires Économiques mais a été récompensé en étant nommé Préfet de la Congrégation pour l'Éducation Catholique, poste qu'il occupe encore aujourd'hui. De là, il entretient des relations constantes avec le Cardinal Calcagno et ne ménage aucun effort pour récupérer son ancien pouvoir.

Le troisième cardinal à remarquer est Giuseppe Bertello, Président du Gouvernorat de l'État de la Cité du Vatican, dont le manque d'enthousiasme pour la transparence a été constaté dès les premières étapes des efforts de réforme. Gianluigi Nuzzi décrit les réponses obstruantes que lui et son Secrétaire Général ont données fin 2013 aux demandes d'informations financières formulées par la Commission pour la réforme (76). Ce que Calcagno, Versaldi et Bertello ont en commun, c'est qu'ils ont tous été amenés au Vatican par le Cardinal Bertone lorsqu'il était Secrétaire d'État. Cette association a été jugée toxique dans les premières étapes du pontificat de François, et on a supposé que leurs têtes allaient bientôt rouler. En fait, ils sont toujours au pouvoir et ont fait preuve d'une résistance extraordinaire.

Au-dessus de ces trois derniers se trouve le Secrétaire d'État, le Cardinal Pietro Parolin. Sa résistance au nouveau régime de transparence prétendument introduit par le Pape François a été bien documentée par Gianluigi Nuzzi (77), mais sa principale caractéristique est sa détermination à ne pas abandonner une once de son énorme pouvoir. Dans cette cause, il a immédiatement identifié le Cardinal Pell comme l'ennemi principal, et il s'est consacré au cours des trois dernières années à retarder ses efforts de réforme et à réduire son pouvoir. En cela, le Pape François lui a donné la main libre, lui accordant à maintes reprises ses demandes pour qu'il se débarrasse de la nouvelle structure financière qui semblait avoir été mise en place en 2014.

Il convient de noter qu'aucun des quatre cardinaux mentionnés ne peut être considéré comme représentant une caste curialiste vouée à

la préservation du contrôle contre un pape réformateur. Tous sont arrivés à leurs postes assez récemment, les Cardinaux Calcagno, Versaldi et Bertello ayant été installés par le Secrétaire d'État Bertone la même année, 2011, tandis que le Cardinal Parolin a été nommé par le Pape François lui-même en 2013. Ce pour quoi ils se battent, ce n'est pas pour un système de gouvernement traditionnel, mais pour un système qui a pris sa forme actuelle, avec tous ses abus, à une époque très récente.

(73) Nuzzi, *"Merchants in the Temple"* (Les Marchands du Temple), p.113. Les linguistes peuvent être intéressés à noter que "calcagno" signifie en italien "talon".

(74) Article dans *"Lettera 43"* du 21 mai 2017 de Francesco Peloso : *"Vaticano, la guerra tra dicasteri finanziari frena la riforma del papa"* (Vatican, la guerre entre les services financiers freine la réforme du pape). Peloso écrit : « Le cardinal Calcagno est resté à la tête de l'APSA, sous enquête pour des activités immobilières qui finissent par endommager les caisses du diocèse. Pourtant, il est toujours à sa place. »

(75) Agenza Nazionale Stampa Associata, 20 juin 2015 : Nina Fabrizio et Fausto Gasparroni, *"Crac Divina Provvidenza : spunta cardinale Versaldi : 'Tacere al Papa 30 milioni sull' Idi."* Ce type de malversation n'était pas nouveau : deux ans plus tôt, 400 000 euros avaient été détournés des fonds du Bambino Gesù pour rénover l'appartement du Cardinal Bertone, alors Secrétaire d'État (cf. note 85 ci-dessous).

(76) Nuzzi, *op. cit.*, p.81. [Via Crucis p.107]

(77) Nuzzi, *op. cit.*, pp.53-54 et 169-170. [Via Crucis p.70-71 et 218-220.]

Le renversement de la réforme

La clé de l'inversion de la réforme conçue en 2014 réside dans le contraste entre le savoir-faire politique du Cardinal Pell et les quatre cardinaux qui l'ont combattu. En tant qu'anglo-saxon, George Pell

avait les présupposés d'une culture parlementaire : la réforme des structures du Vatican avait été décrétée par l'autorité légale, les fonctionnaires respecteraient évidemment la politique et travailleraient à sa mise en œuvre, et il ne restait plus qu'à aller de l'avant. Cette méprise n'a pas été le cas des Cardinaux Parolin, Calcagno, Versaldi et Bertello. C'étaient des Italiens, et d'où ils venaient, il y avait une grande différence entre ce qu'un gouvernement a dit qu'il allait faire et ce qu'il avait l'intention de faire. Avant tout, les leçons historiques des cours royales italiennes, et notamment de la cour papale, étaient dans la moelle des os. Dans ce monde, les résultats n'ont pas été obtenus par le débat et les résolutions administratives, ils ont été gagnés en ayant l'oreille du monarque, le fréquentant jour après jour, et en laissant tomber des conseils plausibles constamment à son oreille. C'est le chemin qu'ils ont suivi avec beaucoup de succès.

Le principal scandale des quatre dernières années a été la manière dont l'APSA, sous le Cardinal Calcagno, a pu reprendre son pouvoir. Alors que l'attention des médias se concentrait sur l'IOR (ce qui est compréhensible au vu de ses méfaits passés), il n'a pas été remarqué que l'APSA elle-même fonctionnait comme une "Banque du Vatican" parallèle, et qu'elle a échappé aux réformes auxquelles l'IOR est soumise. L'APSA gère depuis longtemps des comptes pour des clients privés et leur ouvre des comptes codés dans des banques suisses (on ne sait pas si cela existe encore). C'est une ressource très prisée des Italiens riches, car elle leur permet de placer de l'argent dans des fonds d'investissement et d'éviter de payer des impôts. Dans le cadre de ces services, l'APSA a agi en concurrence avec sa propre institution sœur dans sa quête de clients, les fonctionnaires étant connus pour assurer aux investisseurs que l'APSA obtiendrait de meilleurs résultats que l'IOR. Il y a des raisons de croire que c'est l'APSA plutôt que l'IOR qui a été la véritable usine de la criminalité dans les finances du Vatican (78). Sous le Cardinal Calcagno, l'APSA a ignoré les tentatives de réforme avec une facilité déconcertante, tout en défiant les règles de la nouvelle économie en engageant des consultants externes et des avocats coûteux pour l'aider à sceller son passé obscur. Quant au Pape François, il a été mis au courant de tout cela à plusieurs reprises, mais il n'a rien fait.

La malhonnêteté, ou du moins une grande part d'incompétence, était l'ingrédient du scandale qui a éclaté en 2016. Il y a une quinzaine d'années, la gestion des grandes propriétés immobilières de la Basilique Saint-Pierre a été retirée aux Chanoines eux-mêmes et transférée à l'APSA. Le portefeuille comprenait quelque 300 biens immobiliers, principalement dans le centre de Rome et souvent d'une

grande valeur historique. En 2016, il a été constaté qu'environ 80 des appartements concernés avaient tout simplement été laissés à l'abandon. Beaucoup d'autres sont loués à des loyers ridiculement bon marché, ou les loyers ne sont tout simplement pas payés par les locataires et ne sont pas perçus ; parfois les loyers préférentiels sont un moyen légitime d'assurer un logement à Rome aux employés de l'Église, mais souvent les méthodes décrites ont été utilisées pour faire des faveurs personnelles sans justification officielle. Il en résulta que les revenus de ce riche patrimoine avaient été transformés en un déficit de 700 000 euros, et les Chanoines de Saint-Pierre se sont fait dire en 2016 qu'ils ne pouvaient pas élire de nouveaux membres parce qu'il n'y avait pas de fonds pour les payer (79).

Ce n'est là qu'un aspect du régime qui prévaut à l'APSA. Le Cardinal Pell a demandé à plusieurs reprises au Pape le renvoi du Cardinal Calcagno, et François lui a répondu qu'il le renverrait si la preuve était apportée. En fait preuve après preuve a été présentée, mais Calcagno continue d'être protégé. Il sait comment garder la faveur, et depuis longtemps il dîne avec le Pape presque tous les soirs. Dans la guerre contre Pell que le Cardinal Calcagno gagne régulièrement, il a récupéré pour l'APSA la supervision des avoirs financiers du Vatican qui avaient été transférés au Secrétariat de l'Économie.

La lutte contre la corruption au Vatican a été réduite à une moquerie par les hauts fonctionnaires qui continuent d'occuper de hautes fonctions. Le signe le plus révélateur est le fait qu'aucune poursuite pour délit financier n'a eu lieu devant le Tribunal de l'État de la Cité du Vatican sous le Pape François. L'organisme de surveillance du Vatican, l'Autorité d'Information Financière, a envoyé 17 rapports au Bureau du Promoteur de la Justice, mais aucun d'entre eux n'a donné lieu à des poursuites, encore moins à une condamnation. On peut opposer cela au sort de Monseigneur Lucio Vallejo, l'ancien Secrétaire de la Préfecture des Affaires Économiques, jugé à l'été 2016 et condamné à 18 mois de prison (qu'il a purgé dans les cellules du Vatican) pour avoir divulgué des documents secrets à Gianluigi Nuzzi dans l'intention de dénoncer les réformes imparfaites. En même temps, sa complice Francesca Chaouqui a été condamnée à dix mois de prison avec sursis. Ces deux-là sont presque les seules poursuites qui ont découlé de tous les scandales financiers du Vatican. Le message est clair : la criminalité financière demeure dans le dossier indéfiniment ; c'est la dénonciation qui sera rigoureusement poursuivie (80).

Le sort de l'audit global introduit par le Cardinal Pell a été un signe

avant-coureur du refus de la réforme financière. En décembre 2015, il a été décrété que PricewaterhouseCoopers réaliserait un audit externe de tous les organes du Vatican, et cela a commencé immédiatement. Après quatre mois, cependant, sa suspension a été annoncée, sans motif (81), et en juin 2016, elle a été officiellement annulée. Le changement est venu du Cardinal Parolin lui-même, dont le substitut, l'Archevêque Becciu, a téléphoné à PricewaterhouseCoopers pour les informer que l'audit ne serait pas appliqué à la Secrétairerie d'État, ce qui le rendait pratiquement inutile.

Avant même le début de l'audit, en octobre 2014, il y avait eu restauration d'une partie des compétences qui avaient été transférées au Secrétariat pour l'Économie, et en juillet 2016, par un *Motu Proprio* signé par le Pape, les larges pouvoirs initialement accordés au Secrétariat ont été révoqués et il ne lui restait plus qu'un rôle de supervision (82). Le *Wall Street Journal* l'a décrit comme « un signe que les intérêts établis du Vatican ont gagné le soutien du Pape » (83). Le Secrétariat n'avait pas été informé à l'avance du *Motu Proprio*, pas plus qu'il n'avait été consulté au sujet de l'annulation de l'audit de PricewaterhouseCoopers. C'était un signal clair que la Secrétairerie d'État reprenait le contrôle et n'observait pas les dispositions. En fait, la réalité est bien pire que celle du dossier. Le Secrétariat pour l'Économie est aujourd'hui pratiquement vide, et nombre de ses collaborateurs nominaux sont en fait soumis à l'APSA, à qui ils doivent leur véritable fidélité. Après avoir recouvré le contrôle de ses ressources humaines, la Secrétairerie d'État utilise ce pouvoir pour s'assurer que les emplois du Cardinal Pell ne sont occupés que par des contrats à court terme et sans la sécurité et les avantages généreux qui s'appliquent à la Secrétairerie d'État et à l'APSA.

Ces faits indiquent-ils que le Pape François est contre la réforme financière en soi ? Cela semble être une conclusion injustifiée, mais de son point de vue, elle est loin derrière les jeux de pouvoir qui sont au cœur de son style de gouvernement. George Pell entre dans une classe de prélat – les Cardinaux Burke et Müller en sont d'autres exemples marquants – qui ont mérité l'aversion de François à cause de leur indépendance et de leur refus de tomber dans le rôle de pions. Le Cardinal Pell a pris l'habitude de s'adresser au Pape sur une variété de sujets, pas seulement financiers, et il n'a jamais été impressionné par le bilan de François en tant que réformateur. En ce qui concerne la réforme financière et administrative de la Curie ou la lutte contre les prêtres délinquants sexuels, Pell a déclaré : « François est l'opposé de Théodore Roosevelt. Il parle fort et porte un petit bâton. » Le Pape François n'aime pas les gens de ce genre autour de

lui, surtout dans une telle position de pouvoir qu'il a confiée à Pell en 2014. Mais ce n'est pas non plus son style de frapper directement de telles personnalités. Le bon commentaire a été fait : « Plutôt que de tirer un clou, le pape François trouve un autre outil. » (84) Et les outils qu'il préfère à Pell sont le Cardinal Calcagno, qui lui est redevable pour la restauration de son pouvoir, et le Cardinal Parolin, qui, en tant que Secrétaire d'État, a mis en œuvre et accepté toutes les mesures tyranniques de son pontificat.

Une autre menace pesait depuis longtemps sur le Cardinal Pell et s'est matérialisée. En tant qu'évêque en Australie, il a été accusé d'avoir omis de prendre des mesures contre les cas d'abus sexuels parmi son clergé, et il a admis avoir commis des erreurs à un moment où la conscience du problème était moins aiguë qu'aujourd'hui. Le but de ce livre n'est pas de présenter le Cardinal Pell comme un héros, et il se peut qu'un manque de sensibilité dans son personnage soit responsable de ses échecs. Plus récemment, il a été accusé d'avoir lui-même abusé de garçons, dans des allégations liées à des incidents survenus il y a quarante ans et qu'il a nié dès le moment où ils ont été signalés. Avant de savoir si les autorités australiennes engageraient des poursuites, il a été noté que les accusations portaient sur des infractions tellement mineures que, s'il s'était agi d'une affaire ordinaire, elles auraient été abandonnées depuis longtemps, et une politicienne australienne, Amanda Vanstone, a dit à ce sujet : « Ce que nous voyons ne vaut pas mieux qu'un lynchage des âges sombres. » (85) La décision de poursuivre a été prise en juin 2017, et le Cardinal Pell est retourné en Australie pour subir son procès. Il y a ceux qui pensent que les ennemis de Pell, tant en Australie qu'au Vatican, ont utilisé cette arme contre lui, et ils signalent des coïncidences remarquables entre les flambées de violence sexuelle et les moments de pression de la guerre du Vatican.

Dans l'affirmative, le système présente une certaine faiblesse. Premièrement, le Cardinal Pell n'a pas été prié de démissionner de sa nomination au Vatican, comme ses ennemis l'auraient espéré. Deuxièmement, il semble peu probable qu'il soit reconnu coupable, même en première instance, et encore moins en appel. Cela signifie qu'il retournera probablement un jour à Rome et reprendra les rênes. Dans ce cas (et comme on l'a vu depuis le début) la stratégie de l'opposition semble être de lui couper les ailes le plus possible, d'attendre l'expiration de son mandat de cinq ans, de tout remettre en place comme c'était avant qu'ils soit nommé, puis de rejeter sur Pell le blâme de l'échec des réformes financières. En toute apparence, c'est la voie que le Pape soutient.

Même à ce niveau, cependant, on peut être autorisé à signaler un problème : le Pape François ne vivra pas éternellement. Il y a toujours le risque que le prochain pape soit un véritable réformateur, qu'il ordonne une enquête sur ce qui s'est passé au Vatican, et que le monde découvre comment la réforme promise a été complètement falsifiée. Les gens évalueront ce que cela signifie que trois cardinaux qui étaient censés être en route pour la sortie en 2013 sont maintenant de retour, et qu'une intention déclarée de réduire le pouvoir de la Secrétairerie d'État a abouti à une situation dans laquelle la Secrétairerie est plus puissante et arbitraire que jamais.

Les détails de l'échec de la réforme financière du Vatican sont connus des journalistes qui ont étudié le sujet : ils sont donnés dans les nombreux articles cités dans ce chapitre. Mais les leçons générales restent à tirer. Un véritable acte d'accusation a été occulté par l'idée étrangère d'un parti conservateur et curialiste au Vatican, vaguement conçu et mal décrit. À l'intérieur de la Curie, chacun sait exactement qui sont les ennemis du Cardinal Pell, et ils savent aussi que, loin d'être en lutte pour résister à la volonté du Pape, ils tirent leur pouvoir de la faveur que leur accorde le Pape François.

(79) Article dans "Il Messaggero" du 29 avril 2016 : Franca Giansoldati, "Vaticano, scandalo case : un buco di 700 mila euro." (Le Vatican, affaire scandaleuse : un trou de 700 mille euros.)

(80) En juillet 2017, une exception se produisit tardivement lorsque le tribunal du Vatican commença à juger l'affaire relativement mineure des 400 000 euros détournés des fonds de l'hôpital Bambino Gesù pour rénover l'appartement du Cardinal Bertone (voir plus haut à la note 75). Fait significatif, le déclencheur de cette poursuite pourrait avoir été l'irritation du Pape François devant le fait que le Cardinal Bertone a exercé son droit de continuer à vivre au Vatican même après sa destitution en tant que Secrétaire d'État.

(81) Article dans "Catholic Culture" du 21 avril 2016 : Philip Lawler, "The drive for Vatican reform has stalled". (L'élan pour la réforme du Vatican est au point mort)

(82) Article dans "LifeSiteNews" du 11 juillet 2016 : Philip Lawler, "Another blow to Vatican transparency and accountability". (Un autre coup porté à la transparence et à la responsabilité du Vatican)

(83) Francis X. Rocca dans "The Wall Street Journal" du 7 September 2016 : "The Trials and Tribulations of the Vatican's Financial Chief : Pope Francis trimmed powers of Cardinal George Pell, charged with cleaning up the city-state's muddled accounts, in setback for broader overhaul of Vatican." (Les Procès et les Tribulations du Chef Financier du Vatican : le Pape François a réduit les pouvoirs du Cardinal George Pell, chargé de nettoyer les comptes confus de l'État de la Cité, au détriment d'une refonte plus large du Vatican.)

(84) John Allen dans "Crux", 8 décembre 2016.

(85) Cité dans "Catholic World Report" du 13 juillet 2017, article de Carl Olson, "Is Cardinal Pell 'the quintessential scapegoat' ?". (Le Cardinal Pell est-il le bouc émissaire par excellence ?) Il convient de noter que l'impopularité dont le Cardinal Pell a été victime en Australie provenait en grande partie du lobby homosexuel, qui n'aimait pas la position qu'il avait adoptée à cet égard.

Guerre ouverte

Le conflit entre le Secrétariat de l'Économie et l'APSA entre dans une phase nouvelle et violente en mai 2017, lorsqu'une missive est distribuée de ce dernier aux départements du Vatican, les chargeant de fournir des informations financières pour un audit de PricewaterhouseCoopers qui devait se dérouler sous la direction de l'APSA – la mesure même qui avait été bloquée lors de son essai par le Secrétariat pour l'Économie. Monseigneur Rivella, qui était responsable de la lettre, a affirmé que le Conseil pour l'Économie avait autorisé l'APSA à entreprendre une procédure de révision, ce qui s'est rapidement avéré faux. En quelques jours, le Cardinal Pell et le Vérificateur Général ont envoyé des lettres aux services concernés pour dénoncer l'ordre et déclarer que l'APSA dépassait ses compétences (86).

Le vainqueur de cette bataille est vite révélé : le 20 juin, la "démission" est annoncée du Vérificateur Général, Libero Milone (87), prétendument parce qu'il refuse d'accepter une réduction de son salaire. Après des mois de silence, Milone révéla publiquement les circonstances de son licenciement le 24 septembre (88), et son témoignage de première main est présenté ici, complété par quelques

détails qui ont été ajoutés par des témoins oculaires. Milone a raconté que, le matin du 19 juin, l'Archevêque Becciu lui a ordonné de démissionner lors d'un entretien privé, et a déclaré que l'ordre venait du Pape François en personne. Malgré les protestations de Mr Milone selon lesquelles les plaintes contre lui étaient fabriquées de toutes pièces, le licenciement s'est déroulé dans le style d'un État totalitaire. Le même jour, la Police du Vatican a fait une descente dans le bureau du Vérificateur Général, accompagnée de membres du Service d'Incendie du Vatican. Ils ont arrêté et interrogé Mr Milone pendant des heures, le menaçant souvent après avoir saisi tout son matériel électronique, personnel et professionnel, ainsi que tous les dossiers présents dans son bureau. Ils ont ensuite forcé la porte du bureau du Sous-Vérificateur Général, Ferruccio Pannico, pour prendre et emporter ses dossiers. Curieusement, les clefs du bureau de Mr Pannico et la combinaison du coffre-fort étaient à la disposition des agents de police, mais une procédure plus bruyante et intimidante utilisant des haches, des pieds-de-biche, des marteaux et des ciseaux ont été privilégiés. Mr Pannico, absent du bureau, a également été contraint de démissionner. Des simples employés et des visiteurs malheureux au bureau ce jour-là ont été détenus et privés de leurs téléphones cellulaires pendant leur interrogatoire. Les démissions de Milone et Pannico sont le résultat d'un ultimatum : démissionner ou être arrêté. Ils ont été obligés de signer des lettres scellant leurs lèvres, et Mr Milone, dans son interview du 24 septembre, n'a encore pu révéler qu'une partie de la vérité.

Contrairement à l'allégation en apparence selon laquelle la démission concernait le refus de Mr Milone d'accepter une réduction de salaire, les accusations portées contre lui le 19 juin étaient de nature tout à fait différente et comprenaient la "plainte" qu'il avait adressée à une entreprise extérieure au Vatican lorsqu'il avait constaté que son ordinateur avait été trafiqué. C'était en effet vrai : les consultants ont constaté que l'ordinateur avait été la cible d'un accès non autorisé, alors que l'ordinateur de son secrétaire avait été infecté par des logiciels espions qui copiaient des fichiers. Il est intéressant de noter que lorsque Mr Milone a fait ses révélations le 24 septembre, l'Archevêque Becciu a réagi avec véhémence en niant ses accusations et en déclarant que la raison de son licenciement était que Milone (le fonctionnaire, rappelons-le, qui avait été nommé pour enquêter sur des méfaits financiers au Vatican) avait "espionné" ses supérieurs et son personnel, y compris Becciu lui-même. Il s'agit en effet d'une organisation qui a porté l'espionnage interne à un niveau inconnu depuis la Roumanie de Ceausescu (89).

Quant à la véritable cause du licenciement de Mr Milone, on a vite dit qu'il se rapprochait trop près des finances de la Secrétairerie d'État. L'un des organismes dont ses recherches menaçaient la vie privée était Centesimus Annus, une fondation sous-examen qui est censée être un centre de collecte de fonds de l'Église, mais qui a été qualifiée par Moneyval en 2012 comme le contrôle d'une grande partie de la richesse du Vatican. Plus délicatement encore, Milone commençait à poursuivre l'allégation selon laquelle le Denier de Saint-Pierre - les dons des fidèles au Saint-Siège - avaient été détournés pour aider au financement de la campagne présidentielle de Hillary Clinton l'année précédente.

Le moment où le coup a été porté était également important, et il est lié à l'annonce faite quelques jours plus tard que le Cardinal Pell allait être accusé de maltraitance d'enfants par la police australienne. Le 19 juin, seul la Secrétairerie d'État le savait à Rome, par l'intermédiaire de son nonce en Australie, tandis que le Bureau de Presse du Vatican faisait cette annonce, avec une panoplie inutile, dix jours plus tard. La conclusion à tirer est qu'avec Pell mis hors de cause, la Secrétairerie d'État a estimé qu'il était prudent de se débarrasser également de son principal allié et que le scandale serait bientôt éclipsé par celui des allégations d'abus sexuel.

La responsabilité personnelle du Pape François pour cette manœuvre politique admet peu de doute. L'Archevêque Becciu a assuré à Milone, le 19 juin, que l'ordre de licenciement venait du Pape, et il n'y a guère de raisons d'en douter : il s'inscrit dans le modèle des nombreuses défenses ordonnées par Jorge Bergoglio, dans les coulisses, au cours de sa carrière. Dans son interview du 24 septembre, Milone a révélé qu'à la suite de son licenciement, il a écrit une lettre au Pape, par un canal sécurisé, dénonçant l'injustice et protestant contre le fait qu'il était victime d'une *"una montatura"* (un coup-monté). Il n'a jamais reçu de réponse, et ses efforts pour parler personnellement au pape François n'ont pas été couronnés de succès.

Le rôle joué dans cette affaire par le Promoteur de la Justice du Vatican mérite également d'être commenté. Son approche draconienne à l'égard de Mr Milone contraste avec sa politique déficiente, décrite plus haut, en ce qui concerne les nombreux cas de crimes financiers signalés à son bureau. La paralysie du système judiciaire au Vatican reste une source de préoccupation majeure.

L'épisode douloureux qui a été décrit soulève un certain nombre de questions, dont les suivantes :

- Étant donné que le bureau du Vérificateur Général est situé sur des propriétés extraterritoriales mais non pas sur le territoire de l'État du Vatican, la Police du Vatican a-t-elle outrepassé sa juridiction en traversant le territoire Italien et en effectuant le raid et la détention en dehors de l'État du Vatican ?

- Étant donné qu'une descente policière de ce genre n'a manifestement pas lieu dans le cadre d'un différend salarial, et qu'elle ne justifierait pas le transport de boîtes remplies de dossiers, serait-ce parce que les enquêtes de Milone l'ont rapproché trop dangereusement des vérités impliquant des personnes en position de pouvoir, de sorte qu'il a dû être arrêté et que les preuves ont été retirées ?

- Enfin, comment le Pape François peut-il penser qu'une réforme des finances du Vatican est possible s'il a lui-même placé la quasi-totalité du pouvoir, de la police et de la justice entre les mains des structures mêmes et des personnes responsables de la corruption ?

(86) *"Lettera 43", 21 mai 2017 : Francesco Peloso, "Vaticane, la guerra tra dicasteri finanziari frena la riforma del papa" (Vatican, la guerre entre les services financiers freine la réforme du pape) ; et "National Catholic Register" du 10 mai 2017 : Edward Pentin, "Cardinal Pell Reprimands Vatican's Real Estate Body for Exceeding Its Authority." (Le Cardinal Pell réprimande l'Organisme Immobilier du Vatican pour avoir outrepassé son autorité)*

(87) Article dans *"Catholic Culture"* du 20 juin 2017 : Philip Lawler, *"The Vatican auditor resigns – another crushing blow for financial reform"*. (Le Vérificateur du Vatican démissionne – un autre coup dur pour la réforme financière)

(88) Interview de Libero Milone donnée au *"Corriere della Sera"*, *"Wall Street Journal"*, *"Reuters"* et *"Sky Tg24"*, publiée par le *"Corriere della Sera"* le 24 septembre 2017. Voir aussi l'article de Philip Pullella dans *"Reuters World News"* de la même date, *"Auditor says he was forced to quit Vatican after finding irregularities."* (Le Vérificateur dit qu'il a été forcé de quitter le Vatican après avoir constaté des irrégularités)

(89) Pour plus de détails à ce sujet, voir le chapitre 6 ci-dessous.

Un constat troublant et une conclusion tout aussi troublante

Pour résumer ce qui a été dit jusqu'à présent : quatre organismes vitaux ont été mis en place au cours des dernières années : l'Autorité d'Information Financière, le Conseil pour l'Économie, le Secrétariat pour l'Économie et le Cabinet du Vérificateur Général. Depuis leur création, ces entités ont été la cible d'attaques des membres de la Vieille Garde laissés en place et habilités par le Pape François lui-même. Grâce à l'infiltration dans l'Autorité d'Information Financière et le Conseil pour l'Économie, avec la réduction et la suppression définitive du Préfet, le Cardinal Pell, et la révocation du Vérificateur Général, Libero Milone, ces quatre organismes ont été neutralisés, voire anéantis.

Le Pape était-il au courant de ces attaques ? Les initiés nous confirment que la réponse est oui, et qu'il a signé des décrets exécutifs illogiques l'un après l'autre pour accélérer leur disparition.

Cela nous amène à trois dernières questions :

- Compte tenu du blocage effectif des quatre organismes mentionnés et du rétablissement de l'ancienne structure du Vatican, combien de temps la justice italienne attendra-t-elle avant d'exiger les noms des citoyens italiens qui ont enfreint la loi italienne, dans des actes allant du blanchiment d'argent à l'évasion fiscale, en utilisant des comptes de l'APSA et des canaux financiers protégés contre les paradis fiscaux offshore ?
- Est-il possible que les autorités bancaires européennes et internationales décident de fermer l'accès de l'APSA aux facilités bancaires mondiales jusqu'à ce qu'un nettoyage des structures et de la population du Vatican ait eu lieu sous surveillance externe ?
- Pouvons-nous voir le Gouvernement Italien dénoncer le Traité du Latran de 1929 qui a fait du Vatican un État étranger, créant ainsi le terrain de jeu sans loi et corrompu qu'il est devenu ?

Illustrations

1. Quel est le vrai François ?



Section : *La Mafia de Saint-Gall*

1. Cardinal Carlo Maria Martini, Archevêque de Milan



« L'Église doit reconnaître ses erreurs et prendre un chemin de changement radical, en commençant par le Pape et les évêques », a dit le Cardinal Martini. (Il ne savait pas à quel point il avait raison.)

1. Cardinal Walter Kasper, Archevêque de Stuttgart



« *Les évêques Africains ne devraient pas nous dire quoi faire* », pensa le Cardinal Kasper, en poussant son programme doctrinal à travers le Synode sur la Famille.

1. Cardinal Godfried Danneels, Archevêque de Bruxelles



Ici, on le voit arriver au siège de la police de Bruxelles pour être interrogé sur les abus sexuels commis par son clergé. Sa réponse à une victime était de suggérer que la victime devrait demander pardon.

Section : *Les Porteurs du Pouvoir du Vatican*

1. Cardinal Pietro Parolin



Nommé Secrétaire d'État par François en 2013, il a été le principal instrument de la dictature papale et a déjoué les tentatives de réforme de la Curie qui voulaient réduire le pouvoir de la Secrétairerie d'État.

1. Archevêque Angelo Becciu



Substitut du Cardinal Parolin à la Secrétairerie d'État et de plus en plus l'exécuteur des actes arbitraires de François.

Cardinal Domenico Calcagno



Président de l'organisme financier du Vatican APSA et principal ennemi de la réforme financière dans la Curie.

Section : *Les Hommes de Confiance du Pape*

8. Cardinal Francesco Coccopalmero



Il a protégé un prêtre abuseur d'enfants et a employé quelqu'un du "lobby gay" du Vatican comme secrétaire. Il occupe toujours le premier poste au Vatican à 79 ans.

9. Mgr. Pio Vito Pinto



En tant que Doyen de la Rote Romaine, il suggéra que quatre cardinaux soient destitués pour avoir demandé au Pape François de clarifier son enseignement.

10. Archevêque Rino Fisichella



Il veut que ceux qui critiquent le Pape François subissent une excommunication automatique.

11. Mgr Battista Ricca



Se réjouit de la faveur du Pape François en dépit d'une carrière homosexuelle scandaleuse dans le service diplomatique du Vatican.

Section : *Le clergé abusant des enfants, qui apprécie la miséricorde du Pape François*

12. Don Mauro Inzoli



Connu sous le nom de *Don Mercedes* pour son style de vie cher (ici vu avec un de ses amis politiques influents). En liberté malgré de multiples délits de maltraitance d'enfants, protégé par le Cardinal Coccopalmerio et Monseigneur Vito Pinto, et rétabli par le Pape François.

13. Père Nicola Corradi



Abuseur d'enfants sourds-muets depuis de nombreuses années en Italie et en Argentine. Les lettres répétées des victimes au Pape François ont été ignorées.

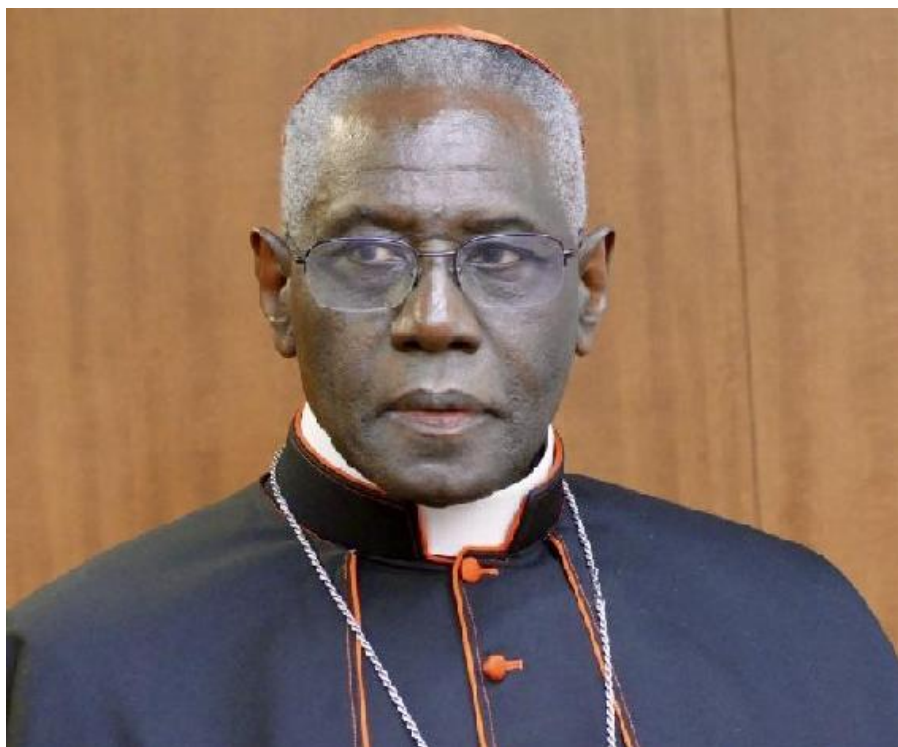
Section : *Les Victimes du Pape*

14. Cardinal Raymond Burke



D'abord écarté par le Pape François comme Préfet de la Signature Apostolique, puis trahi comme Patron de l'Ordre de Malte.

15. Cardinal Robert Sarah



Préfet de la Congrégation pour le Culte Divin : son département a subi une purge totale suite à un appel du Cardinal Sarah pour restaurer l'authenticité liturgique.

16. Cardinal Gerhard Müller



Ancien Préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi. Renvoyé sans préavis par le Pape François pour avoir été trop orthodoxe.

17. Libero Milone



Le Vérificateur Général du Vatican, rejeté peut-être parce qu'il se rapprochait trop de l'histoire selon laquelle le Vatican a secrètement financé la campagne présidentielle de Hillary Clinton.

18. Père Stefano Maria Manelli



Fondateur des Franciscains de l'Immaculée, un des ordres les plus florissants de l'Église moderne, qui a été persécuté et presque détruit par le Pape François.

19. Grand Maître Matthew Festing



Rejeté par le Pape François comme chef des Chevaliers de Malte pour avoir essayé d'appliquer l'enseignement catholique contre la contraception.

20. Affiches critiquant le Pape François parues à Rome en février 2017



« Hé, Frankie, tu as démantelé des Congrégations, démis des prêtres, décapité l'Ordre de Malte et les Franciscains de l'Immaculée, ignoré des Cardinaux... où est donc ta miséricorde ? »

4. FRAYER UN NOUVEAU CHEMIN (TRÈS TORTUEUX)

1) LES SYNODES SUR LA FAMILLE : UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA MORALE SEXUELLE

Le Synode Extraordinaire : établir un ordre du jour

Le 8 octobre 2013, le Pape François a annoncé la tenue de deux synodes pour discuter des défis auxquels la famille est confrontée. Le premier, le Synode Extraordinaire, se tiendra du 5 au 19 octobre 2014 et le second, le Synode Ordinaire, du 4 au 24 octobre 2015. La période qui a précédé les synodes était dominée par la proposition, dirigée par le Cardinal Walter Kasper, selon laquelle les catholiques qui avaient divorcé et contracté des unions civiles non valides pouvaient être admis aux sacrements de Pénitence et de Sainte Communion sans amendement de la vie. Kasper poursuivait cet objectif depuis de nombreuses années. En septembre 1993, lui et deux autres évêques allemands avaient publié une lettre pastorale appelant à la permission de cette pratique dans certains cas. La Congrégation pour la Doctrine de la Foi a répondu en réaffirmant l'enseignement traditionnel de l'Église, comme le confirmait l'Exhortation Apostolique *Familiaris Consortio* de 1981.

Le Cardinal Kasper a retrouvé sa place à l'occasion du premier Angélus du nouveau Pape, le 17 mars 2013. La louange de François pour son livre fut, comme mentionné au chapitre 1, le premier signe de la direction du pontificat.

L'organisation des synodes était entre les mains du Secrétariat du Synode dirigé par le Cardinal Lorenzo Baldisseri. Le 26 octobre 2013, le Secrétariat a envoyé un questionnaire à toutes les Conférences épiscopales invitant à répondre aux questions relatives au mariage, à la famille et à l'éthique sexuelle, en mettant l'accent sur les unions irrégulières. Trois jours auparavant, le Cardinal Gerhard Müller, Préfet de la CDF, avait publié dans *L'Osservatore Romano* un article expliquant pourquoi il était impossible de changer l'enseignement de

l'Église sur l'admission des divorcés et remariés aux sacrements (90). Il était manifestement préoccupé par la direction du synode, avant même que l'exercice de consultation officielle n'ait été lancé.

Les craintes du Cardinal Müller pouvaient sembler être justifiées lorsque, le 7 novembre, le Cardinal Reinhard Marx, membre du Conseil interne de neuf cardinaux du Pape François, répondit que Müller ne serait pas en mesure « d'arrêter le débat » (91). Le Cardinal Kasper a été invité à prononcer une allocution au consistoire des cardinaux qui s'est tenu le 20 février 2014 et il a profité de l'occasion pour expliquer longuement sa proposition. Il était le seul cardinal présent à avoir eu une telle opportunité. Il a été rapporté qu'environ les quatre cinquièmes des cardinaux présents se sont prononcés contre sa position (92). Kasper a répondu à la réaction hostile en soulignant qu'il agissait pour le Pape. Il a remercié « le Saint-Père pour ses paroles amicales et pour sa confiance de m'avoir confié ce rapport » (93).

Le P. Federico Lombardi, l'attaché de presse du Saint-Siège, a déclaré aux médias que le Pape avait appelé les cardinaux à s'occuper des problèmes de la famille sans « casuistique » et que le discours de Kasper était « en grande harmonie » avec les paroles du Pape (94). Le lendemain, le Pape a prodigué des louanges à Kasper :

« Hier, avant de m'endormir, je lisais et relisais les remarques du Cardinal Kasper. Je voudrais le remercier, parce que j'ai trouvé une théologie profonde ; et des pensées sereines dans la théologie. C'est agréable de lire la théologie sereine. Cela m'a fait du bien et j'ai eu une idée, et excusez-moi si j'embarrasse votre Éminence, mais l'idée est la suivante : c'est ce qu'on appelle faire de la théologie à genoux. Je vous remercie. Merci. » (95)

Le discours de Kasper a été publié quelques semaines plus tard avec les mots de louange du Pape au dos de la couverture. Vers la même époque, une collection d'extraits d'homélies du Pape François a été publiée sous le titre *L'Église de la Miséricorde*. L'avant-propos a été écrit par l'Archevêque de Westminster, le Cardinal Vincent Nichols, un dissident de l'enseignement catholique sur l'éthique sexuelle (96). Le prédécesseur à la retraite de Nichols à Westminster, le Cardinal Murphy-O'Connor, membre du groupe de Saint-Gall et militant actif pour l'élection du Cardinal Bergoglio, a déclaré à *Vatican Insider* en mars 2014 : « Lorsque les cardinaux ont élu Bergoglio, ils ne savaient pas quelle boîte de Pandore ils ouvraient, ils ne savaient pas quel caractère d'acier il était, ils ne savaient pas qu'il était Jésuite de

manière très profonde, ils ne savaient pas qui ils étaient en train d'élire. » (97)

Entre février et octobre 2014, Kasper défendit sa proposition, se rendant aux États-Unis et donnant des interviews à diverses publications, stations de radio et de télévision. Pourtant, l'opposition au sein du collège des cardinaux était formidable. Cinq Cardinaux, Walter Brandmüller, Raymond Burke, Carlo Caffara, Gerhard Müller et Velasio de Paolis ont contribué, avec quatre autres érudits, à une réponse complète aux arguments de Kasper publiés sous forme de livre sous le titre *Demeurer dans la Vérité du Christ : Mariage et Communion dans l'Église Catholique*. Il y a des indications que la réponse a découragé le Cardinal Kasper et le Pape. *La Croix* a rapporté que le Saint-Père était « mécontent » des cardinaux qui avaient contribué à *Demeurer dans la Vérité du Christ*. Il a également indiqué qu'il « exigeait » que le Cardinal Müller ne participe pas à la promotion du livre (98).

Le 8 septembre 2014, Kasper a dit à *Il Mattino* :

« J'ai tout décidé avec lui. Il était d'accord. Que peut faire un cardinal, sinon être avec le Pape ? Je ne suis pas la cible, la cible est un autre..... Ils savent que je n'ai pas fait ces choses tout seul. Je suis d'accord avec le Pape, je lui ai parlé deux fois. Il s'est montré satisfait. Maintenant, ils créent cette controverse. Un Cardinal doit être proche du Pape, à ses côtés. Les Cardinaux sont les coopérateurs du Pape. » (99)

La révélation la plus frappante de la période pré-synodale immédiate a peut-être été celle rendue publique le 20 septembre par Marco Tosatti de *La Stampa*. Il a révélé que le Cardinal Baldisseri avait été entendu expliquer comment le Synode Extraordinaire allait être géré afin d'atteindre les résultats souhaités par le Secrétariat. La première stratégie, qui avait déjà été accomplie, était que toutes les interventions des pères synodaux devaient être soumises avant le 8 septembre. Cela a permis d'élaborer la deuxième stratégie, qui consistait à lire attentivement toutes les interventions afin de s'assurer que tous les points contraires à l'ordre du jour souhaité puissent être traités de la manière la plus efficace possible avant que l'orateur n'ait eu la possibilité de prendre la parole. La troisième stratégie était simplement d'empêcher certains pères synodaux de s'adresser même à l'assemblée. On leur dira qu'il n'y a plus de temps pour les interventions, mais que leur point de vue sera pris en compte dans le rapport final. La révélation de Tosatti a alerté les participants et les commentateurs sur la menace de manipulation. Lors d'une conférence

de presse pré-synodale, le 3 octobre, le Cardinal Baldisseri s'est mis en colère alors que les journalistes remettaient en question le manque de transparence ; « Tu devrais venir ici si tu sais tout, peut-être que tu devrais être un père du synode », dit-il à une journaliste (100).

(90) Gerhard Ludwig Cardinal Müller, "Testimony to the Power of Grace : On the Indissolubility of Marriage and the Debate Concerning Civilly Remarried and the Sacrament" (Témoignage du Pouvoir de la Grâce : Sur l'Indissolubilité du Mariage et le Débat concernant les remariés civilement et le Sacrement), 23 octobre 2014, [vatican.va, www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/muller/rc_con_cfaith_20131023_divorziati-risposati-sacramenti_en.html](http://vatican.va/www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/muller/rc_con_cfaith_20131023_divorziati-risposati-sacramenti_en.html)

(91) "The Synod on the Family, Kasper and the Call for Mercy" (Le Synode sur la Famille, Kasper et l'Appel à la Miséricorde), 26 février 2014, *Rorate Caeli*, rorate-caeli.blogspot.com/2014/02/the-synod-on-family-kasper-and-rebels.html

(92) Marco Tosatti, *La Stampa*, 24 mars 2014. Cité en anglais dans "Very Relevant : Exclusive for La Stampa" (Très pertinent : Exclusif pour La Stampa), 26 mars 2014, *Rorate Caeli*, rorate-caeli.blogspot.com/2014/03/very-relevant-exclusive-for-la-stampa.html

(93) Walter Cardinal Kasper, "The Gospel of the Family" (L'Évangile de la Famille), (New York, 2014), p.43.

(94) Junno Arocho Esteves, "Fr Lombardi : Consistory Focused on Pastoral Vision of the Family" (P. Lombardi : Consistoire centré sur la vision pastorale de la famille), 20 février 2014, *Zenit*, zenit.org/articles/fr-lombardi-consistory-focused-on-pastoral-vision-for-the-family/

(95) "Pope Francis expresses support for Cardinal Kasper's 'serene theology' on the family" (Le Pape François exprime son soutien à la "théologie sereine" du Cardinal Kasper sur la famille), 21 février 2014, *Rome Reports*, www.romereports.com/pg155863-pope-francis-expresses-support-for-cardinal-kasper-s-serene-theology-on-the-family--en/

(96) Un aperçu des positions du Cardinal Nichols peut être lu ici "Cardinal who supports LGBT radicals is moderator of English-speaking synod group" (Le Cardinal qui soutient les radicaux LGBT est modérateur du groupe synodal anglophone), 9 octobre 2015, *Voice of the Family*, voiceofthefamily.com/cardinal-who-supports-lgbt-radicals-

(97) Gerard O'Connell, "Murphy-O'Connor : Francis is open, honest and made people feel free" (Murphy-O'Connor : François est ouvert, honnête et les gens se sentent libres), Vatican Insider, www.lastampa.it/2014/03/13/vaticaninsider/eng/inquiries-and-interviews/murphyoconnorfrancis-is-open-honest-and-made-people-feel-free-I0DTRug8uPM7dW5efQ5vXN/pagina.html

(98) "Cinq cardinaux rappellent leur ferme position doctrinale avant le Synode sur la famille", 17 septembre 2014, La Croix, www.la-croix.com/Urb-et-Orbi/Actualite/Rome/Cinq-cardinaux-rappellent-leur-ferme-position-doctrinale-avant-le-Synode-sur-la-famille-2014-09-17-1207640

(99) "Intervista al cardinale Kasper : « Vogliono la guerra al Sinodo, il Papa è il bersaglio »" (Entretien avec le Cardinal Kasper : « Ils veulent la guerre au Synode, le Pape est la cible. ») , 18 septembre 2014, Il Mattino, www.ilmattino.it/primopiano/cronaca/cardinale_kasper_intervista_mattino-595778.html

(100) "You should come up here if you know everything' : Cardinal fires back as press questions Synod's 'lack of transparency'" (Vous devriez venir ici si vous savez tout : le Cardinal revient sur ses pas en posant des questions à la presse sur le « manque de transparence » du Synode), 3 octobre 2014, LifeSiteNews, www.lifesitenews.com/news/you-should-come-up-here-if-you-know-everything-cardinal-fires-back-as-press

Obtenir le résultat souhaité

Le Synode Extraordinaire a commencé, le 5 octobre 2014, par un sermon d'ouverture du Pape François condamnant les « mauvais pasteurs » qui « ont posé des fardeaux intolérables sur les épaules des autres et qui ne lèvent pas le petit doigt pour bouger ». « Les assemblées synodales, a-t-il ajouté, ne sont pas faites pour discuter de belles et intelligentes idées, ni pour voir qui est le plus intelligent. »

(101)

Les craintes que ce fut une tentative d'intimidation des pères synodaux ont été renforcées par une interview donnée par le Saint-Père au journal argentin *La Nación*, publiée deux jours après son sermon. L'intervieweur a demandé au Pape s'il était « inquiet » au sujet du livre *Demeurer dans la Vérité du Christ*. Dans sa réponse, François s'est distingué de ses auteurs en déclarant qu'il aimait « débattre avec les évêques très conservateurs, mais intellectuellement bien formés ». Mais, a-t-il dit, « le monde a changé et l'Église ne peut s'enfermer dans de prétendues interprétations dogmatiques. » (102)

Au cours de la première semaine de l'assemblée, chaque père synodal a eu quatre minutes pour prendre la parole en séance plénière. Pour la première fois dans l'histoire du synode moderne, ni les textes des discours ni les résumés détaillés n'ont été publiés ; au lieu de cela, les attachés de presse du Vatican ont simplement donné un bref aperçu de ce qui avait été dit à partir de leurs propres notes manuscrites. Il est vite apparu que ces synthèses donnaient une impression déséquilibrée des interventions. Le P. Rosica, le porte-parole anglophone, a été particulièrement critiqué à cause de la partialité perçue de ses résumés. Par exemple, Rosica a exprimé son point de vue selon lequel « l'une des interventions saillantes » du jour était la suggestion qu'il y avait un grand désir de voir notre langage « changer pour faire face aux situations concrètes » et que « "vivre dans le péché", "intrinsèquement désordonné" ou "mentalité contraceptive" ne sont pas nécessairement des mots qui invitent les gens à se rapprocher du Christ et de l'Église ». Pourtant, il était loin d'être clair que de telles interventions étaient typiques. Un haut fonctionnaire du Vatican a déclaré au journaliste Edward Pentin : « Presque tous les briefings de Rosica et de Lombardi étaient orientés vers un angle libéral », tandis que les discours « en faveur de la tradition n'ont pas été rapportés » (103).

Marco Tosatti a réfléchi que si dans les synodes précédents on pouvait savoir ce que chaque évêque avait dit, pendant l'assemblée actuelle « on n'avait rien de tout cela, on avait juste un vague "riassunto", ou résumé... On ne pouvait pas savoir ce que tout le monde disait sur les problèmes. » (104) Le Cardinal Müller était parmi ceux qui se sont prononcés contre les nouvelles procédures. Il a insisté sur le fait que « tous les chrétiens ont le droit d'être informés de l'intervention de leurs évêques. » (105) Le Cardinal Burke a dit à *Il Foglio* : « ...il me semble que quelque chose ne fonctionne pas bien si l'information est manipulée de manière à ne mettre l'accent que sur une seule position au lieu de rapporter fidèlement les différentes positions qui ont été exprimées. Cela m'inquiète beaucoup, parce

qu'un nombre constant d'évêques n'acceptent pas l'idée d'une rupture avec l'enseignement traditionnel de l'Église, mais peu le savent. »
(106)

La preuve la plus notoire de manipulation est peut-être la *Relatio Post Disceptationem*, qui a été présentée aux pères synodaux et à la presse le lundi 13 octobre. Ce document se prétendait fondé sur les interventions des pères synodaux. Parmi les éléments les plus controversés de ce rapport figuraient :

1. l'ouverture à la "proposition Kasper",
2. les appels à l'Église pour qu'elle "valorise" l'orientation homosexuelle et
3. les appels à l'Église pour qu'elle se concentre sur les éléments supposés positifs des unions pécheresses, comme la cohabitation.

(101) "Pope Francis' Homily at Opening Mass of Extraordinary Synod on the Family" (L'homélie du Pape François à la messe d'ouverture du Synode Extraordinaire sur la Famille), 5 octobre 2014, Zenit, zenit.org/articles/pope-francis-homily-at-opening-mass-of-extraordinary-synod-on-the-family/

(102) "Pope Francis distances himself from 'very conservative' bishops" (Le Pape François se distancie des évêques "très conservateurs"), 8 octobre 2014, LifeSiteNews, www.lifesitenews.com/all/date/2014/10/08

(103) Edward Pentin, *The Rigging of a Vatican Synod? An Investigation into Alleged Manipulation at the Extraordinary Synod on the Family* (Le montage d'un synode du Vatican? Une enquête sur une présumée manipulation au Synode Extraordinaire sur la Famille), (San Francisco, 2015), p.51.

(104) Edward Pentin, *The Rigging of a Vatican Synod? An Investigation into Alleged Manipulation at the Extraordinary Synod on the Family* (Le montage d'un synode du Vatican? Une enquête sur une présumée manipulation au Synode Extraordinaire sur la Famille), (San Francisco, 2015), p.51.

(105) "Top Vatican cardinal wants family speeches public" (Le premier cardinal du Vatican veut des discours publics sur la famille), 9 octobre 2014, Daily Mail, www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-2786440/Top-Vatican-cardinal-wants-family-speeches-public.html

(106) "Full Text of Cardinal Burke's Major Interview to Il Foglio on the Synod" (Texte intégral de l'Interview importante du Cardinal Burke à Il Foglio sur le Synode), 16 octobre 2014, *Rorate Caeli*, rorate-caeli.blogspot.com/2014/10/full-text-of-cardinal-burkes-major.html

Voix dissidentes

Le rapport a été salué comme une révolution dans l'Église par beaucoup de gens dans les médias, malgré l'insistance de nombreux pères synodaux pour dire qu'il ne reflétait pas fidèlement les interventions faites. Le Cardinal Napier, l'un des quinze membres du Conseil permanent du synode, a rappelé que les pères synodaux se demandaient : « Comment donc dire que cela vient du synode alors que le synode n'en a même pas encore discuté ? » et d'autres qui disaient : « Il y a des choses dites là à propos du synode qui dit ceci, cela et ainsi de suite, mais personne ne les a jamais dites. » Napier a conclu : « C'est là qu'il est devenu évident qu'il y avait une certaine ingénierie en cours. » (107) Il avait été averti de cette menace potentielle. Quelques mois avant le début du synode, l'un de ceux qui étaient associés au synode avait dit à Napier qu'il était « très troublé » par ce qu'il avait vu. « Il s'agissait de manipuler le synode, de l'aménager dans une certaine direction, se souvient Napier. J'ai demandé : "Mais pourquoi ?" Il a dit : "Parce qu'ils veulent un certain résultat." » (108)

Le Cardinal Pell, Préfet du Secrétariat de l'Économie, a répondu à la *Relatio* en affirmant que des « éléments radicaux » utilisaient des propositions pour la réception de la Sainte Communion par les remariés comme « cheval de Troie » pour d'autres changements dans l'enseignement de l'Église sur les questions de morale sexuelle. Le rapport était, dit-il, « tendancieux, biaisé ; il ne reflétait pas fidèlement les sentiments des pères synodaux... Dans la réaction immédiate, lorsqu'il y a eu une heure, une heure et demie de discussion, les trois quarts de ceux qui ont pris la parole ont dit avoir eu des problèmes avec le document », a fait remarquer Pell (109).

Le Cardinal Burke a dit au *Catholic World Report* :

« Je suis entièrement d'accord avec ce que le Cardinal George Pell et le Cardinal Wilfrid Fox Napier ont déclaré au sujet de la manipulation des Pères synodaux par le biais de la *Relatio post disceptationem*. Il

est clair que celui qui a écrit la *Relatio* a un ordre du jour et a simplement usé de l'autorité d'une réunion solennelle des Cardinaux et des Évêques pour avancer son ordre du jour sans respecter la discussion qui a eu lieu pendant la première semaine du Synode. » (110)

Le Cardinal Baldisseri confirmera plus tard que ce document, et tous les autres documents synodaux, ont reçu l'approbation du Pape François avant leur publication :

« Faites attention car c'est quelque chose qu'il faut vraiment savoir... Le pape présidait toutes les réunions du Conseil du secrétariat. Il préside. Je suis le secrétaire. C'est ainsi que tous les documents furent vus et approuvés par le pape, avec l'aval de sa présence. Même les documents pendant le synode, tels que la *Relatio ante disceptationem*, la *Relatio post disceptationem* et la *Relatio synodi*, ont été vus par lui avant d'être publiés. » (111)

Le Pape François a certes approuvé la *Relatio*, mais le Cardinal Erdő qui, en tant que Rapporteur Général, en était théoriquement responsable, s'est éloigné de son contenu. Lors de la conférence de presse au cours de laquelle elle a été lancée, lui et l'Archevêque Bruno Forte, Secrétaire Spécial du Synode, étaient tous deux présents. Interrogé sur la signification des passages relatifs à l'homosexualité, Erdő a pointé du doigt Forte et fait remarquer que « celui qui a écrit le texte doit savoir de quoi il parle » (112). Le sujet de l'homosexualité divise particulièrement les pères synodaux. Dans une interview controversée, rapportée par Edward Pentin, le Cardinal Kasper a affirmé que « l'Afrique est totalement différente de l'Occident » et que « vous ne pouvez pas en parler [de l'homosexualité] avec les Africains et les gens des pays musulmans. Ce n'est pas possible. C'est un tabou. Pour nous, nous disons qu'il ne faut pas discriminer, nous ne voulons pas discriminer à certains égards. » Il semblait également suggérer que la position des évêques africains n'était entendue qu'en Afrique, « là où c'est un tabou », mais pas au synode. Le cardinal a ajouté : « Il doit y avoir de la place aussi pour que les conférences épiscopales locales puissent résoudre leurs problèmes, mais je dirais qu'avec l'Afrique c'est impossible [pour nous de les résoudre]. Mais ils ne devraient pas trop nous dire ce qu'on doit faire. » (113)

Beaucoup d'évêques africains ont été irrités par l'insinuation de Kasper que leur position était basée sur un « tabou » arriéré, ainsi que par son affirmation qu'ils ne devaient pas dire aux évêques européens « trop de choses que nous devons faire ». Kasper a d'abord nié avoir

dit ces mots, accusant effectivement le journaliste en question de dire des contrevérités. Ce n'est que lorsque Pentin a produit un enregistrement audio de l'entrevue que Kasper a présenté des excuses.

(107) Pentin, *"Rigging of a Vatican Synod ?"* (Le montage d'un synode du Vatican ?), p.21.

(108) Pentin, *"Rigging of a Vatican Synod ?"* (Le montage d'un synode du Vatican ?), p.21.

(109) *"Cardinal Pell : Synod says no to secular agenda"* (Cardinal Pell : Le Synode dit non à l'agenda séculier), 16 octobre 2014, Catholic News Service, www.catholicnews.com

(110) *"Cardinal Burke to CWR : confirms transfer, praises pushback, addresses controversy over remarks by Cardinal Kasper"* (Le Cardinal Burke à CWR : il confirme son renvoi, fait état du pushback, aborde la controverse sur les remarques du Cardinal Kasper), 18 octobre 2014, Catholic World Report, www.catholicworldreport.com/2014/10/18/cardinal-burke-to-cwr-confirms-transfer-praises-pushback-addresses-controversy-over-remarks-by-cardinal-kasper/

(111) Pentin, *"Rigging of a Vatican Synod ?"* (Le montage d'un synode du Vatican ?), p.150.

(112) Pentin, *"Rigging of a Vatican Synod ?"* (Le montage d'un synode du Vatican ?), p.180.

(113) Edward Pentin, *"Statement on Cardinal Kasper Interview"* (Déclaration sur l'interview du Cardinal Kasper), 16 octobre 2014, Edward Pentin, edwardpentin.co.uk/statement-on-cardinal-kasper-interview/

Un objectif à moitié atteint

Après la publication du rapport intermédiaire le 13 octobre, les pères synodaux se sont divisés en petits groupes pour suggérer des amendements au texte. Dans la matinée du jeudi 16 octobre, les

rapports des petits groupes ont été remis aux autorités synodales et il a été immédiatement annoncé que, contrairement à la pratique habituelle, les rapports ne seraient pas publiés. Cela provoqua un tumulte immédiat dans la salle synodale où les cardinaux et les évêques se levèrent les uns après les autres pour exiger la publication. On rapporte que le secrétariat synodal a été hué et raillé pendant une quinzaine de minutes jusqu'à ce que le Pape François indique au Cardinal Baldisseri que les rapports pourraient être publiés (114).

L'importance de leur publication a été clairement expliquée par le Cardinal Burke :

« Je considère la publication des rapports des dix petits groupes d'importance cruciale, car ils démontrent que les Pères synodaux n'acceptent pas du tout le contenu de la *Relatio*... Il y a eu une tentative de ne pas publier les rapports et de demander au Père Lombardi d'en filtrer à nouveau le contenu, mais les Pères synodaux, qui jusque-là n'avaient pas de moyens directs de communication avec le public, ont insisté pour que les rapports soient publiés. Il était essentiel que le public sache, à travers la publication des rapports, que la *Relatio* est un document gravement imparfait et qu'elle n'exprime pas de manière adéquate l'enseignement et la discipline de l'Église et, sous certains aspects, qu'elle propage l'erreur doctrinale et une fausse approche pastorale. » (115)

La publication de ces rapports a permis que le document final reflète plus fidèlement les contributions des pères synodaux. Dans la version finale, les passages controversés sur l'homosexualité ont été entièrement supprimés et remplacés par de brèves reprises de l'enseignement catholique. Les appels à la reconnaissance des aspects positifs des unions pécheresses sont restés dans le projet final et ont été acceptés par les pères synodaux. Les passages sur la réception de la Sainte Communion pour les divorcés et remariés sont restés sous une forme modifiée, mais n'ont pas obtenu la majorité des deux tiers. Malgré cela, le Pape François ordonna que les paragraphes rejetés restent dans le projet. En agissant ainsi, le pape a outrepassé les règles du synode. L'article 26 §1 de l'*Ordo Synodi Episcoporum* stipule : « Pour arriver à la majorité des voix, si le vote est pour l'approbation d'un point, deux tiers des votes des Membres votants sont requis ; si c'est pour le rejet d'un point, la majorité absolue des mêmes Membres est nécessaire. » En ordonnant le maintien des paragraphes 52, 53 et 55, le Pape François lui-même s'assurait que la "proposition Kasper" resterait à l'ordre du jour du Synode Ordinaire, bien qu'elle ait été rejetée par les pères du Synode Extraordinaire.

La dernière session du Synode s'est tenue le 18 octobre. Dans son discours de clôture, le Pape François a lancé une attaque cinglante contre les "traditionalistes" et les "intellectuels". Il condamne : « la tentation d'une rigidité hostile, c'est-à-dire de vouloir se refermer dans la parole écrite (la lettre) et de ne pas se laisser surprendre par Dieu, par le Dieu des surprises (l'esprit), dans la loi, dans la certitude de ce que nous savons et non de ce qu'il nous reste à apprendre et à accomplir. Depuis le temps du Christ, c'est la tentation des zélés, des scrupuleux, des consciencieux et des soi-disant – aujourd'hui – "traditionalistes" et aussi des intellectuels. »

Il a conclu: « Maintenant nous avons encore un an pour mûrir, avec un vrai discernement spirituel, les idées proposées et pour trouver des solutions concrètes à tant de difficultés et d'innombrables défis auxquels les familles doivent faire face. » (116)

Le Cardinal Marx en a rapidement tiré les conséquences :

« Les portes sont ouvertes, plus larges que jamais depuis le Concile Vatican II. Les débats synodaux n'étaient qu'un point de départ. François veut faire avancer les choses, faire avancer les processus. Le vrai travail va commencer. » (117)

(114) *Pentin, "Rigging of a Vatican Synod ?" (Le montage d'un Synode du Vatican ?), p.130.*

(115) *"Cardinal Burke to CWR : confirms transfer, praises pushback, addresses controversy over remarks by Cardinal Kasper" (Le Cardinal Burke à CWR : il confirme son renvoi, fait état du pushback, aborde la controverse sur les remarques du Cardinal Kasper), 18 octobre 2014, Catholic World Report. <http://www.catholicworldreport.com/2014/10/18/cardinal-burke-to-cwr-confirms-transfer-praises-pushback-addresses-controversy-over-remarks-by-cardinal-kasper/>*

(116) *"Pope Francis speech at the conclusion of the Synod") (Discours du Pape François à la conclusion du Synode), 18 octobre 2014, Vatican Radio. en.radiovaticana.va/news/2014/10/18/pope_francis_speech_at_the_conclusion_of_the_synod/1108944*

(117) *Christa Pongratz-Lippit, "Cardinal Marx : Pope Francis has pushed open the doors of the church" (Cardinal Marx : le Pape François a poussé les portes de l'Église), 28 octobre 2014, National Catholic Reporter. www.ncronline.org/blogs/ncr-today/cardinal-marx-*

Le Synode Ordinaire

De telles déclarations ont fait en sorte que la tension a continué de s'accroître à mesure que le Synode Ordinaire de 2015 approchait. Un incident, qui semblait représenter pour beaucoup la conduite douteuse du processus synodal, fut l'histoire, qui a éclaté en février 2015, de la "disparition" des exemplaires de *Demeurer dans la Vérité du Christ* qui avaient été envoyés par Ignace Press à tous les pères synodaux. Selon le récit reconstitué par Edward Pentin, des exemplaires du livre ont été expédiés à chaque père du synode, dans la salle du synode, dans des enveloppes adressées individuellement, le premier jour du synode, lundi 6 octobre. Les livres ont été livrés au bureau de poste du Vatican le jeudi ou vendredi de la semaine. À leur arrivée, ils ont été conduits dans les bureaux du secrétariat synodal. C'est ici que l'une des enveloppes aurait été ouverte, le livre identifié, et le Cardinal Baldisseri informé. Pour des raisons qui ne sont pas claires, la procédure correcte n'a pas été suivie au bureau de poste du Vatican et les enveloppes n'ont pas été estampillées.

Pentin écrit :

« Selon de multiples sources, le cardinal était "furieux" d'apprendre que le livre avait été envoyé aux pères synodaux... Une deuxième source du secrétariat a dit qu'une "discussion" avait eu lieu entre les membres du personnel sur ce qu'il fallait faire avec les livres. Le Cardinal Baldisseri, a-t-il dit, "a explosé" au sujet du livre en cours de livraison au synode. » (118)

La même source a informé Pentin que le Cardinal Baldisseri voulait bloquer la livraison des livres, mais le postier du Vatican lui a dit que ce serait illégal. Il a donc fait renvoyer les livres au bureau de poste afin qu'ils soient estampillés correctement et a ensuite retardé la livraison le plus longtemps possible. Ce n'est que le mercredi de la deuxième semaine, alors que le synode tirait à sa fin, et près d'une semaine après leur livraison initiale, que les livres furent finalement livrés aux boîtes aux lettres des pères synodaux. Ils ont été laissés à disposition pendant quelques jours pour satisfaire aux exigences légales, puis ont été retirés. La plupart des pères synodaux n'ont donc

jamais reçu leur exemplaire de ce livre, qui défendait la doctrine éternelle de l'Église.

Aussi troublant que cet incident puisse paraître, il ne se compare pas au défi présenté à la doctrine catholique traditionnelle par la publication de l'*Instrumentum Laboris*, le document de travail du Synode Ordinaire, en juin 2015. Dans le présent document, la *Relatio Synodi* du Synode Extraordinaire est complétée par un commentaire approfondi qui développe les thèmes présentés dans le document initial et aborde certains sujets qui n'avaient pas été abordés auparavant. Le document contient les paragraphes 52, 53 et 55 de la *Relatio Synodi*, malgré leur rejet par le premier synode. Cependant, les problèmes liés à l'*Instrumentum Laboris* vont bien au-delà de cette question. Les critiques ont fait valoir que le document :

- a sapé l'enseignement de l'Église sur le mal intrinsèque du contrôle artificiel des naissances en proposant une fausse compréhension de la relation entre la conscience et la loi morale (paragraphe 137) ;
- introduit une ambiguïté dans l'enseignement de l'Église sur les méthodes artificielles de reproduction, telles que la FIV (*fécondation in vitro*), en discutant du « phénomène » sans porter de jugement sur la moralité de ces méthodes, ni faire référence à l'enseignement antérieur de *Donum Vitae* et *Dignitatis Personae*, ou à la perte de vie humaine qui résulte de leur utilisation (paragraphe 34) (119) ;
- réduit l'indissolubilité du mariage au niveau d'un « idéal » (paragraphe 42) ;
- suggère que la cohabitation et le « vivre ensemble » pourraient avoir des « aspects positifs » et pourraient, dans une certaine mesure, être considérés comme des formes légitimes d'union (paragraphe 57, 61, 63, 99 et 102) ;
- a préparé la voie à l'acceptation des unions homosexuelles en reconnaissant la nécessité de définir « le caractère spécifique de ces unions dans la société » (paragraphe 8) ;
- a nié les pleins droits des parents en ce qui concerne l'éducation sexuelle de leurs enfants (paragraphe 86).

La coalition pro-vie, *Voice of the Family*, a conclu que : « L'*Instrumentum Laboris*, à l'instar de la *Relatio Post Disceptationem* et de la *Relatio Synodi* du Synode Extraordinaire, menace toute la

structure de l'enseignement catholique sur le mariage, la famille et la sexualité humaine. »

La composition du comité chargé de rédiger le rapport final du synode a confirmé ces craintes. Il était clair qu'au moins sept des dix rédacteurs nommés par le Pape François étaient des hommes d'opinions connues comme "progressistes". Outre le Cardinal Baldisseri et l'Archevêque Bruno Forte, il s'agit du Cardinal Wuerl de Washington, du Cardinal Dew de Wellington (120), de l'Archevêque Victor Manuel Fernandez d'Argentine (121), de Mgr Marcello Semeraro d'Albano et du Général des Jésuites, le Père Adolfo Nicolás.

Le Pape François a également fait un usage extensif de son pouvoir de faire des nominations spéciales au synode pour donner une voix et un vote aux prélats libéraux qui, autrement, n'auraient pas été présents. En dehors de Walter Kasper lui-même, son choix le plus célèbre fut peut-être le Cardinal Godfried Danneels, l'un des leaders du Groupe de Saint-Gall. Les antécédents de Danneels en matière de dissimulation d'un évêque qui abusait des enfants et de soutien à la légalisation de l'avortement et des unions homosexuelles ont déjà été décrits. Parmi les autres personnes controversées nommées par le Pape figuraient le Cardinal Dew, le Cardinal Cupich de Chicago, qui a ouvertement soutenu l'admission aux sacrements des adultères impénitents et des homosexuels pratiquants, et Walter Kasper lui-même.

Alors que l'ouverture du synode devenait imminente, le Cardinal Robert Sarah a exprimé les inquiétudes de nombreux hommes d'Église de premier plan :

« À l'approche de la XIVe Assemblée Générale Ordinaire du Synode des Évêques consacrée à « La Vocation et la Mission de la Famille dans l'Église et le monde contemporain », les Églises particulières, les facultés de théologie et les groupes et associations de familles intensifient leurs préparatifs en vue de cet événement ecclésial majeur. En même temps, on a le sentiment que les faiseurs d'opinion, les groupes de pression et les lobbies prennent de l'importance. Nous voyons aussi des stratégies de communication se mettre en place ; il semblerait même que de nouvelles méthodologies pour l'assemblée synodale soient examinées afin de donner une voix à certaines lignes de pensée tout en essayant d'en rendre d'autres inaudibles, sinon de les faire taire complètement. Tout nous porte à croire que la prochaine assemblée synodale sera pour beaucoup un synode aux enjeux élevés. L'avenir de la famille est en jeu pour l'humanité aujourd'hui. »

(122)

Certes, deux jours avant l'ouverture du Synode, il a été annoncé que la Secrétariat du Synode avait « imaginé une nouvelle méthode » pour mener les discussions. Les pères synodaux passeraient beaucoup plus de temps dans de petits groupes linguistiques de discussion et relativement peu de temps en sessions plénières. Il n'y aurait pas de *Relatio Post Disceputationem*, ce qui signifie que, contrairement à l'année précédente où ce rapport intérimaire révélait l'ordre du jour au travail et provoquait une riposte, les pères synodaux ne recevraient aucune indication du contenu du rapport final jusqu'au tout dernier jour du Synode.

(118) Pentin, "Rigging of a Vatican Synod ?" (*Le montage d'un Synode du Vatican ?*), p.61.

(119) "Donum Vitae", *Congrégation pour la Doctrine de la Foi*, 22 février 1987 ;

"*Dignitatis Personae*", *Congrégation pour la Doctrine de la Foi*, 8 septembre 2008.

(120) Il semblerait que Dew, l'une des récentes nominations de François au collège des cardinaux, était l'évêque cité par le Père Rosica comme ayant dit que l'Église devrait abandonner son langage de condamnation du péché. Au cours du Synode d'octobre 2005, l'Archevêque Dew a plaidé pour l'admission des divorcés et remariés à la Sainte Communion.

(121) Plus tard identifié comme l'auteur fantôme principal du Pape François pour *Amoris Laetitia*.

(122) Robert Cardinal Sarah, « *What Sort of Pastoral Mercy in Response to New Challenges on the Family ? A Reading of the Lineamenta* » (*Quelle sorte de Pastorale de la Miséricorde pour répondre aux nouveaux défis de la Famille ? Une lecture des Lineamenta*), dans "Christ's New Homeland Africa : Contribution to the Synod by African Pastors" (*La Nouvelle Patrie du Christ en Afrique : Contribution des Pasteurs Africains au Synode*) (San Francisco, 2015).

Le Pape François est mécontent

C'est dans ce contexte que treize cardinaux ont écrit au Pape François pour lui exposer leurs principales préoccupations. Parmi ces cardinaux figuraient Carlo Caffarra, Archevêque de Bologne, Thomas Collins, Archevêque de Toronto, Timothy Dolan, Archevêque de New York, Willem Eijk, Archevêque d'Utrecht, Gerhard Ludwig Müller, préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, Wilfrid Fox Napier, Archevêque de Durban, George Pell, préfet du Secrétariat pour l'Économie, Robert Sarah, préfet de la Congrégation pour le Culte Divin et la Discipline des Sacrements, Angelo Scola, Archevêque de Milan et Jorge L. Urosa Savino, Archevêque de Caracas. Le texte de la lettre, révélé par le journaliste italien Sandro Magister le 12 octobre 2015, demandait au Pape François « d'examiner un certain nombre de préoccupations que nous avons entendues d'autres pères synodaux et que nous partageons ». Parmi ces préoccupations, mentionnons les suivantes :

- L'*Instrumentum Laboris*, dont les « nouvelles procédures guidant le synode semblent lui garantir... une influence excessive », comportait « diverses sections problématiques » et ne pouvait donc pas « servir adéquatement de texte d'orientation ou de fondement à un document final ».

- Les « nouvelles procédures synodales » seraient « perçues dans certains milieux comme manquant d'ouverture et de véritable collégialité. Dans le passé, le processus de faire des propositions et de voter sur elles a servi valablement le but de prendre la mesure de l'esprit des pères synodaux. L'absence de propositions et des discussions et votes qui s'y rapportent semblent décourager le débat ouvert et limiter la discussion à de petits groupes ; il nous semble donc urgent de rétablir l'élaboration des propositions qui seront soumises au vote de l'ensemble du synode. Le vote sur un document final intervient trop tard dans le processus pour permettre un examen complet et un ajustement sérieux du texte. »

- « Le manque de contribution des pères synodaux dans la composition du comité de rédaction a créé un malaise considérable. Les membres ont été nommés, et non élus, sans consultation. De même, quiconque rédige quoi que ce soit au niveau des petits cercles devrait être élu et non pas nommé. »

Les cardinaux ont conclu : « ces choses ont créé un souci que les

nouvelles procédures ne sont pas conformes à l'esprit et au but traditionnel d'un synode. Il n'est pas clair pourquoi ces changements procéduraux sont nécessaires. Un certain nombre de pères estiment que le nouveau processus semble conçu pour faciliter des résultats prédéterminés sur des questions litigieuses importantes. » (123)

Des rapports ont commencé à circuler que le Pape François est tombé en rage, en présence des évêques et des prêtres, à la réception de la lettre à la Casa Santa Marta, et la nouvelle a été d'une diatribe telle qu'on n'en a sûrement pas entendu de lèvres papales depuis plusieurs siècles. *Il Giornale* mentionne des rumeurs selon lesquelles le pape s'exclama : « Si c'est le cas, ils peuvent partir. L'Église n'en a pas besoin. Je vais tous les virer ! » (124) Selon d'autres rapports, il a dit : « Ne savent-ils pas que c'est moi qui suis le chef ici ? J'aurai leurs chapeaux rouges. »

Quelle que soit la véracité de ces propos, la réponse du Pape François dans la Salle du Synode, du mardi 6 octobre a été claire. Dans un discours imprévu au synode, le pape a mis en garde contre une « herméneutique de la conspiration » qui était « sociologiquement faible et spirituellement inutile » (125).

(123) Sandro Magister, "Thirteen Cardinals Have Written to the Pope. Here's the Letter" (Treize Cardinaux ont écrit au Pape. Voici la lettre), 12 octobre 2015, chiesa.espressonline.it, chiesa.espresso.repubblica.it/articolo/1351154bdc4.html
(en français : chiesa.espresso.repubblica.it/articolo/135115475af.html)

(124) Mario Valenza, "Papa Bergoglio : scoppio d'ira e malore dopo la lettera dei cardinali" (Pape Bergoglio : accès de colère et de fureur après la lettre des cardinaux), 13 octobre 2015, *Il Giornale*. www.ilgiornale.it/news/cronache/papa-bergoglio-scoppio-dira-e-malore-lettera-dei-cardinali-1182085.html

(125) Edward Pentin, "Married Couples Have Their Say at the Synod" (Les couples mariés ont leur mot à dire au Synode), 8 octobre 2015, *National Catholic Register*. www.ncregister.com/daily-news/married-couples-have-their-say-at-the-synod

L'intervention du Pape François traitait également d'une autre crise qui avait surgi au sein du parti "progressiste", à savoir la défense directe de l'enseignement moral catholique établi par le Cardinal Erdő, le Rapporteur Général du Synode. Dans son rapport d'ouverture, présenté le premier jour de l'assemblée, Erdő a réaffirmé l'enseignement de l'Église à travers tout le spectre de l'éthique sexuelle, y compris en rejetant résolument la "proposition Kasper". La réaffirmation de l'orthodoxie catholique par Erdő a encouragé de nombreux pères synodaux, mais le Pape François a agi de manière décisive pour la saper. Dans son intervention imprévue du lendemain matin, le Pape François a ordonné aux pères de considérer le Synode Ordinaire comme étant en parfaite continuité avec le Synode Extraordinaire. Il leur a dit qu'ils ne devaient considérer que trois documents comme documents formels du synode ; il s'agissait de son propre discours d'ouverture au Synode Extraordinaire, de la *Relatio* du Synode Extraordinaire et de son propre discours de clôture de ce synode. Il a également souligné que c'est *l'Instrumentum Laboris* qui devrait guider la discussion dans les prochains jours.

Cela a sapé l'autorité du rapport du Cardinal Erdő et a signalé aux pères synodaux qu'il souhaitait que les discussions se déroulent dans le sens établi par la *Relatio Synodi* oblique plutôt que par le Cardinal Erdő. Le pape a également précisé que la question de la réception de la Sainte Communion par les « divorcés et remariés » était à l'ordre du jour pour le synode. Le contenu de l'intervention du Saint-Père a été répété à plusieurs reprises par le P. Lombardi et d'autres intervenants lors de la conférence de presse (126). Les actions du Pape François semblaient orientées vers l'affaiblissement des efforts du Cardinal Erdő pour réorienter le Synode Ordinaire vers l'affirmation et la défense de la doctrine catholique.

À bien des égards importants, le Synode Ordinaire a suivi une voie similaire à celle de la première assemblée. Le service de presse semblait encore une fois manipuler le contenu. Le P. Rosica a tenu à rapporter une intervention dans laquelle il a été dit que « dans la pastorale des personnes, le langage de l'inclusion doit être notre langue, en tenant toujours compte des possibilités et des solutions pastorales et canoniques ». Il a également fait référence à des interventions appelant à une « nouvelle catéchèse pour le mariage », à un « nouveau langage pour parler aux gens de notre temps », à de nouvelles « approches pastorales pour ceux qui vivent ensemble avant le mariage » et à une nouvelle approche de l'homosexualité.

L'une des interventions relayées par Rosica était la suggestion que la question de la Sainte Communion pour les divorcés et remariés pouvait être résolue de différentes manières dans différentes parties du monde. Cela conduirait à des pratiques différentes, et implicitement des doctrines différentes, dans différentes parties de l'Église. Ces appels à la "décentralisation" s'inscrivaient dans le cadre de la stratégie globale adoptée par le parti "progressiste" (127).

Dans un important discours prononcé le 17 octobre 2015, à mi-parcours du Synode, le Pape François déclarait qu'il « ressentait le besoin de procéder à une saine "décentralisation" » du pouvoir vers « les Conférences Épiscopales ». « Nous devons réfléchir à une meilleure réalisation à travers ces organismes », a-t-il dit, parce que « l'espoir du Concile que de tels organismes contribuent à accroître l'esprit de collégialité épiscopale n'a pas encore été pleinement réalisé » (128).

La demande de dévolution du pouvoir, y compris « une véritable autorité doctrinale », a été réitérée par certains pères synodaux. L'Abbé Jeremias Schroder, qui a assisté au synode en tant que représentant de l'Union des Supérieurs Généraux, a déclaré que tant « l'acceptation sociale de l'homosexualité » que la manière de traiter les « personnes divorcées et remariés » sont des exemples « où les Conférences épiscopales devraient être autorisées à formuler des réponses pastorales en harmonie avec ce qui peut être prêché, annoncé et vécu dans un contexte différent ».

L'Abbé alléguait que cette délégation était soutenue par une majorité des pères synodaux. « Cela est arrivé à maintes reprises, de nombreuses interventions dans l'*aula* ont développé le sujet qu'il devrait y avoir une délégation et l'autorisation de traiter des questions au moins pastoralement de différentes manières selon les cultures... Je pense que j'ai entendu quelque chose comme ça au moins vingt fois dans les interventions, alors que seulement deux ou trois personnes se sont prononcées contre, affirmant que l'unité de l'Église doit être maintenue à tous égards et qu'il serait douloureux d'entrer dans une telle délégation d'autorité. » (129)

Il y avait en fait une opposition considérable de la part des pères synodaux conservateurs, comme en témoignent les interventions publiées de prélats tels que l'Archevêque Gadecki de Poznan, l'Archevêque Tomas Peta du Kazakhstan et l'Archevêque Majeur de Kiev, Sviatoslav Shevchuk. Pourtant, la résistance de tels cardinaux et

évêques n'a pas pu empêcher l'approbation de nombreux paragraphes qui semblaient miner, voire directement contredire, l'enseignement catholique antérieur (130). À cet égard, le paragraphe 85 de la *Relatio*, qui soulève la question de « l'intégration » des catholiques divorcés et remariés qui ne sont pas entièrement coupables de leurs péchés, revêt une importance particulière. Ce paragraphe est référencé et développé dans l'Exhortation Apostolique *Amoris Laetitia*. Dans le paragraphe 305, et la note de bas de page qui l'accompagne (n° 351), le Pape François indique que, dans certains cas, ceux qui vivent dans un « état objectif de péché » peuvent être admis aux sacrements de Pénitence et de Sainte Communion sans modification de la vie, lorsqu'il est jugé qu'ils ne sont pas « subjectivement coupables » de péché mortel. Il s'agit d'une dérogation à l'enseignement établi selon lequel ceux qui sont objectivement coupables de péché mortel public doivent se voir refuser l'admission aux sacrements, malgré l'existence de facteurs qui pourraient réduire leur culpabilité. En ce qui concerne les divorcés et remariés, le Pape Jean-Paul II a enseigné : « Ils ne peuvent y être admis du fait que leur état et leur condition de vie contredisent objectivement cette union d'amour entre le Christ et l'Église qui est signifiée et accomplie par l'Eucharistie. » (131) Il y a donc un conflit entre l'enseignement du paragraphe 305 d'*Amoris Laetitia* et celui du paragraphe 84 de *Familiaris Consortio*.

Pour être approuvé, chaque paragraphe devait, selon les règles du synode, être approuvé à la majorité des deux tiers, soit 177 voix. Le paragraphe 85 a reçu 178 voix. On peut voir que si le Pape François n'avait pas ajouté au synode, comme ses propres nominations papales spéciales, de nombreuses personnes – y compris le Cardinal Kasper lui-même – qui étaient connues pour soutenir l'admission des pécheurs publics non repentants aux sacrements, le paragraphe n'aurait pas été approuvé. Ce seul fait vaudrait l'affirmation selon laquelle les synodes sur la famille étaient truqués, par le Pape lui-même. Mais il y a suffisamment de preuves d'une manipulation systématique tout au long du processus synodal pour justifier la remarque de Mgr Athanase Schneider : la manipulation des synodes « restera pour les générations futures et pour les historiens une marque noire qui a entaché l'honneur du Siège Apostolique » (132).

(126) "Has the intervention of Pope Francis returned the synod to a heterodox trajectory?" (L'intervention du Pape François a-t-elle ramené le synode sur une trajectoire hétérodoxe ?), 7 octobre 2017, *Voice of the Family*. voiceofthefamily.com/has-the-intervention-of-pope-francis-returned-synod-to-heterodox-trajectory/

(127) "Has the intervention of Pope Francis returned the synod to a heterodox trajectory?" (L'intervention du Pape François a-t-elle ramené le synode sur une trajectoire hétérodoxe?), 7 octobre 2017, Voice of the Family, voiceofthefamily.com/has-the-intervention-of-pope-francis-returned-synod-to-heterodox-trajectory/

(128) "Ceremony Commemorating the 50th Anniversary of the Institution of Synod of Bishops : Address of His Holiness Pope Francis" (Cérémonie commémorant le 50e anniversaire de l'institution du Synode des Évêques : Discours de Sa Sainteté le Pape François), 17 octobre 2015, vatican.va w2.vatican.va/content/francesco/en/speeches/2015/october/documents/papa-francesco_20151017_50-anniversario-sinodo.html

(en français : w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2015/october/documents/papa-francesco_20151017_50-anniversario-sinodo.html)

(129) "Papal calls for decentralization put integrity of Catholic doctrine at risk" (Les appels du Pape à la décentralisation mettent en péril l'intégrité de la doctrine catholique), 22 octobre 2015, Voice of the Family, voiceofthefamily.com/papal-call-for-decentralization-puts-integrity-of-catholic-doctrine-at-risk/

(130) Une analyse détaillée de la "Relatio Synodi" du Synode Ordinaire peut être trouvée dans "Analysis of the Final Report of the Ordinary Synod" (Analyse du Rapport Final du Synode Ordinaire), 10 mars 2016, Voice of the Family, voiceofthefamily.com/wp-content/uploads/2016/03/Analysis-of-the-Final-Report-of-the-Ordinary-Synod-on-the-Family15-3-16.pdf

(131) Jean-Paul II, Familiaris Consortio, N° 84.

(132) "Bishop Athanasius Schneider on the synod on the family" (Mgr Athanasius Schneider sur le Synode de la Famille), 5 novembre 2014, LifeSiteNews, www.lifesitenews.com/news/bishop-athanasius-schneider-on-the-synod-on-the-family

2) QU'ENSEIGNE LE PAPE FRANÇOIS ?

Le Pape François a donné suite au Synode sur la Famille en publiant en mars 2016 l'Exhortation Apostolique *Amoris Laetitia*, destinée à transmettre l'enseignement du Synode. Avec plus de cent pages, l'Exhortation est difficile à résumer, mais ses sections les plus controversées se trouvent principalement au chapitre 8. Plus précisément, le paragraphe 305, ainsi que sa note de bas de page 351, ont été interprétés par divers évêques comme autorisant directement la Communion pour les catholiques divorcés et remariés civilement : « En raison de certaines formes de conditionnements et de facteurs atténuants, il est possible que dans une situation objective de péché – qui n'est peut-être pas subjectivement coupable, ou totalement coupable – une personne puisse vivre dans la grâce de Dieu, aimer et grandir aussi dans la vie de grâce et de charité, tout en recevant l'aide de l'Église à cette fin. » La note de bas de page 351 disait clairement : « Dans certains cas, cela peut inclure l'aide des sacrements. »

Bien que la controverse ait fait rage sur l'interprétation correcte ou voulue de ces passages, avec de nombreux évêques insistant sur l'impossibilité pour un document papal de contredire l'enseignement antérieur, les évêques de Buenos Aires ont publié leurs directives en septembre 2016 (133). Ils ont admis que « les prêtres peuvent suggérer une décision de vivre en continence », mais ont dit que « si les partenaires échouent dans ce but », après avoir suivi « un processus de discernement », *Amoris Laetitia* « offre la possibilité d'avoir accès au sacrement de la Réconciliation », sans avoir l'intention de cesser les relations conjugales (134).

Alors que la controverse sur l'interprétation se poursuivait, François garda le silence et n'a pas corrigé les évêques comme Chaput de Philadelphie et Stanislaw Gadecki de Poznan, qui ont adopté la position conservatrice. Mais les seules approbations du Pape ont été envoyées aux évêques de Buenos Aires et de Malte (135) sous forme de lettres de remerciement pour leurs interprétations libérales. François a écrit à ses anciens collègues argentins en les remerciant pour leurs « très bonnes » lignes directrices qui « reflètent pleinement le sens du chapitre VIII d'*Amoris Laetitia* ». Le pape a ajouté : « Il n'y a pas d'autres interprétations. » (136) Une lettre similaire aurait été envoyée à Malte par l'intermédiaire de la procuration du Pape, le Secrétaire Général des Synodes des Évêques, le Cardinal Lorenzo Baldisseri.

Compte tenu des interprétations divergentes et de l'apparente subjectivité qu'*Amoris Laetitia* introduisit dans l'enseignement moral catholique, plusieurs cardinaux adressèrent au Pape une lettre demandant des éclaircissements sur le document. Les signataires sont maintenant au nombre de six, bien que seulement quatre noms aient été rendus publics – les Cardinaux Brandmüller, Burke, Caffarra et Meisner – mais ils auraient le soutien d'une vingtaine ou d'une trentaine d'autres. Ils ont commencé par envoyer au Pape et au Préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi une lettre privée le 19 septembre 2016 avec les demandes mentionnées. Celles-ci ont été formulées sous la forme traditionnelle des *dubia*, c'est-à-dire des points contestés qui sont soumis à la Congrégation pour la Doctrine de la Foi lorsque l'enseignement de l'Église semble incertain. Les cinq *dubia* peuvent se résumer comme suit :

1. Est-il devenu licite d'admettre les personnes divorcées et remariées à la Sainte Communion ?
2. Est-ce encore l'enseignement catholique selon lequel il existe des normes morales absolues ?
3. Ceux qui vivent en violation d'un commandement, par exemple le commandement contre l'adultère, doivent-ils être considérés comme vivant dans le péché objectif ?
4. L'enseignement catholique enseigne-t-il encore que les circonstances ou les intentions ne peuvent jamais transformer un acte intrinsèquement mauvais en un acte "subjectivement" bon ?
5. Est-ce encore l'enseignement catholique que la conscience ne peut pas légitimer les exceptions aux normes morales absolues ?

À ces questions, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi a refusé de répondre, contrairement à la pratique habituelle, et il est clair qu'elle agissait sur les ordres du Pape François. C'est dans ce contexte que les signataires ont rendu publique leur lettre en novembre, rendant ainsi publique leur défi à l'enseignement d'*Amoris Laetitia*. Le Pape n'a pas répondu explicitement, mais il aurait encouragé ceux qui l'entouraient à discréditer les dissidents par des moyens indirects. La plupart des cardinaux signataires étaient à la retraite ; le seul d'entre eux qui occupait encore un poste officiel était le Cardinal Burke, qui était Patron de l'Ordre de Malte, et ses péripéties seront décrites dans le chapitre 5. En dehors de cela, l'effet des instructions officieuses du

Pape est l'attitude d'indignation choquée qui a été exprimée par plusieurs porte-paroles de l'aveuglement des cardinaux face à la nouvelle ouverture de l'enseignement catholique. Ce que cette ouverture est précisément, l'Église ne l'a pas encore découverte, puisque François ne répond pas aux questions qui lui sont posées. Pour en déduire si le Pape a l'intention de suivre l'enseignement de l'Église, nous devons étudier la politique qu'il a suivie dans les organismes du Vatican destinés à protéger l'institution de la famille.

(133) cvcomment.org/2016/09/18/buenos-aires-bishops-guidelines-on-amoris-laetitia-full-text/ Catholic Voices Comment, 18 septembre 2016.

(134) Ainsi, l'exigence précédente, celle de vivre ensemble « comme frère et sœur », a été reléguée à une suggestion. Walter Kasper a résumé la situation dans une interview avec Commonweal : « Vivre ensemble comme frère et sœur ? Bien sûr, j'ai beaucoup de respect pour ceux qui font cela. Mais c'est un acte héroïque, et l'héroïsme n'est pas pour le chrétien moyen. »

(135) Les "Critères pour l'application du Chapitre VIII d'Amoris Laetitia" des évêques maltais ont été critiqués par les juristes canonistes et certains responsables du Vatican qui ont soutenu qu'ils semblaient affirmer la primauté de la conscience sur la vérité morale objective. Ces Critères stipulent que les divorcés remariés peuvent recevoir la communion après une période de discernement, avec une conscience informée et éclairée, et s'ils sont « en paix avec Dieu ».

(136) "Pope Francis on the correct interpretation of the Amoris Laetitia" (Le Pape François sur l'interprétation correcte d'Amoris Laetitia), Vatican Insider, Andrea Tornielli, 12 septembre 2016.

La refonte de l'Académie Pontificale pour la Vie

De 1978 au règne de Benoît XVI, les personnes engagées dans la défense de l'éthique catholique traditionnelle se sont habituées à considérer le Vatican comme un rempart de soutien à leur cause, en particulier dans la lutte contre l'avortement. La combinaison de Jean-Paul II, le « pape pro-vie », et du Cardinal Ratzinger qui le soutient dans la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, a donné au Vatican le

dernier mot sur une foule de questions morales d'importance critique en politique. Cette autorité morale a été respectée même par les conservateurs non catholiques qui ont suivi l'exemple du Vatican sur des questions complexes comme les nouvelles technologies de reproduction, le clonage et la recherche sur les cellules souches. Bien que la CDF ait joué un rôle crucial dans le développement de la position pro-vie, l'un des principaux organes de la pensée catholique sur ces questions a été l'organisme créé en 1994, l'Académie Pontificale pour la Vie, consacrée à l'étude « des principaux problèmes de la bio-médecine et du droit, relatifs à la promotion et à la défense de la vie, surtout dans le rapport direct qu'ils ont avec la morale chrétienne et les directives du Magistère de l'Église ».

Fondée par Jean-Paul II et le célèbre médecin et généticien pro-vie Jérôme Lejeune (137), l'Académie Pontificale pour la Vie (PAV) compte parmi les plus grands cerveaux catholiques d'Europe, parmi lesquels les philosophes Michel Schooyans et Joseph Seifert et le bioéthicien Elio Sgreccia. Tous les membres n'étaient pas aussi connus, mais tous les membres à vie devaient prêter le « serment des Serviteurs de la Vie », ce qui les obligeait à soutenir l'enseignement catholique sur le caractère sacré de la vie humaine à toutes ses étapes.

Même avant la démission du Pape Benoît XVI, des fissures commencèrent à apparaître dans l'Académie. Les signes d'un changement ont commencé en 2008 avec la nomination comme président de l'Archevêque Rino Fisichella, un fonctionnaire du Vatican à la carrière en pleine ascension avec un attachement moins que complet à l'enseignement catholique sur les questions de la vie. En 2009, Fisichella a critiqué un évêque brésilien pour avoir publiquement confirmé l'excommunication de médecins qui avaient fait avorter des jumeaux portés par une enfant de neuf ans victime de viol. Selon le droit ecclésiastique, l'avortement fait partie des « *graviora delicta* », délits si graves qu'ils entraînent automatiquement l'excommunication, sans qu'une déclaration officielle soit nécessaire. Fisichella écrit cependant que les médecins avaient été justifiés parce que, selon lui, ils avaient agi pour sauver la vie de la jeune fille.

Mgr Cardoso Sobrinho, évêque de Recife, a précisé plus tard (138) que l'enfant et sa famille avaient été sous la garde de médecins qui étaient prêts à sauver la vie des jumeaux par césarienne sans faire de mal à la fillette, mais qu'il avait été contraint, après l'enlèvement de cette dernière, d'émettre un avertissement public sur les conséquences canoniques de l'avortement. L'incident fut une affaire

célèbre au Brésil et l'évêque avait mené une bataille acharnée contre la presse séculière et les militants pour l'avortement. L'article de Fisichella a donc été pris comme un signe que le Vatican était partie prenante dans l'affaire contre l'évêque du lieu et la doctrine, et comme Fisichella a récidivé en attaquant ses détracteurs, cette impression a été renforcée.

L'article a provoqué un tumulte immédiat dans la presse laïque, qui l'a salué comme un signal que l'Église catholique allait bientôt modifier son intransigeance. Mais les membres de l'Académie Pontificale pour la Vie devaient décider de ce qu'il fallait faire au sujet d'un président qui tolérait publiquement l'avortement. Cinq membres ont répondu publiquement contre l'article, mais, comme c'est souvent le cas au Vatican moderne, la carrière de Fisichella a été dynamisée par le scandale (139). Après deux ans d'une bataille de mots entre les membres pro-vie et Fisichella, il a été démis de ses fonctions en 2010, mais il a été placé dans sa position actuelle de chef du Conseil Pontifical pour la Nouvelle Évangélisation – un poste qui, sous François, est difficile de ne pas voir comme une récompense, impliquant une grande visibilité publique et une association étroite avec le Pape.

Au cours des années qui ont suivi, l'Académie a continué à susciter des inquiétudes pour les défenseurs pro-vie sur une variété de sujets, y compris son approbation de l'éducation sexuelle explicite pour les enfants, développée par le Conseil Pontifical pour la Famille et publiée lors des Journées Mondiales de la Jeunesse en Pologne. En 2012, Joseph Seifert écrivit une lettre ouverte au remplaçant de Fisichella, Mgr Ignacio Carrasco de Paula, avertissant que l'Académie risquait de trahir son but fondateur après que la 18ème Assemblée Générale de l'organisation eut semblé approuver la fécondation *in vitro*, un processus condamné par les documents de la CDF *Donum Vitae* (1987) et *Dignitas Personae* (2008).

La doyenne américaine des activistes pro-vie, Judie Brown de l'*American Life League*, était une autre des membres correspondants initiaux de l'Académie qui s'était opposée à l'approbation de l'avortement par Fisichella. Elle a commenté en février 2017 que le Pape François a « déconstruit » l'Académie avec ses nouveaux statuts et nominations, disant que c'est « l'un des événements les plus déchirants que j'ai vus de mon vivant. Mais étant donné la politique du Vatican, ce n'est pas surprenant. »

« Était-ce [l'affaire de Recife] le début de la fin ? Plusieurs événements

ultérieurs, y compris par le président actuel de l'Académie, l'Archevêque Vincenzo Paglia, en faveur de la conception du Vatican sur l'éducation sexuelle, ne sont pas de bon augure pour l'Académie et son avenir », a déclaré Brown.

(137) Jérôme Lejeune, (décédé en 1994) était un généticien et pédiatre catholique fervent et membre de l'Académie Pontificale des Sciences qui a découvert l'origine génétique du syndrome de Down et d'autres troubles génétiques. Il a passé le reste de sa carrière à faire campagne contre l'utilisation de ces connaissances pour cibler ces bébés en vue de l'avortement. Sa cause de canonisation a été formellement ouverte.

(138) L'éclaircissement de Mgr Cardoso Sobrinho est paru dans une lettre que L'Osservatore Romano, contrôlé par les amis de Fisichella à la Secrétairerie d'État, refusa d'imprimer.

(139) La question n'a finalement été résolue qu'après qu'un dossier complet sur les faits ait été envoyé directement au Pape Benoît XVI. Le Cardinal Levada, chef de la CDF, a publié une déclaration officielle dans laquelle il réitère l'enseignement catholique sur tous ses points concernant le caractère sacré de la vie humaine.

François fait un grand nettoyage : nouveaux statuts, nouveaux membres et la nouvelle direction d'*Amoris Laetitia*

Au cours des deux premières années de son pontificat, le Pape François a donné des conseils aux partisans pro-vie quant à sa pensée, bien que toujours exprimée en termes ambigus. En juillet 2013, dans l'avion de retour de la Journée Mondiale de la Jeunesse à Rio de Janeiro, en réponse à une question sur la présence du célèbre Battista Ricca dans sa résidence, François répondit avec sa désormais célèbre observation « Qui suis-je pour juger ? ». Le *New York Times* a noté, en l'appelant « révolutionnaire », que c'était la première fois qu'un pape utilisait le terme familier « gay » pour décrire un homosexuel. Le *New York Times* a commenté : « Les paroles de François n'auraient pas pu être plus différentes de celles de Benoît XVI, qui a écrit en 2005 que... les hommes avec des « tendances homosexuelles profondément enracinées » ne devraient pas devenir

prêtres. » En remerciement pour son commentaire, le Pape François a été immédiatement élevé au rang de héros du lobby politique homosexuel ; le Magazine *Advocate* a mis son portrait en vedette dans leur hall et l'a déclaré « personne de l'année ». Au mois de septembre suivant, François a forcé les défenseurs pro-vie à limiter les conséquences lorsqu'il a déclaré que le monde catholique ne devrait pas être « obsédé » par l'avortement, le « mariage homosexuel » et la contraception. Dans un long entretien avec Antonio Spadaro à *La Civiltà Cattolica*, François a déclaré : « Il n'est pas nécessaire de parler de ces questions tout le temps. Les enseignements dogmatiques et moraux de l'Église ne sont pas tous équivalents. Le ministère pastoral de l'Église ne peut pas être obsédé par la transmission d'une multitude de doctrines disjointes à imposer avec insistance. »

En octobre 2016, un an après le deuxième Synode sur la Famille et au milieu de l'agitation grandissante sur les *dubia*, le Pape François a réorienté l'Académie sur une nouvelle trajectoire, approuvant de nouveaux statuts, révoquant tous ses membres et instituant des mandats de cinq ans pour tous. Les nouvelles règles abolissent également le serment de fidélité à l'enseignement catholique prêté par Lejeune, permettent la nomination de non-catholiques et ne font aucune référence à l'adhésion des membres à l'enseignement catholique (140).

Christine Vollmer, fondatrice vénézuélienne d'un refuge pour femmes et membre fondatrice que François a retirée de son adhésion à vie, a commenté le changement (141) : « À l'origine, nous devons tous prêter serment devant le Nonce de notre pays d'être Serviteurs de la Vie et de soutenir l'enseignement sur la vie du Magistère. Nous n'avons pas vu bien sûr de nouvel "engagement", mais la formulation des nouveaux statuts semble plus douce, et comme l'Académie est maintenant ouverte aux personnes de n'importe quelle religion ou sans, il est douteux qu'ils se consacraient très sérieusement à mettre en pratique *Humanae Vitae* ! »

Vollmer a averti que depuis la mort du Dr Lejeune, l'Académie Pontificale pour la Vie est devenue « de plus en plus orienté vers la "science matérialiste" plutôt que vers la "science pro-vie". » L'Académie, a-t-elle dit, « a été fondée avec une liste de spécialistes intentionnellement mixtes comprenant des avocats, des médecins, des journalistes, des leaders pro-vie, des psychiatres, des activistes de la famille, des prêtres, des enseignants, et ainsi de suite, l'intention des fondateurs étant de pouvoir étudier et analyser les causes des

tendances anti-vie et trouver des moyens de les contrer. »

En effet, les nouveaux statuts incluait un langage que l'on ne voyait pas auparavant dans aucun dicastère du Vatican. La défense de la vie par l'académie doit, selon elle, inclure « la promotion d'une qualité de vie humaine qui intègre sa valeur matérielle et spirituelle en vue d'une authentique "écologie humaine" qui aide à rétablir l'équilibre originel de la création entre la personne humaine et l'univers tout entier. » L'auteur n'a cependant pas proposé de définitions qui expliqueraient cette exigence plutôt grandiose.

À la suite de cela, en juin 2017, François nomme quarante-cinq nouveaux membres titulaires, dont treize seulement réélus. Le plus remarquable des non-catholiques est sans doute Shinya Yamanaka, lauréate du prix Nobel du Japon en médecine, qui a mis au point une méthode controversée de clonage des cellules souches "semblables à l'embryon". Un autre choix œcuménique de François est l'anglican Nigel Biggar. Sa nomination a provoqué l'indignation quand le *Catholic Herald* (142) a révélé qu'il avait dit au philosophe Peter Singer qu'une limite gestationnelle de 18 semaines est acceptable pour l'avortement légal parce que le fœtus n'a pas le même statut moral qu'un être humain adulte.

Le *Herald* cite Biggar en ces termes :

« Il n'est pas clair qu'un fœtus humain est le même genre de chose qu'un adulte ou un être humain mature, et mérite donc le même traitement. Alors se pose la question : Où traçons-nous la ligne ? Et il n'y a aucune raison tout à fait convaincante de la tracer à un endroit plutôt qu'à un autre. »

Dans ce contexte, la légère opposition de Biggar à l'euthanasie légalisée – au motif qu'elle créerait « une société radicalement libertaire au détriment d'une société socialement humaine » – semble faiblement qualifiée pour adhérer à une académie pontificale consacrée à l'enseignement de l'Église sur le caractère sacré de la vie humaine.

Treize membres ont été confirmés de la liste précédente, mais ils n'ont surtout pas inclus une liste de personnalités académiques et de défenseurs de longue date de l'enseignement moral catholique, dont beaucoup avaient été proches du Pape Jean-Paul II et de Benoît XVI, qui avaient fait partie de l'Académie dès sa fondation. Parmi eux, le philosophe belge Michel Schooyans, l'autrichien Joseph Seifert,

l'allemand Robert Spaemann et l'anglais Luke Gormally, tous des chefs de file qui se sont opposés à Fisichella et qui ont plus tard critiqué les deux Synodes sur la Famille et *Amoris Laetitia*. Le philosophe australien John Finnis et le célèbre bioéthicien américano-français Germain Grisez, co-auteur d'une « lettre ouverte » au Pape François, très critique à l'égard d'*Amoris Laetitia*, ont également été écartés. D'autres étaient un groupe de psychologues d'Europe centrale qui étaient des opposants notables à « l'idéologie du genre », Andrzej Szostek (Pologne), Mieczyslaw Grzegocki (Ukraine) et Jaroslav Sturma (République Tchèque). François semblait étendre sa purge pour y inclure des laïcs gênants qui s'opposaient à ses plans.

(140) Les nouveaux statuts stipulent que les membres ordinaires sont nommés « sur la base de leurs qualifications académiques, de leur intégrité professionnelle avérée, de leur compétence professionnelle et de leur loyauté dans la défense et la promotion du droit à la vie de toute personne humaine ». L'accent mis par les statuts sur le « magistère de l'Église » est moins direct, en disant seulement que son but est de « former des personnes... dans le plein respect du Magistère de l'Église », mais précise que « les Académiciens sont choisis, sans égard à leur religion ». « Les nouveaux Académiciens s'engagent à promouvoir et défendre les principes relatifs à la valeur de la vie et à la dignité de la personne humaine, interprétés d'une manière conforme au Magistère de l'Église. [Soulignement ajouté.] Les nouveaux statuts ne font aucune mention de serment ; au lieu de cela, une « déclaration des serviteurs de la vie » à signer par tous les nouveaux membres est donnée dans un document séparé.

(141) "Le Pape François a enlevé tous les membres de l'académie pro-vie du Vatican", Jan Bentz, LifeSiteNews, 17 février 2017.

(142) "Un philosophe qui soutient l'avortement légal nommé à l'académie pro-vie du Vatican", Catholic Herald, 13 juin 2017.

L'Institut Jean-Paul II pour les Études sur le Mariage et la Famille, tenu à distance des Synodes, puis purgé.

Au cours de la période qui a précédé le Synode de 2014, les organisateurs ont publié des informations sur qui était et qui n'était pas

invité à participer et à donner leur avis. Parmi les omissions les plus marquantes figurait tout représentant de l'Institut Jean-Paul II pour les Études sur le Mariage et la Famille. L'Institut a été fondé par le Pape Jean-Paul II en 1982, suite au synode de 1980 sur la famille et à la promulgation de son exhortation apostolique *Familiaris Consortio*, et a connu une croissance constante, avec dix filiales à travers le monde. C'est ce document de Jean-Paul II, qui a réaffirmé l'impossibilité pour les remariés civilement de recevoir la Communion, qui devait être attaqué aux synodes du Pape François.

L'Institut Jean-Paul II a publié une série d'articles en préparation du synode de 2014, réitérant l'enseignement moral catholique classique tel qu'articulé dans *Familiaris Consortio*, et visant clairement la proposition de Kasper. Un de leurs articles, « L'Évangile de la Famille : Aller au-delà de la proposition du Cardinal Kasper dans le débat sur le mariage, le remariage civil et la communion dans l'Église », avait une préface du Cardinal Pell et a été publié simultanément en Italie, aux États-Unis, en Espagne et en Allemagne. Lors d'une conférence préliminaire à Rome début octobre 2014, le professeur de philosophie Stanislaw Grygiel, qui avait été proche de Karol Wojtyła et enseignait à l'Institut, a donné un indice sur la raison pour laquelle l'Institut avait été exclu des synodes. Il a réfuté directement les prémisses de la proposition Kasper :

« Une indulgence "miséricordieuse", réclamée par certains théologiens, n'est pas capable d'arrêter l'avancement de la dureté des cœurs qui ne se souviennent pas de la façon dont les choses sont "depuis le début". L'hypothèse marxiste selon laquelle la philosophie doit changer le monde plutôt que de le considérer a fait des incursions dans la pensée de certains théologiens, de sorte que ceux-ci, plus ou moins délibérément, au lieu de regarder l'homme et le monde à la lumière de la Parole éternelle du Dieu vivant, regardent cette Parole à partir de la perspective des tendances sociologiques éphémères. En conséquence, ils justifient les actions des "cœurs durs" selon les circonstances, et parlent de la miséricorde de Dieu comme s'il s'agissait d'une question de tolérance teintée de commisération.

« Une théologie ainsi constituée témoigne d'un mépris de l'homme. Pour ces théologiens, l'homme n'est plus assez mûr pour regarder avec courage, à la lumière de la miséricorde divine, la vérité de son propre amour en devenir, tout comme cette vérité elle-même est "dès le commencement"(Mt XIX,8). »

À la suite des synodes, en septembre 2016, le Pape François n'a pas respecté les règles de l'Institut, qui stipulent que le Chancelier doit être

le vicaire général de Rome, en nommant l'Archevêque Paglia dans ce rôle, et en tant que nouveau président Mgr Pierangelo Sequeri, qui a adopté une ligne similaire sur la controverse *Amoris Laetitia*. Peu de temps après, le Pape a annulé un discours d'ouverture du cardinal Robert Sarah et a prononcé lui-même l'allocution, dans laquelle il réprimandait les théologiens qui offraient « un idéal théologique du mariage beaucoup trop abstrait et presque artificiel ». Edward Pentin a écrit à propos des nominations de Paglia et de Sequeri que « compte tenu de leurs origines, et à une époque où l'enseignement de saint Jean Paul II dans ce domaine semble jugé inapproprié, leur arrivée à la tête de l'Institut pontifical est sans aucun doute une source d'inquiétude pour ceux qui y travaillent et au-delà. »

L'avenir de la vocation de l'Institut à *Familiaris Consortio* reste incertain. En octobre 2016, l'Archevêque Denis Hart a annoncé la fermeture de la branche de Melbourne de l'Institut, alléguant qu'il avait attiré trop peu d'étudiants pour justifier les dépenses. Mais Dan Hitchens, rédacteur en chef adjoint du *Catholic Herald*, a lié la fermeture à l'opposition de l'Institut à la direction prise par les synodes et a noté que non seulement les inscriptions des étudiants avaient augmenté, mais que Melbourne est « l'un des diocèses les plus riches du monde » avec les ressources pour acheter un grand bâtiment en 2011 pour 36 millions de dollars australiens, « assez d'argent pour maintenir l'Institut Jean-Paul II pendant des décennies ».

Hitchens écrit : « Il y a un éléphant dans la salle : l'Institut Jean-Paul II a beaucoup d'ennemis en Australie... Les partisans de l'institut le considéraient comme une lumière brillante de l'orthodoxie catholique dans un marécage de modernisme au sein d'une si grande partie de la structure éducative catholique. Cet attachement à l'orthodoxie l'a rendu impopulaire. »

L'Archevêque Vincenzo Paglia : message du Pape François au monde pro-vie

Peu connu en dehors de l'Italie, Vincenzo Paglia est depuis des décennies une figure de proue sur la gauche de l'Église italienne. Bien qu'il ait parfois parlé en faveur de l'enseignement moral catholique traditionnel, son ambiguïté habituelle fait de lui un écho du Pape François. En août 2015, sous sa direction, le Conseil Pontifical pour la

Famille (143) a publié un livre qui proposait des arguments pour permettre aux catholiques divorcés et remariés civilement de recevoir la Communion après avoir suivi un « chemin discrétionnaire », essentiellement une réitération de la proposition du Cardinal Kasper. Sur ce sujet, peut-être le plus controversé de l'Église contemporaine, Paglia a maintenu en public une ambiguïté étudiée. Il a dit qu'il était « pharisien de nous limiter à répéter les lois et à dénoncer les péchés. » L'Église, a-t-il dit, « doit être prête à trouver de nouveaux chemins à suivre. »

En février 2017, l'Archevêque Paglia a déclenché une tempête de protestations lorsqu'il a fait l'éloge funèbre de Marco Pannella, le fondateur du Parti Radical italien, l'appelant « un homme d'une grande spiritualité ». Il a déclaré que Pannella – dont le parti avait réclamé la légalisation du divorce, de la contraception, de l'avortement et de l'euthanasie, ainsi que de la drogue – avait « passé sa vie pour le moins à défendre la dignité de tous, en particulier des plus marginalisés ». Paglia a qualifié la vie de Pannella de « source d'inspiration pour une vie plus belle non seulement pour l'Italie, mais aussi pour notre monde, qui a plus que jamais besoin d'hommes capables de parler comme lui... J'espère que l'esprit de Marco nous aidera à vivre dans la même direction. » (144) Le discours a suscité des appels à la démission de Paglia comme directeur de l'Académie Pontificale pour la Vie et de l'Institut Jean-Paul II pour les Études sur le Mariage et la Famille.

Paglia faisait la une des journaux depuis au moins 2012 en tant que partisan clérical du mouvement politique homosexuel, toujours avec suffisamment d'ambiguïté pour garantir la négation. En février 2013, quelques semaines à peine avant la démission du Pape Benoît XVI, il a dit à un intervieweur que l'État devrait reconnaître légalement les couples « de facto » ou cohabitants, y compris les homosexuels. C'était au moment où le parlement italien débattait d'une loi accordant aux partenaires homosexuels des droits juridiques similaires au mariage naturel.

Avec la nomination de Paglia, il devint clair que l'Académie Pontificale pour la Vie devait être purgé pour l'éloigner de son but fondateur. La nomination de Neil Biggar aurait été proposée par Paglia, avec l'Archevêque anglican de Cantorbéry, Justin Welby. Étant donné que Biggar soutient officiellement la légalisation de l'avortement et nie la personnalité de l'enfant à naître, cela soulève la question de savoir dans quelle mesure François ou Paglia ont l'intention de prendre au sérieux leurs propres statuts (145).

Quant à son travail de chef de l'Académie Pontificale pour la Vie, l'Archevêque Paglia a donné une indication de son attitude dans le cas de l'enfant britannique gravement malade, Charlie Gard (146). Les parents de Charlie Gard avaient mené une bataille judiciaire et médiatique pour faire valoir leurs droits à déterminer le traitement de leur fils, contre l'hôpital qui a déterminé que l'enfant devait être « autorisé à mourir » et a refusé de le libérer. Paglia a publié une déclaration qui affirme essentiellement les droits de l'État sur ceux des parents pour déterminer le traitement du garçon, disant que les parents « ne devraient pas être laissés à eux-mêmes pour faire face à leurs décisions douloureuses ». Michael Brendan Dougherty a riposté dans *The National Review* :

« En plus d'être condescendante, la déclaration du Vatican est une déformation grossière de la situation. Il dépeint les Gard comme agissant aux côtés des médecins, mais soumis à des manipulations extérieures. Les Gard résistent aux médecins. Les Gard ne sont pas confrontés à « leurs décisions ». Ils font face à des autorités qui les ont écrasés. Le bon évêque écrit que les Gard "doivent être écoutés et respectés, mais qu'il faut aussi les aider à comprendre la difficulté unique de leur situation". Les gens qui les "aident" à comprendre parlent dans les euphémismes de "la mort avec dignité." »

Le tumulte a été si grand contre la déclaration de Paglia que le pape est intervenu, anticipant peut-être un désastre médiatique si l'Église s'opposait à la fois à son propre enseignement et aux désirs des parents en deuil. Le contrôle des dégâts a pris la forme d'une note postée sur le compte Twitter du pape deux jours après la déclaration de Paglia, disant : « Défendre la vie humaine, surtout lorsqu'elle est blessée par la maladie, est un devoir d'amour que Dieu confie à tous. »

Thomas Ward, président de l'Association Nationale des Familles Catholiques du Royaume-Uni (*National Association of Catholic Families*), a décrit une fresque murale commandée par Paglia comme blasphématoire pour sa représentation « érotique » du Christ. La peinture murale avait été peinte pour la cathédrale de Paglia, alors qu'il était Évêque de Terni, par le peintre homosexuel argentin Ricardo Cinalli. Il dépeint une figure du Christ presque nue, soulevant deux filets remplis de figures humaines contorsionnées, dont une représentation de Paglia nu. Cinalli confirma que Paglia avait approuvé toutes les étapes du travail ; il ajouta que Paglia n'avait posé la limite qu'à la représentation des figures dans l'acte de copulation,

mais il accepta « que l'aspect érotique soit le plus important parmi les personnes à l'intérieur des filets ».

(143) *Le Conseil Pontifical pour la Famille a été fusionné en août 2016 dans le nouveau dicastère des Laïcs, de la Famille et de la Vie, dirigé par Mgr Kevin Farrell, également cardinal. Le Cardinal Farrell a ensuite réprimandé l'Archevêque Charles Chaput de Philadelphie pour avoir réaffirmé l'enseignement catholique selon lequel les catholiques divorcés et remariés ne peuvent recevoir la Communion sans s'abstenir de toute relation maritale. Depuis, Farrell est devenu le principal homme de pointe de François pour l'épiscopat américain sur Amoris Laetitia.*

(144) « *Pannella, uomo di grande spiritualità* » (la sua è) « *una grande perdita per questo nostro Paese* » « *ha speso la vita per gli ultimi* » « *in difesa della dignità di tutti, Pannella particolarmente dei più emarginati... Pannella è veramente un uomo spirituale* » è « *un uomo che sa aiutarci a sperare nonostante le notizie, la quotidianità ci metta a dura prova* » « *il Marco pieno di spirito continua a soffiare* ».

(145) *L'article 6 stipule que « le statut d'Académicien peut être révoqué en vertu du Règlement de l'Académie en cas d'action publique et délibérée ou de déclaration d'un membre, manifestement contraire aux principes énoncés au paragraphe b) ci-dessus, ou portant gravement atteinte à la dignité et au prestige de l'Église catholique ou de l'Académie elle-même ».*

La Déclaration des Serviteurs de la Vie (qui n'est plus un "serment") doit être signée par tous les membres, y compris les stipulations,

« 3. L'ovule fécondé, l'embryon et le fœtus ne peuvent pas être donnés ou vendus. Ils ne peuvent être privés du droit au développement progressif dans le sein de leur mère et ne peuvent être soumis à aucune forme d'exploitation.

4. Aucune autorité, pas même le père ou la mère, ne peut enlever la vie de l'enfant à naître. Un serviteur de la Vie ne peut accomplir des actes tels que des recherches destructrices sur l'embryon ou le fœtus, un avortement volontaire ou l'euthanasie. »

(146) *Charlie Gard est né le 4 août 2016 avec une maladie génétique mortelle appelée syndrome d'épuisement de l'ADN mitochondrial. Ses parents voulaient l'emmener aux États-Unis pour qu'il suive un traitement expérimental à leurs frais, mais le Great Ormond Street Hospital refusa de le relâcher, affirmant que le traitement ne serait d'aucun bénéfice. L'hôpital a également refusé de laisser les parents*

emmener l'enfant mourir à la maison. Les critiques, dont beaucoup d'éthiciens catholiques, ont dit que c'est un cas où l'État emprisonne pratiquement l'enfant. L'issue d'un procès est en cours au moment de la rédaction du présent mémoire.

Qu'est-ce que ça veut dire ?

Il nous reste la question de ce que le Pape François entend enseigner dans le domaine de la famille et de la morale sexuelle. Une des preuves en est une conversation avec l'Archevêque Bruno Forte, nommé Secrétaire Spécial des synodes par François. Lors d'une conférence sur *Amoris Laetitia* en mai 2016, Forte a dit qu'avant les synodes, le Pape lui avait dit : « Si nous parlons explicitement de la Communion pour les divorcés et remariés, tu ne sais pas quel terrible bordel nous allons faire. Donc nous ne parlerons pas franchement ; fais en sorte que les prémisses soient là, puis je tirerai les conclusions. » Sur cela l'Archevêque Forte a dit en plaisantant : « Typique d'un Jésuite. » Peut-être que oui. Ceux qui connaissent la Compagnie de Jésus pourraient répondre que ce n'est pas comme cela que les grands théologiens Jésuites comme saint Robert Bellarmin nous ont enseigné par le passé, même si en période de déclin certains membres souples de l'Ordre ont donné cette impression. Si c'est là le fil conducteur de la tradition jésuite que François a apportée au trône papal, l'Église a récolté une moisson malheureuse.

Au cours de son règne de quatre ans, le Pape François n'a pas été distrait devant les injonctions et les réprimandes, et sa marque de fabrique a été d'attaquer le pharisaïsme et le manque de sincérité, pour nous rappeler au véritable esprit de l'enseignement du Christ ? Mais un des préceptes qu'il semble avoir négligé est : « Que ton oui soit oui et que ton non soit non. » Au milieu des bruits et des ambiguïtés, les fidèles se demandent ce qu'il a l'intention d'enseigner. Les conservateurs sont consternés par l'abandon des positions pour lesquelles Jean-Paul II et Benoît XVI ont résisté, les libéraux ne sont pas plus satisfaits de l'enseignement vague d'*Amoris Laetitia*. Ce document ne dit pas clairement si l'Église a vraiment l'intention d'admettre les divorcés et remariés à la Communion, et il laisse intacts les autres questions de moralité sexuelle, de l'avortement à l'homosexualité, qu'ils espéraient voir abordées. À certains égards, le Pape François s'est montré un ennemi du libéralisme ; il a condamné

à plusieurs reprises l'avortement (bien qu'il n'ait pas manqué de confondre les idées) et s'est fortement prononcé contre l'idéologie. Mais si son programme de libéralisation est la vraie voie à suivre, ne pourrions-nous pas attendre de lui qu'il le prêche avec la clarté et le courage de celui qui parle dans l'esprit du Christ ?

Le pontificat de François pose toute une série de questions sans réponse. Quelles leçons pouvons-nous tirer de la politique du Pape à l'égard des organismes du Vatican qui étaient autrefois les gardiens de la doctrine de l'Église ? Pouvons-nous être sûrs que l'enseignement catholique condamne encore l'avortement, ou est-il modifié par les protestants et les agnostiques qui ont été amenés à l'Académie Pontificale pour la Vie ? François nous dit que l'Église dans le passé a soutenu un « idéal artificiel de mariage », mais quelle est la doctrine du mariage qu'il nous prêche maintenant ? Qu'est-ce que cela signifie que, sous le Pape François, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi ne répondra pas si l'enseignement catholique croit en des normes morales objectives, et qu'il semble être considéré comme une offense de poser la question ? Comment se fait-il qu'un homme comme l'Archevêque Paglia soit jugé apte à diriger l'Institut Jean-Paul II pour les Études sur le Mariage et la Famille et l'Académie Pontificale pour la Vie ? Peut-on s'attendre, sous son patronage, à trouver des peintures murales homo-érotiques qui poussent sur les murs des églises catholiques de San Francisco à Manille ? Si c'est le cas, est-ce que le Pape François va hausser les épaules avec : « Qui suis-je pour juger ? » Ou nous dira-t-il quoi que ce soit ? Sur un plan plus général, est-ce que François pense que son troupeau mérite des réponses à de telles questions, ou est-ce qu'ils sont juste des moutons sans cervelle, pour être conduits là où leur maître choisit de les pousser ?

5. MISÉRICORDE ! MISÉRICORDE !

« L'Église est une histoire d'amour. Si nous n'y parvenons pas, nous n'avons rien compris de ce qu'est l'Église. »

(Pape François, méditation du matin dans la chapelle de la Casa Santa Marta, 24 avril 2013)

1) LA DESTRUCTION DES FRÈRES FRANCISCAINS DE L'IMMACULÉE

Lorsque Jorge Mario Bergoglio est sorti de la *loggia* de la Basilique Saint-Pierre et est devenu le premier Pape à prendre le nom de François, il a semblé correspondre parfaitement au pape réformateur que le public avait voulu. En utilisant ce nom, il a choisi de rendre hommage au grand saint médiéval et réformateur saint François d'Assise, aujourd'hui le plus étroitement associé à la « sainte pauvreté », le thème principal du nouveau pontificat du Pape. L'hagiographie sélective a réduit saint François à un pacifiste portant des sandales et aimant les animaux, mais le vrai homme était un sévère défenseur de la foi, prêchant l'obéissance à Dieu à travers Son Église. Loin d'une aversion au prosélytisme actif – appelant franchement les non-catholiques à la conversion – saint François se rendit en Égypte pour confronter le sultan et prêcher le nom du Christ au risque du martyre. En même temps, ses lettres témoignent de son insistance à honorer Dieu dans la liturgie avec de précieux et beaux meubles d'autel.

L'authentique spiritualité « franciscaine » a été redécouverte et réincarnée à notre époque avec la fondation d'un nouvel institut religieux, les Frères Franciscains de l'Immaculée, en 1970 à Frigento en Italie. Les Pères Stefano Maria Manelli et Gabriel Maria Pellettieri étaient des Franciscains Conventuels qui voulaient revenir à une forme plus rigoureuse de vie religieuse. Manelli est considéré comme un pionnier de la vie spirituelle, ayant rédigé la « Traccia Mariana », un plan marial pour la vie franciscaine qui expose le charisme, la prière et le dévouement de l'Ordre à la Vierge Marie. Elle peut être considérée comme le noyau de la spiritualité unique de l'institut.

La dévotion spéciale du nouvel institut à Marie a été enracinée dans la spiritualité de saint Maximilien Kolbe, Franciscain polonais décédé à Auschwitz. En 1990, l'Institut a été élevé au rang « d'institut de droit diocésain » par l'archevêque de Bénévent. Alors que le reste de l'Église tombait dans une grave crise des vocations, les vocations des FFI abondaient et bientôt le besoin d'une branche féminine devint évident. En 1993, l'évêque de Monte Cassino a érigé les Sœurs Franciscaines de l'Immaculée, un institut religieux de femmes qui vivaient selon la *Regula Bullata* (147) et la *Traccia*.

En 1998, le Pape Jean-Paul II a fait des Frères Franciscains de l'Immaculée un « institut de vie religieuse de droit pontifical », et a étendu cette reconnaissance à la branche des Sœurs la même année. L'Institut a continué de grandir et s'est étendu dans le monde entier en Argentine, en Autriche, au Bénin, au Brésil, au Cameroun, en France, en Italie, au Portugal, au Nigéria, aux Philippines et aux États-Unis. Il servait surtout dans les pays pauvres où il était difficile de trouver d'autres ordres pour entreprendre un travail missionnaire. Avec ce renouveau, le Père Manelli suivit l'idéal défini par le décret de Vatican II, *Perfectae Caritatis*, sur le renouveau de la vie religieuse qui appelait à un « retour aux sources », les charismes originels de leurs fondateurs.

De leur histoire et de leur esprit, les Franciscains de l'Immaculée semblaient être tout ce que saint François représentait et tout ce que le Pape François attendait d'un institut religieux : la pauvreté la plus stricte, une vie de prière intense et un engagement missionnaire. La pauvreté, en particulier, était vécue littéralement par les Frères : leurs communautés vivaient de dons, attendant de la Providence pour trouver des personnes prêtes à subvenir à leurs besoins. On pourrait appeler cela une étude de cas par l'insistance du Pape François sur la pauvreté et l'aide aux pauvres.

Pourtant, quelques mois seulement après l'apparition du Pape François sur la *loggia* de Saint-Pierre, l'histoire des Frères allait s'aggraver. L'histoire de ce que l'on ne peut décrire que comme la persécution papale d'un ordre religieux florissant restera peut-être dans les mémoires comme l'une des plus étranges de l'époque moderne.

(147) Règle originelle de l'Ordre Franciscain, approuvée dans une Bulle Papale en 1223.

Une erreur fatale : l'amour de la tradition liturgique

Dans les dernières années du pontificat de Benoît XVI, les Frères de l'Immaculée avaient commencé à utiliser l'ordo pré-Vatican II de la Messe. Même après la publication du *Motu Proprio* de Benoît XVI, *Summorum Pontificum*, en 2007, l'utilisation de l'ancienne forme liturgique a été largement contestée par les évêques, surtout en Italie. Néanmoins, l'intérêt pour son usage a connu une croissance constante, et c'est peut-être cet intérêt grandissant pour les formes traditionnelles de la liturgie parmi les vocations plus jeunes des FFI qui a suscité la colère du Vatican. Lorsque l'Ordre vota pour utiliser l'Ancien Rite de préférence, ils devinrent immédiatement le deuxième groupe le plus important de l'Église pour le faire, avec plus de 200 prêtres, 360 frères et 400 moniales. Le signal adressé à l'Église dans son ensemble par cette communauté populaire qui abandonne la Forme Ordinaire ne pouvait pas être supporté par des hommes voués au nouveau paradigme catholique.

Les FFI ont commencé à utiliser régulièrement l'ancien rite après la publication de *Summorum Pontificum*. Au chapitre général de 2008, ils ont pris la décision d'adopter la forme extraordinaire de la messe dans tout l'ordre, tout en continuant à célébrer la Forme Ordinaire dans les communautés et les paroisses qui leur ont été confiées ; cette tentative de « bi-ritualisme » devait être catastrophique. Sensible aux répercussions politiques d'être étiqueté « traditionalistes », le Père Manelli s'est fait un devoir de continuer à célébrer la Forme Ordinaire lorsqu'il a rendu visite aux paroisses de l'Ordre. Il s'efforçait d'expliquer que ses frères ne rejetaient pas Vatican II dans leur décision liturgique. En mai 2012, le chapitre général des Sœurs Franciscaines de l'Immaculée, ainsi que la branche contemplative, ont également exprimé une préférence pour l'utilisation du Vieux Rite dans leurs chapelles.

Jusqu'à la fin de 2011, cette décision a reçu peu d'avis de Rome. Dans une lettre du Père Manelli et de ses conseillers datée du 21 novembre 2011, le Secrétaire Général des Frères a envoyé à toutes les maisons quelques normes indicatives pour l'utilisation de la Forme Extraordinaire, certaines communautés donnant la priorité à l'ancien rite et d'autres gardant la Forme Ordinaire. Celles-ci ont été approuvées par la Commission Pontificale *Ecclesia Dei* dans une lettre

Le Décret et le début de la persécution ouverte

Cela a changé lorsque le Cardinal brésilien João Braz de Aviz a été nommé à la Congrégation des Religieux en janvier 2011 : l'année suivante, il a ordonné une enquête sur les affaires de l'Ordre. Le 11 juillet 2013, la Congrégation a publié un décret exigeant que tous les prêtres des FFI cessent d'utiliser l'Ancien Rite de la Messe. « Si l'occasion se présente, le recours à la forme extraordinaire (*Vetus Ordo*) doit être expressément autorisé par les autorités compétentes, pour chaque religieux et/ou communauté qui en fait la demande. » La Congrégation pour les Religieux dissout le Conseil Général de l'Ordre et nomme un Commissaire Apostolique, le Père Capucin Fidenzio Volpi, comme supérieur effectif de toutes les communautés de la Congrégation et dont les dépenses sont à la charge de l'Ordre. Il devint également largement connu qu'il y avait de mystérieuses « allégations » contre l'ordre et son fondateur, le Père Manelli, mais Volpi et le Vatican refusèrent de les clarifier, alors que des rumeurs circulaient sur Internet. Ils comprenaient des récits sinistres d'un « vœu secret » (148) indéterminé que les membres avaient reçu l'ordre de prononcer. Des histoires affreuses ont été divulguées à la presse à scandales, avec des "ex-sœurs" anonymes prétendant que les sœurs avaient reçu l'ordre d'écrire leurs vœux dans le sang et de se « flageller » elles-mêmes pour la durée de « cinq Notre Père, cinq Ave Maria et cinq Salve Regina » (149).

Lentement, cependant, les réalités sont devenues claires à mesure que l'information était filtrée par des sources plus crédibles, souvent plus tard pour être corroborée par des officiels. On a appris qu'un groupe de cinq ou six « dissidents » de l'ordre s'était plaint au Cardinal Braz de Aviz, s'opposant particulièrement à l'utilisation de l'Ancien Rite, mais faisant allusion à d'autres délits, bientôt annoncés, qui n'ont finalement jamais vu le jour.

Parmi ces dissidents se trouvait le Père Alfonso Maria Bruno, bien connu pour son travail médiatique qui l'a rendu populaire en Italie. Le Père Bruno a été rapidement nommé porte-parole de l'ordre en Italie, et a dit à *Catholic News Agency* que la question de la Messe n'était « que la pointe de l'iceberg », bien qu'il ait refusé de préciser. Les FFI

étaient maintenant largement soupçonnés d'une sorte de comportement inapproprié, un "baiser de mort" sous-entendu, compte tenu de l'alarme sur les scandales d'abus sexuels des prêtres. Un autre nom majeur de la saga est celui de l'Américain, le Père Angelo M. Geiger. Lui aussi avait une présence importante dans les médias sociaux et devait devenir le gardien efficace de l'ordre sur Internet, filtrant l'information par le biais des comptes YouTube et Facebook et du site Web de l'ordre. Le Père Bruno est allé jusqu'à accuser les sœurs contemplatives de la congrégation de tomber dans « l'hérésie et la désobéissance ». Comme aucun journaliste n'avait accès à qui que ce soit d'autre que ces deux-là, il était impossible de vérifier ces affirmations.

Avec tout cela, les Frères et Sœurs de l'Immaculée ont jugé nécessaire de publier une note « officielle » le 3 août 2013, expliquant que les allégations étaient fausses. Le Père Manelli « non seulement n'a jamais imposé à toutes les communautés des F.I. l'usage – et encore moins l'usage exclusif – du *Vetus Ordo*, mais il ne veut même pas qu'il devienne l'usage exclusif, et il a personnellement donné l'exemple, en célébrant partout selon l'un et l'autre *Ordo* ». Cette réponse n'eut cependant que peu d'effet ; le décret du Vatican fut exécuté et largement dépassé au cours des trois années suivantes.

(148) Les membres de l'ordre font un quatrième vœu « Marial » en accord avec leur charisme dans lequel ils sont spécialement consacrés à la Mère de Dieu et s'engagent à travailler pour la venue du royaume du Christ dans le monde. Les vœux supplémentaires spécifiques au charisme particulier d'un ordre sont normaux dans la vie religieuse catholique.

(149) L'appétit pour de telles fables de Maria Monk de la vie de couvent ne semble jamais être mort parmi une certaine classe de lecteurs. Mais leur authenticité est facilement éliminée. Quant à « l'autoflagellation », l'utilisation de « la discipline » – un petit bouquet de cordes faites à cette fin et strictement réglementées dans les règles d'une communauté – a été considérée comme une pratique pénitentielle normale de l'Église dans tous les siècles jusqu'au Concile Vatican II. La signature de vœux dans le sang est suffisamment absurde pour être simplement oubliée.

Le Pape sait-il ?

Plus importante que la question de la forme de la Messe – même avec ses répercussions politiques plus larges – était cette affaire comme indication des nouvelles méthodes du Pape. La façon dont le Pape François a traité la lettre des dissidents a été perçue dès le début comme une rupture radicale avec la façon de gouverner de Benoît XVI. La loi de l'Église inclut les principes de la preuve et de l'application régulière de la loi, mais l'absence de toute justification normale, que ce soit pour la visite initiale de 2012 ou la nomination subséquente du Commissaire, était révélatrice. Aucune cause spécifique d'inconduite n'a été mentionnée dans le décret ou à tout moment par la suite. Les raisons des mesures canoniques prises semblaient insuffisantes, voire triviales.

Le deuxième signataire du décret, l'Archevêque José Rodríguez Carballo, est un personnage d'une importance particulière. Le Vaticaniste Sandro Magister a écrit : « Rodríguez Carballo... jouit de la confiance totale du pape. Sa promotion en tant que second de la congrégation a été soutenue par François lui-même au début de son pontificat. » La nomination de Rodríguez Carballo à la Congrégation pour les Religieux fut en fait la première nomination majeure du Pape au Vatican en avril 2013, moins d'un mois après le Conclave. Mais Rodríguez Carballo avait déjà une réputation notoire, ayant déjà été impliqué dans un grand scandale financier au cours de ses dix années comme Ministre Général de l'Ordre Franciscain, avant sa nomination au Vatican. Le scandale avait mis en danger la stabilité financière de l'Ordre Franciscain, comme le Père Michael Perry, successeur de Carballo, l'a révélé dans une lettre à ses frères. Ce que les médias ont appelé une « maxi-fraude » a frappé durement l'Ordre des Franciscains : la fraude et le détournement de dizaines de millions d'euros l'ont mis à genoux financièrement. Sous le règne de Rodríguez Carballo, l'ordre avait investi de l'argent dans des sociétés offshore en Suisse qui, à leur tour, étaient impliquées dans le trafic d'armes, le trafic de drogue et le blanchiment d'argent.

Il semble qu'il a permis la mauvaise gestion intentionnelle des fonds en Italie par des personnes extérieures à l'ordre, qui se sont enrichies avec l'aide des membres de l'ordre. Le Père Michael Perry a écrit dans sa lettre que l'ordre « se trouve dans une grave, et je souligne "grave", difficulté financière, avec un lourd fardeau des dettes », et a ajouté : « Les systèmes de surveillance et de contrôle financiers pour la gestion du patrimoine de l'Ordre étaient soit trop faibles, soit compromis,

limitant ainsi leur efficacité à garantir une gestion responsable et transparente. » Les Frères avaient été impliqués dans « un certain nombre d'activités financières douteuses » et le Père Perry a dû faire appel à des avocats et aux autorités civiles pour enquêter sur le scandale.

Sans attendre le rapport complet des autorités suisses sur le cas des Franciscains, le Pape François a promu son homme de confiance à une position plus influente et plus élevée dans la hiérarchie de l'Église.

Le « règne de la terreur » du Père Fidenzio Volpi

La réaction du Père Manelli au décret de juillet a été présentée comme exemplaire. Malgré le fait d'être dans la ligne de feu et d'être par la suite blâmé pour la mauvaise gestion de l'institut et des crimes plus graves, le fondateur de l'ordre a recommandé à tout l'institut d'obéir au Saint-Père et a exprimé sa confiance que cette obéissance apporterait des « grâces plus grandes ». Son espoir aurait pu être que le nouveau pape favoriserait une évaluation objective de la situation de l'institut et apporterait la justice dans une situation où une poignée de frères se sont rebellés contre la majorité de leur institut.

Il a été révélé que le Père Volpi – qui soutenait que son « travail » avait été « spécifiquement ordonné par le Vicaire du Christ » – avait reçu l'ordre de contenir « la dissidence » dans les rangs, d'établir l'unité et d'évaluer les finances de l'ordre. En effet, il s'agissait d'une prise en charge complète de l'institut – prêtres, frères, sœurs et tertiaires. Le gouvernement du Père Volpi était impitoyable : le gouvernement général a été destitué et le fondateur, le Père Manelli, a été placé en résidence surveillée *de facto*, et il a reçu l'ordre de rester en isolement dans le sud de l'Italie, où il se trouve encore aujourd'hui, sans possibilité de communiquer avec le monde extérieur, y compris sa famille, ou l'un des Frères. Les Frères qui ont adressé une pétition au Vatican pour leur propre compte ont été punis ou menacés d'expulsion. Une pétition a été rédigée contre l'interdiction de la Forme Extraordinaire par quatre érudits laïcs, mais elle a été ignorée.

Déjà en décembre 2013, de nombreux catholiques en avaient assez et ont fait circuler une pétition demandant la destitution du Père Volpi. « En l'espace de cinq mois, le Père Volpi a détruit l'institut, provoquant

chaos et souffrance à l'intérieur, scandale parmi les fidèles, critique de la presse, malaise et perplexité dans le monde ecclésiastique. » Cette lettre a également été ignorée.

Le 8 décembre 2013, le Père Volpi a riposté par une autre série de sanctions, y compris la fermeture du séminaire de l'Ordre, dans une lettre adressée à tous les Frères. Il y déplorait « la désobéissance et les obstacles à mon travail, ainsi que les attitudes de suspicion et de critique à l'égard de notre sainte Mère l'Église – au point même de l'accuser diffamatoirement de la "destruction du charisme" à travers ma personne. »

Cette lettre constitue la première accusation « officielle » d'inconduite contre le Père Manelli qui, dit-il, a « transféré le contrôle » des biens de l'institut à des membres du laïcat, « des personnes connues pour être des enfants spirituels ou des parents du Fondateur, le Père Stefano M. Manelli, ainsi qu'aux parents de diverses sœurs », pour les soustraire à l'influence du Commissaire. Le Père Volpi a dénoncé les religieux qui voulaient demander la fondation d'un nouvel institut centré sur l'Ancien Rite. Il a également ordonné la suspension de l'organisation des tertiaires jusqu'à nouvel ordre.

Avec l'interruption des études au séminaire et la suspension du programme d'études privées de l'Institut, les étudiants en théologie ont été transférés à Rome pour poursuivre leur travail. Les étudiants en philosophie ont été envoyés au collège diocésain de Bénévent. Les ordinations diaconales et sacerdotales ont été suspendues pendant un an. Il a été demandé à tous les candidats aux Ordres Sacrés de souscrire formellement à leur acceptation de la Forme Ordinaire de la Messe et des « documents du Concile Vatican II » dans ce que l'on appelait un « serment » de conformité. Les candidats qui ne s'y conformaient pas ont été immédiatement renvoyés de l'institut. De plus, chaque religieux devait exprimer par écrit sa volonté de continuer à être Frère Franciscain de l'Immaculée dans la forme révisée de l'Institut. La Mission laïque de l'Immaculée Médiatrice en Italie a été formellement suspendue, de même que le Tiers-Ordre des Frères Franciscains de l'Immaculée et toutes les activités d'édition – une œuvre majeure de l'Ordre – ont été interrompues.

Le Père Volpi a promu l'un des cinq premiers dissidents, le Père Bruno, au poste de Secrétaire Général (il a depuis été démis de ses fonctions). Sous la direction du Père Manelli, Bruno était responsable des relations publiques, y compris les réseaux de médias sociaux. Sa position à l'égard des médias a été particulièrement utile une fois que

la Commission a commencé ses travaux ; il a été le premier à rendre publique la décision du Vatican d'avoir un Commissaire et il a informé les journalistes de manière unilatérale. Certains l'appelaient le chef des frères qui cherchaient à faire avancer l'Institut dans la direction libérale.

Pendant le "règne de terreur" du Père Volpi, d'innombrables frères ont quitté la structure officielle de l'Institut. Bien qu'il reste difficile d'obtenir des informations détaillées sur l'état actuel de l'ordre, certaines estimations estiment que plus des deux tiers de l'Institut ont essayé de trouver une autre solution ; beaucoup ont appelé à une refondation. Un petit groupe de frères a demandé à quitter l'Institut, cherchant refuge aux Philippines. Six frères ont approché Mgr Ramon Cabrera Argüelles, Archevêque de Lipa, pour évaluer la possibilité de refonder l'Institut avec leur charisme originel au sein de son diocèse. Ceux-ci ont été traqués par le Père Volpi et le Père Bruno, punis d'une *suspense a divinis* et privés de la possibilité de se défendre. La *suspense a divinis* est une action pénale normalement imposée seulement pour une transgression grave, et la personne accusée a le droit canonique de se défendre.

Toute cette procédure était contraire au droit canonique, mais elle n'a jamais été traitée comme telle et jamais révisée. Normalement, la demande de quitter une congrégation, un ordre ou un institut est commune et est accordée par milliers pour une grande variété de raisons. Dans le cas des Frères de l'Immaculée, tous les membres ont été collectivement empêchés de partir et forcés de vivre dans une atmosphère de répression, une action sans soutien canonique. Pendant tout ce temps, le Père Volpi n'a jamais précisé de quelle inconduite l'ordre était coupable.

Entre-temps, les accusations de Volpi contre le Père Manelli de s'être enfui avec les biens de l'ordre ont été rejetées par des tribunaux civils. Volpi avait intenté une action en justice pour suspicion de fraude, falsification de documents et détournement de fonds, et le Père Manelli y a répondu par une action en diffamation contre le Père Volpi. Les tribunaux ont ordonné au Père Volpi de restituer les biens, lui ont infligé une amende de 20 000 euros et lui ont ordonné de présenter des excuses publiques. En juillet 2015, le Tribunal d'Avellino a jugé qu'il n'y avait eu aucune faute d'aucune sorte de la part du Père Manelli ou de toute autre personne associée aux FFI et a ordonné la libération des biens appartenant à la Mission de l'Immaculée Médiatrice (MIM) et au Tiers-Ordre des Frères Franciscains de l'Immaculée (TOFI) qui avaient été saisis par Volpi. La valeur des

actifs s'élevait à environ 30 millions d'euros.

Mgr Ramon Cabrera Argüelles, Archevêque de Lipa aux Philippines, qui avait accueilli les six frères fuyant le régime du Commissaire, leur a offert un *celebret* – la permission de dire la Messe – dans son archidiocèse. La réaction du Père Volpi a été rapide : il a assisté à la Conférence Épiscopale Italienne de l'automne 2014 et a exhorté les évêques à ne pas incardiner les prêtres cherchant à quitter l'institut maltraité, accusant même les frères d'un complot pour « renverser » le pape. Entre-temps, l'Archevêque Cabrera Argüelles a déposé sa démission trois ans avant l'âge de la retraite obligatoire, et elle a été acceptée par le Pape François en février 2017. Bien que la démission n'ait pas été liée aux événements concernant les Frères, cela ne peut être exclu.

Le 4 avril 2016, la Congrégation pour les Religieux a décidé, par le rescrit *Ex audientia*, que les évêques doivent consulter le Vatican avant d'établir un institut de droit diocésain. C'est la seule réponse formelle du Pape à l'affaire, et c'est un pas bureaucratique, et elle représente un pas bureaucratique qui s'éloigne d'une approche « de base » des fondations. Beaucoup d'observateurs ont fait remarquer que cette action n'avait qu'un seul objectif : le diocèse des Philippines qui avait essayé de rendre possible une refondation des Frères de l'Immaculée.

Les Sœurs de l'Immaculée

Un an après la prise en charge des Frères, le Vatican s'est tourné vers les Sœurs. Le Cardinal Braz de Aviz a ordonné une visite dirigée par Sœur Fernanda Barbiero de l'Institut des Sœurs de Sainte Dorothee, connue pour ses tendances modérément féministes au sein d'un ordre « modernisé ». Sœur Barbiero a reçu des pouvoirs égaux à ceux du Commissaire des Frères. Mais il y avait une différence importante : alors que la visite des Frères avait été causée par un petit groupe de dissidents, les Sœurs se sont unies contre la visite, et aucune plainte n'a été envoyée au Vatican.

Entre mai et juillet 2014, Sœur Barbiero a demandé deux Visiteuses apostoliques supplémentaires pour la branche contemplative de l'Institut, les prieures des Pauvres Claires Damiana Tiberio et Cristiana

Mondonico, qui auraient tenu l'Ancien Rite dans une attitude générale de dédain. Les Visiteuses ont dit aux moniales qu'elles priaient trop et qu'elles faisaient trop de pénitence ! De plus, elles étaient « trop cloîtrées » et avaient besoin d'un programme de rééducation selon les critères du Concile Vatican II.

Les Sœurs de l'Immaculée ont fait appel devant le Tribunal de la Signature Apostolique – toujours dirigé par le Cardinal Raymond Burke qui avait tenté de défendre les Frères – contre l'extension des pouvoirs de leurs Visiteuses. La Signature a reconnu que les Visiteuses avaient outrepassé leur compétence telle que décrite dans le droit canonique. Quatre mois plus tard, le Cardinal Burke a été démis de ses fonctions de chef de la Signature par le Pape François.

De quoi s'agissait-il ?

Le 7 juin 2015, ces mesures extrêmes ont été interrompues de manière inattendue : le Père Fidenzio Volpi a été victime d'un accident vasculaire cérébral. Il a été hospitalisé immédiatement mais est décédé à 11h00 ce jour-là. Le nouveau Commissaire choisi pour l'Institut était le Père Salésien Sabino Ardito, avocat canonique, qui a poursuivi la même tâche, mais avec une approche plus modérée. Au moment d'écrire ces lignes, l'état complet – y compris les membres qui restent – de l'Ordre est inconnu. Les dernières nouvelles sont qu'au moins quinze maisons des FFI ont été fermées, 60 Frères ont officiellement demandé à être libérés de leurs vœux – on ne sait pas combien sont simplement partis – et au moins quelques maisons des Sœurs auraient refusé des vocations à cause de la crise. Le nouveau Commissaire se prépare à réécrire les constitutions de l'Ordre pour abolir la consécration spéciale à Marie, une disposition qui avait été approuvée par le Pape Jean-Paul II. Il est également proposé de changer le vœu de pauvreté absolue afin que l'Ordre puisse à l'avenir posséder des biens ; l'objet de ceci semble être de permettre au Vatican de contrôler l'Ordre par ses biens.

Les lettres et les actions du Père Volpi ont fourni des éclaircissements sur un point : « L'intervention chez les Franciscains de l'Immaculée a été précipitée par leur attachement croissant aux *positions théologiques Catholiques Traditionnelles* et pas seulement à la Messe latine traditionnelle. » [Emphase dans l'original.] Alors que de

nombreux catholiques ont tenté de minimiser la participation et l'approbation de l'affaire par le Pape François, la dissolution continue de l'Ordre après la mort du Père Volpi, en particulier après tant d'interventions des fidèles faisant appel au pape, ne peut laisser que peu de doutes.

Le Vaticaniste Sandro Magister a écrit au sujet de « l'étonnement » du monde catholique face à l'attaque du Vatican contre l'ordre, disant que « les Franciscains de l'Immaculée sont l'une des communautés religieuses les plus florissantes nées dans l'Église Catholique au cours des dernières décennies ». Mais il est à noter que les religieux nommés pour superviser la prise en charge étaient eux-mêmes membres de congrégations en déclin rapide, y compris les Capucins du Père Volpi et les Salésiens du Père Ardito. Alors que les Franciscains de l'Immaculée ont connu une croissance exponentielle en seulement un peu plus de quarante ans, les Frères Mineurs ont subi une chute des vocations, passant de 27 009 membres en 1965 à 15 794 en 2005, soit une baisse de 41%. Il convient de se demander si c'est bien le succès même de l'approche plus traditionnelle des FFI qui a attiré la colère des "progressistes" dont l'expérience de 50 ans semble avoir échoué.

Cette spéculation a été répétée en septembre 2016 par le Vaticaniste Giuseppe Nardi, qui a écrit : « Le Commissaire et le chef de la Congrégation des Religieux ont confirmé ce que les observateurs soupçonnaient depuis le début : La raison en était la caractéristique de l'Ordre mentionnée ci-dessus. Un ordre de rite nouveau, qui s'était déplacé vers le rite traditionnel, attirait de nombreuses vocations de jeunes et attirait de plus en plus l'attention d'autres ordres de rite nouveau, qui commençaient à s'intéresser à cette "histoire à succès", un tel ordre ne devrait évidemment pas exister. » La destruction des FFI a été un message bien reçu par ces autres ordres qui ont pris soin de garder la tête basse.

Dans tout cela, l'attitude du Pape François a été typiquement opaque. Il a fait la sourde oreille aux innombrables pétitions et supplications des Frères et des fidèles, assis comme spectateur olympique des forces en conflit au sein du Vatican (José Rodríguez Carballo et le Cardinal Braz de Aviz), qui étaient en position de pouvoir mais avec un arrière-plan discutable. Aucune preuve canonique formelle n'a jamais été faite contre le Père Manelli, les allégations informelles sont restées sans fondement et aucun tribunal ecclésiastique ou laïc n'a condamné Manelli pour comportement inapproprié. Mais même les conclusions contre son propre Commissaire par les tribunaux séculiers n'ont pas

suscité de réponse de la part du Pape.

De nombreuses questions demeurent, mais la plus urgente est peut-être la première : quel était le véritable motif de l'attaque contre les Frères et Sœurs Franciscains de l'Immaculée ? Si ce n'était pas la question liturgique, pourquoi était-ce la première chose à restreindre ? Pourquoi n'a-t-on jamais donné d'autre raison ? Pourquoi n'a-t-on pas abordé le fait que le décret du Cardinal Braz de Aviz s'oppose au *Summorum Pontificum*, un décret papal ?

Ces questions sont d'autant plus aiguës que l'affaire des Frères Franciscains de l'Immaculée est comparée à celle des Légionnaires du Christ. Le premier institut a été fondé par le bon Manelli, qui a fait renverser toutes les accusations portées contre lui par les tribunaux laïcs ; le second a été fondé par Marcial Maciel, toxicomane sexuellement libertin, qui a consacré son temps entre ses maîtresses à amasser une fortune avec les dons des riches. Peu d'organismes représentaient plus que les Légionnaires l'alliance de l'Église avec le capitalisme contre lequel le Pape François a lancé des condamnations répétées. En revanche, les Franciscains de l'Immaculée étaient des enfants dans le monde de la politique ecclésiastique. Ils ont suivi saint François en plénitude, dans leur pauvreté authentique, dans leur innocence hors du monde et dans leur dévouement à une vocation spirituelle. C'est là que se trouvait « l'Église des pauvres » que le Pape François appelait de ses vœux au début de son règne.

Dans le cas des Légionnaires du Christ, les allégations contre le fondateur et une explication des mesures qui devaient être prises ont été fournies publiquement dès le début. Le Cardinal Velasio de Paolis se comportait comme un père bienveillant envers les Légionnaires, même si leur charisme était très différent du sien.

Lorsque le Cardinal Joseph Ratzinger a été élu Pape en 2005, il a personnellement pris la décision d'enquêter sur l'affaire Marcial Maciel, fondateur des Légionnaires du Christ. Un comportement immoral grave, étayé par des preuves devant les tribunaux laïques et ecclésiastiques, était allégué et devait être traité. Benoît XVI n'a pas puni la Congrégation dans son ensemble, mais il a soigneusement et méticuleusement essayé de tamiser les effets que la mauvaise influence du fondateur avait eus, et quelles parties du charisme pouvaient être conservées. C'est la ligne qu'a suivie le Cardinal de Paolis. L'enquête a été longue et difficile, mais elle a été clôturée au début de l'année 2014.

Lorsque Jorge Bergoglio a été élu Pape en 2013, il a approuvé l'enquête sur les Frères de l'Immaculée. Aucune accusation officielle n'a été portée contre le fondateur, le Père Stefano Manelli, et aucune preuve n'a été produite. Une campagne a fait surface dans les médias pour calomnier le Père Manelli, qui a été puni d'assignation à résidence et n'a pas eu l'occasion de se défendre. En même temps, son ordre était dirigé tyranniquement par un père Capucin qui a fait crouler l'ordre par terre et s'est mis dès le début à détruire un élément significatif du charisme de l'Institut, le vieux rite de la Messe.

En reflétant cette différence de traitement, on ne peut que constater une différence dans les capacités mondaines des deux instituts. Les Légionnaires du Christ se sont distingués dès leur fondation par leurs rapports étroits avec les riches donateurs et les institutions financières, et les dons somptueux qu'ils ont faits au Vatican ont été la raison pour laquelle les accusations contre leur fondateur ont été longtemps bloquées et réprimées. Les faits parlent d'eux-mêmes, et nous voyons lequel de ces enfants de l'Église a connu la miséricorde et lequel a reçu une sévérité rarement rencontré dans un autre ordre.

2) L'INTERVENTION DANS L'ORDRE DE MALTE

Divisions nationales entre les Chevaliers.

« Ordre de Malte » est le nom donné aujourd'hui à l'ordre médiéval des Chevaliers Hospitaliers. Pendant cinq siècles, l'Ordre a gouverné successivement les îles de Rhodes et de Malte, c'est pourquoi ce dernier nom lui est donné dans l'usage courant. Bien que l'Ordre opère maintenant depuis Rome, ayant cédé Malte à Napoléon en 1798, la souveraineté qu'il a toujours (par une anomalie curieuse mais pleinement acceptée) a continué à être reconnue en droit international : le Grand Maître est un prince souverain, ses ambassadeurs accrédités dans plus d'une centaine de pays ont le même statut que ceux des autres États, et le siège de l'Ordre à Rome jouit d'un statut extraterritorial (150). Les chevaliers se consacrent aujourd'hui à leur tradition hospitalière et dirigent des agences caritatives dans le monde entier. Le noyau de l'Ordre est un petit nombre de chevaliers célibataires qui prononcent les vœux religieux, comme ils l'ont fait lorsqu'ils constituaient une élite combattante dans

les Croisades, mais l'essentiel est constitué de Chevaliers d'honneur et de Dames, organisés en Associations Nationales. Il fut un temps où l'Ordre représentait l'apogée de l'exclusivité aristocratique, mais ce caractère s'est depuis longtemps dilué ; sa composition va de l'aristocratie stricte, comme on le voit encore dans quelques associations européennes, à des pays où il n'a aucun caractère nobiliaire.

Le conflit qui a conduit le Pape François à forcer la démission du Grand Maître en janvier 2017 trouve son origine dans une rivalité nationale qui a atteint son paroxysme lors de l'élection précédente du Conseil de gouvernement de l'Ordre. D'un côté, il y avait l'Association Allemande, qui est de loin le plus riche des groupements nationaux de l'Ordre, recevant d'importantes subventions du gouvernement allemand ; elle est aussi très efficace et gère un certain nombre d'organismes caritatifs, dont Malteser International. C'était à la tête une bûche avec le Grand Maître, l'Anglais Fra Matthew Festing (151), dont le poste était un engagement à vie. Grâce à la mauvaise gestion électorale par les partisans du Grand Maître, et à l'efficacité correspondante de l'autre côté, l'élection de 2014 a placé les Allemands dans une position très forte au sein du gouvernement de l'Ordre : trois des dix membres du Conseil étaient originaires de ce pays (le Baron Boeselager, le Comte Esterhazy et le Comte Henckel von Donnersmarck), tandis que deux autres, tous deux nobles également, étaient des candidats du lobby allemand. De l'autre côté se trouvaient quatre conseillers qui étaient des partisans du Grand Maître, avec un dixième qui pourrait être appelé un électeur flottant. Cinq des membres du Conseil, en plus du Grand Maître, étaient des chevaliers profès.

Le Grand Maître Festing était un Anglais insulaire qui, après avoir été appelé en Italie par son élection en 2008, n'avait pas fait beaucoup de progrès dans la langue, et encore moins dans la maîtrise du labyrinthe des cercles italiens et du Vatican. Bien qu'il soit issu d'une famille militaire distinguée, Fra Matthew n'était pas un aristocrate, et il se peut que ses manières modestes aient contribué à l'hostilité manifestée à son égard par certains Allemands. Fra Matthew était aussi un traditionaliste à part entière, en termes doctrinaux et liturgiques, tout comme deux ou trois de ses partisans au Conseil, ce qui, en soi, a provoqué un manque de compréhension entre les deux parties en ce qui concerne leurs perspectives religieuses. Ces derniers n'étaient pas tous des chevaliers profès, mais tous, contrairement aux cinq nobles du côté allemand, étaient des hommes de la classe moyenne qui s'étaient inspirés de la vocation religieuse séculaire de l'Ordre. C'est

l'aspect que le Grand Maître a tenu à promouvoir, et pendant les neuf années de son mandat, il a pris des mesures pour renforcer la vie spirituelle de l'Ordre. Il publia des règles prescrivant des obligations religieuses plus strictes pour les profès, créa un Institut de Spiritualité, qui publia un Journal de Spiritualité en versements annuels, et commença des cours de formation pour les chevaliers et aumôniers profès, dont l'avenir (on ne peut que le dire) semble incertain sous la nouvelle direction. Lorsque Fra Matthew Festing prit le relais en tant que Grand Maître, il n'y avait qu'une trentaine de chevaliers profès, mais il renforça considérablement le groupe, l'élevant à une soixantaine de membres de différents pays – il est frappant de constater que, malgré l'insistance constante, aucun d'entre eux ne venait d'Allemagne. On peut ajouter que les chevaliers profès de nos jours sont pour la plupart non nobles, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles l'Association Allemande hautement aristocratique les regarde d'un mauvais œil.

(150) Un exemple de cela, dont le Vatican a profité, est donné par le cas de Monseigneur de Bonis : voir ci-dessus au chapitre 3.

(151) Le titre "Fra" indique les chevaliers profès des trois vœux.

Un scandale dans les œuvres caritatives

Avant 2017, il était apparu que les agences caritatives gérées par l'Association Allemande, y compris Malteser International, distribuaient clandestinement des préservatifs dans le cadre de leur travail en Asie, en Afrique et ailleurs. C'était sous la responsabilité du Baron Albrecht von Boeselager en tant que Grand Hospitalier, poste qu'il a occupé jusqu'en 2014. Le Grand Maître Festing a ordonné une enquête devant mener à la mise en place d'un comité d'éthique sous la présidence du Cardinal Eijk ; c'est une autre partie du travail de Fra Matthew qui a été interrompu. Le rapport a été remis en 2016 et, d'après son compte rendu des activités de préservatifs, il était clair que Boeselager devait répondre, sinon en ayant lui-même commandé les programmes, du moins en ne les ayant pas divulgués. Entre-temps, cependant, Boeselager avait été élu au poste de Grand Chancelier, qui est celui de Premier ministre de l'Ordre. Le Grand Maître voulait une procédure disciplinaire contre lui pour ses actions en tant que

Grand Hospitalier, et il était soutenu en cela par le Cardinal Burke, qui était le Patron de l'Ordre (152).

En novembre 2016, le Cardinal Burke a eu une audience avec le Pape François dans laquelle il a expliqué le scandale de la distribution de préservatifs et a demandé l'autorisation d'agir contre elle. Une lettre du Pape du 1er décembre semble accorder cette autorisation. Au sujet des préservatifs, il est dit : « On veillera particulièrement à ce que les méthodes et les moyens contraires à la loi morale ne soient pas employés et distribués dans les initiatives caritatives et les efforts de secours. Si, par le passé, des problèmes sont apparus dans ce domaine, j'espère qu'ils pourront être complètement résolus. Je serais franchement mécontent si, en fait, certains hauts fonctionnaires – comme vous me l'avez dit vous-même – tout en connaissant ces pratiques, notamment en ce qui concerne la distribution de contraceptifs de toute sorte, n'étaient pas intervenus jusqu'à présent pour y mettre fin. » (153)

Cela semblait être un signal pour aller de l'avant. Il y avait aussi des parties de la lettre qui reflétaient les expériences passées du Pape François avec l'Ordre en Argentine, un contexte qui doit être expliqué. L'histoire concerne les relations de Bergoglio avec le politicien argentin Esteban Caselli, qui était Chevalier de Malte et ambassadeur de l'Ordre ; associé à lui était l'Évêque Héctor Aguer, aumônier honoraire de l'Ordre. En 1997, lorsque la question d'un successeur du Cardinal Quarracino s'est posée, Aguer s'est classé avec Bergoglio comme l'un des évêques auxiliaires de Buenos Aires, et Caselli a utilisé ses liens avec le Vatican pour essayer de le promouvoir à l'archevêché de préférence à Bergoglio. Lorsque ce dernier a été nommé à la place, Caselli a tenté un geste de réconciliation en faisant en sorte que le gouvernement lui envoie un billet de première classe pour Rome lorsqu'il s'y est rendu pour recevoir le pallium, mais Bergoglio l'a rendu décheté (154). Les manœuvres de 1997 n'avaient pas eu de nuance idéologique particulière (Aguer semblait être un candidat plus soigné et cultivé, mais pas sensiblement plus conservateur), mais pendant les quinze années suivantes, alors que Bergoglio se déplaçait visiblement vers la gauche, Caselli et Aguer sont apparus comme les figures de proue de l'opposition conservatrice à son égard. Le conflit a eu une recrudescence vers 2010, lorsque les mauvaises relations de Bergoglio avec le gouvernement Kirchner ont atteint un point tel qu'un groupe d'évêques et de laïcs a cherché à le remplacer en tant qu'Archevêque de Buenos Aires. Mgr Aguer n'était pas nécessairement l'alternative envisagée à cette occasion, mais Caselli, avec son influence au Vatican, était à nouveau le principal acteur laïc.

Ces événements sur son sol natal avaient donné au Pape François une expérience inhabituelle de l'Ordre de Malte. L'Ordre est une organisation décentralisée, et sa politique (si l'on peut l'appeler ainsi) a toujours été de créer une Association dans un pays et de la laisser continuer à sa manière. Le résultat est que, dans une grande partie de l'Amérique Latine, il a montré un caractère ploutocratique, avec peu d'attention aux œuvres caritatives dans lesquelles il brille ailleurs ; en d'autres termes, il représentait le genre de catholicisme capitaliste de droite contre lequel la rhétorique de Bergoglio était habituellement dirigée. Bergoglio aurait également été au courant d'une autre caractéristique, le scandale de la loge maçonnique italienne P2, qui a atteint son apogée dans les années 1990 après que le leader de la loge a été trouvé assassiné par des ennemis de la Mafia, tandis que son numéro deux, le banquier Umberto Ortolani, a été emprisonné pour faillite frauduleuse ; à part l'Italie, l'Argentine a été le pays où P2 avait le plus répandu ses tentacules. Ortolani était un Chevalier de Malte (ayant bien sûr caché son appartenance maçonnique), et était en effet un ambassadeur de l'Ordre en Amérique Latine. Ces méfaits passés aident à expliquer certaines remarques de la lettre du Pape au Cardinal Burke qui n'avaient que peu de pertinence par rapport à la question qui avait été soulevée avec lui. Le Pape a fait allusion aux « manifestations d'un esprit mondain qui sont contraires à la foi catholique » et a mis en garde contre « les affiliations et associations, mouvements et organisations » – c'est-à-dire la Franc-Maçonnerie, qui avait toujours été une sorte d'abeille dans le bonnet de Bergoglio. Ces références devaient être transformées par certains journalistes dans un récit selon lequel, en intervenant dans l'Ordre de Malte, le Pape François s'opposait en réalité au catholicisme « mondain » représenté par le Grand Maître, contrairement à Boeselager et à son parti. Comme le suggère la description qui précède, rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

Armé de la lettre du Pape, le Cardinal Burke s'est présenté au siège de l'Ordre à Rome et a annoncé que le moment était venu de passer à l'action face au scandale du préservatif. L'idée initiale était d'engager une procédure disciplinaire contre Boeselager, ce qui aurait impliqué sa suspension pendant que les charges faisaient l'objet d'une enquête ; mais cela nécessitait une majorité des deux tiers au Conseil de l'Ordre, ce qui a été bloqué par le parti allemand. Le Grand Maître a donc choisi, dans un usage exceptionnel de son pouvoir de supérieur religieux, d'exiger la démission de Boeselager en vertu de la promesse qu'il avait prise comme Chevalier d'Obéissance (une classe spéciale de l'Ordre, qualifiant un chevalier non-profès pour occuper les fonctions

supérieures). Sur le refus de Boeselager, le 8 décembre 2016, le Grand Maître l'a renvoyé, techniquement pour violation de la promesse d'obéissance. Aucune revendication n'a été faite (comme certains l'ont prétendu plus tard) que le Pape avait explicitement ordonné le renvoi de Boeselager, mais sa lettre semblait garantir que le soutien du Pape était là pour l'action du Grand Maître.

(152) Le Cardinal Patron est le représentant diplomatique du Pape auprès de l'Ordre de Malte, tandis que l'Ordre nomme son propre ambassadeur auprès du Saint-Siège.

(153) Cette lettre et d'autres parties de la lettre papale ont été publiées par Riccardo Cascioli dans La Nuova Bussola Quotidiana, le 2 février 2017.

(154) Voir Austen Ivereigh, "The Great Reformer" (Le Grand Réformateur), p.241.

Suivez l'argent

Mais à travers ce différend, qui était d'ordre moral et disciplinaire, une autre affaire est tombée, ce qui explique l'intervention extraordinaire du Vatican. Il s'agit d'un grand fonds fiduciaire qui avait été mis en place des années auparavant par un donateur français, avec l'intention qu'une partie de celui-ci aille à sa mort à l'Ordre de Malte. En 2013, le fonds était géré par une fiduciaire à Genève qui était bien connue pour la gestion d'un éventail de fiducies dans les paradis fiscaux et autres ; elle a attiré des avis journalistiques à d'autres occasions lorsque des transactions financières confidentielles ont été révélées, par exemple à l'époque du Panama Papers. Les noms du fonds suisse et de la fiduciaire sont parfaitement connus et ont été publiés, mais ils ne sont pas mentionnés ici en raison des menaces d'action en justice que la fiduciaire a rapidement fait pour préserver son anonymat. On peut cependant affirmer qu'en 2013, sous l'ancien Grand Chancelier, l'Ordre a entamé une action en justice contre la fiduciaire pour sa gestion de la fiducie, et d'autres bénéficiaires potentiels ont été associés dans cette affaire, y compris l'Ordre Hospitalier de Saint-Jean de Dieu. Ils ont déposé une plainte auprès du Procureur de la République, qui a réagi en gelant les avoirs de la fiducie.

En 2014, cependant, lorsque Boeselager est devenu Grand Chancelier, il a lancé une nouvelle politique, et un certain nombre d'autres personnalités se sont impliquées dans l'affaire. Il s'agissait de deux banquiers qui étaient Chevaliers de Malte et qui étaient actifs en Suisse. Le nonce apostolique à Genève, l'Archevêque Silvano Tomasi, était lié à eux ; il était le Président d'une fondation, *Caritas in Veritate*, dont l'un des deux banquiers était trésorier. L'Archevêque Tomasi a eu des relations amicales, étonnamment amicales, avec la fiduciaire litigieuse, qui avait l'habitude de commencer ses courriels avec "*Caro Silvano*". Les trois personnes mentionnées étaient en étroite association avec le Grand Chancelier Boeselager, et ils soutenaient la nouvelle politique qu'il préconisait : arrêter la poursuite contre la fiduciaire et en arriver à un arrangement par lequel elle débloquerait une partie convenue des fonds. La question de savoir dans quelle mesure le Saint-Siège pouvait en bénéficier est un point controversé. L'Archevêque Tomasi attendait de l'argent de la fiducie ; on pense qu'on comptait sur Boeselager pour s'assurer que le Vatican obtenait sa part de l'argent que l'Ordre de Malte devait recevoir, et il a en fait été allégué que le Vatican attendait d'annuler le statut souverain de l'Ordre et de prendre le contrôle de ses actifs, de ses avoirs et de ses actions.

Cependant, la proposition de parvenir à un accord avec la fiduciaire s'est heurtée à l'opposition du Grand Maître Festing, qui voulait que le procès suive son cours. Le problème caché (bien qu'il n'en soit pas conscient) était que la fiduciaire menaçait de révéler toutes les communications qu'elle avait eues avec Boeselager et ses associés si elle était soumise à un interrogatoire judiciaire, un sort qui ne pourrait être évité que si un compromis était atteint. Enfin, la date limite pour les poursuites pénales était la fin janvier 2017.

Le Vatican intervient

Cela signifie que le licenciement de Boeselager le 8 décembre 2016 a précipité une véritable crise, qui n'avait rien à voir avec la distribution de préservatifs. Sans lui comme Grand Chancelier, il n'y avait aucun espoir d'arrêter la poursuite en janvier ; diverses parties n'obtiendraient pas l'argent qu'elles espéraient, et une quantité de communications privées embarrassantes verraient le jour.

Heureusement (de son point de vue) Boeselager était en bonne position pour tirer les ficelles. En l'occurrence, son frère George venait d'être nommé à la Commission de Surveillance des Cardinaux de l'Institut des Œuvres de Religion, la nomination étant annoncée le 15 décembre, c'est-à-dire qu'il était devenu l'un des gouverneurs de la Banque du Vatican. Albrecht Boeselager lui-même était bien connu pour être aussi épais que des voleurs avec le Cardinal Parolin, le Secrétaire d'État ; en fait, en avril 2017, un Chevalier allemand de Malte a révélé que les deux avaient travaillé ensemble systématiquement depuis deux ans pour saper la position du Cardinal Burke dans l'Ordre. L'Archevêque Tomasi avait aussi, bien sûr, une ligne directe avec le Secrétaire d'État. En quelques jours, l'appareil du Vatican est passé à l'action pour renverser le congédiement inopportun. Le Cardinal Parolin écrivit au Grand Maître une lettre enflammée soutenant que les intentions du Pape devaient être comprises dans un contexte de dialogue, et qu'il n'avait jamais eu l'intention de rejeter qui que ce soit (une affirmation qui est devenue ironique à la lumière de ce qui s'est vite passé). Mais le Grand Maître et le Cardinal Burke, qui interprétaient l'attitude du Pape à la lumière de sa lettre du 1er décembre, ne voyaient aucune raison de céder. Des mesures plus fortes seraient nécessaires du côté du Cardinal Parolin, et elles ont pris la forme d'une action qui était suprêmement révélatrice. Le 22 décembre, Parolin a annoncé la nomination d'une commission (appelée par euphémisme « groupe ») pour étudier le licenciement du Grand Chancelier. Il se composait de l'Archevêque Tomasi en tant que président, des deux banquiers qui avaient été impliqués dans les affaires du fonds suisse, d'un Chevalier belge décrépit de Malte qui était un partisan inconditionnel de Boeselager, et d'un Jésuite curial dont la qualification pour son poste, à en juger par ses déclarations lors de l'enquête suivante, peut avoir été une indifférence fade à la moralité de l'utilisation des préservatifs.

La première chose à dire au sujet de cette mesure est qu'il s'agit d'une question de compétence. En 1952, alors qu'un différend avait surgi entre l'Ordre de Malte et le Saint-Siège, le Pape Pie XII nomma personnellement une commission spéciale de cinq cardinaux pour le juger, puisque rien de moins n'aurait été dû au caractère souverain de l'Ordre ; pourtant, il a été proposé ici, sous l'autorité du Secrétaire d'État, d'avoir cinq personnes sans statut jugeant les actions du Grand Maître de l'Ordre et du cardinal sur l'avis duquel il avait agi. La deuxième faute était le conflit d'intérêts flagrant d'au moins trois des commissaires nommés ; en effet, il est étonnant que le Cardinal Parolin ait attiré l'attention de cette façon sur le véritable point de conflit, un lien qui a été immédiatement repris par la presse : il a

montré, à tout le moins, ce qu'il pensait que le vrai problème était. Et la troisième anomalie était l'inadéquation entre le but avoué de la commission – enquêter sur le licenciement du Grand Chancelier – et ce qu'elle a fait. Le 7 janvier 2017, Mgr Tomasi a fait circuler une lettre aux membres de l'Ordre, dont la plupart n'avaient aucune connaissance possible des circonstances du licenciement, les invitant à soumettre toutes les informations qui leur plaisent. Ce qu'il faisait, c'était de lancer un exercice de raclage de la boue contre le Grand Maître Festing sur la base duquel son licenciement pouvait être forcé. La commission accomplit son travail avec une hâte indécente, et devait produire, bien avant la date butoir de fin janvier, un rapport vicieusement diffamatoire qui était exclusivement l'œuvre des ennemis du Grand Maître.

Sous cet assaut, la réponse du Grand Magistère a été inefficace dès le début. Après avoir congédié Boeselager, Fra Matthew Festing était parti en Angleterre pour ses vacances de Noël. Seul chez lui, il a fait une série de déclarations agressives qui ont fait mauvaise impression lorsqu'elles ont été publiées dans la presse. Entre-temps, à Rome, le poste de Grand Chancelier avait été transféré au chevalier supérieur disponible, Fra John Critien, qui avait été jusque-là conservateur des collections d'art de l'Ordre ; c'était un homme aimable, sans expérience de la diplomatie ou du droit. En réponse aux attaques contre le Grand Maître, il a publié, sans vérification appropriée, une défense écrite par l'avocat officiel de l'Ordre, qui, dans la forme publiée, était obscure et inepte. Lorsque la commission du Cardinal Parolin a été nommée, le Grand Maître a répondu le 23 décembre par une lettre au Pape, rédigée en termes respectueux, soulignant pourquoi la commission était « inacceptable » – un mot qui a été retenu comme preuve d'intransigeance. La presse était animée avec le « conflit aigu » qui avait surgi entre l'Ordre de Malte et le Pape, mais il faut se rendre compte que Fra Matthew Festing n'avait pas une telle idée dans sa tête. Il imaginait qu'il avait le soutien du Pape dans l'action pour punir la distribution de préservatifs, et qu'il résistait simplement à l'intervention du Cardinal Parolin pour des raisons qui lui étaient propres. Tout aussi injustifiée était l'idée d'un conflit fondamental entre une position morale dure de la part du Grand Maître et du Cardinal Burke et la politique plus "miséricordieuse" menée par le Pape François. Sa lettre du 1er décembre condamnant les « contraceptifs de toute sorte » comme « contraires à la loi morale » semblait assez claire – à moins qu'il n'ait changé d'avis depuis lors.

Pendant les sept semaines qui ont précédé la démission forcée de Fra Matthew, l'Ordre a défendu son droit de conduire son gouvernement à

sa manière, et certains l'ont accusé d'arrogance en affirmant sa souveraineté contre le Saint-Siège ; mais c'est un peu comme condamner l'arrogance de quelqu'un qui défend son droit à sa maison, juste avant que le gouvernement décide de la confisquer. Les gens revendiquent naturellement les droits qui ont été respectés dans le passé. Comme nous l'avons déjà mentionné, il y avait déjà eu un conflit dans les années 1950, qui découlait de l'ambition d'un cardinal puissant de se faire lui-même nommé Grand Maître. Le 19 février 1953, un jugement du Saint-Siège lui-même avait statué que l'Ordre de Malte, en tant qu'ordre religieux, était soumis à la juridiction de la Congrégation pour les Religieux, et en même temps il reconnaissait la souveraineté de l'Ordre en tant qu'entité politique. Il n'a pas été suggéré que la Secrétairerie d'État avait une quelconque juridiction sur l'Ordre – logiquement, puisque c'est le département du Vatican chargé de ses relations avec les autres gouvernements, y compris l'Ordre de Malte. En fait, si l'on regarde ce qui s'est passé à l'époque, la Secrétairerie d'État n'a pas tenté d'intervenir dans le différend mais a agi avec une parfaite correction, en maintenant simplement ses relations diplomatiques habituelles avec l'Ordre.

En 2016-17, cependant, la décision rendue en 1953 a été ignorée par le Cardinal Parolin. Le renvoi du Grand Chancelier relevait du gouvernement politique de l'Ordre et, même s'il ne l'avait pas été, aucune tentative n'a été faite pour renvoyer l'affaire à la Congrégation des Religieux, l'organe compétent approprié ; le Cardinal Parolin, en tant que Secrétaire d'État, a revendiqué une autorité sur l'Ordre aussi absolue que s'il s'agissait d'un conseil paroissial. La différence entre les deux cas était que, dans les années 1950, le Pape Pie XII respectait la loi, et le différend s'était alors terminé par une victoire pour l'Ordre (le cardinal n'est jamais devenu Grand Maître). On dit que cette défaite a toujours été reléguée au Vatican, qui considérait le conflit comme la première bataille d'une guerre inachevée.

Le mépris du Cardinal Parolin pour la loi a été rapidement égalé par celui du Pape lui-même. Le 23 janvier, il a convoqué Fra Matthew Festing pour qu'il vienne au Vatican, n'informant personne et n'amenant personne avec lui. L'après-midi suivant, il a exigé la démission immédiate de Fra Matthew, tandis que le Baron Boeselager devait être réintégré comme Grand Chancelier. Ainsi, dans une intervention papale étonnante, l'homme soupçonné de bafouer l'enseignement moral de l'Église a été récompensé, et le supérieur qui avait essayé de le discipliner a perdu son poste.

Qu'est-ce qu'il y avait derrière ?

Il n'est pas nécessaire de souligner à quel point le licenciement du Grand Maître était disproportionné par rapport à l'affaire : même si Fra Matthew s'était comporté de manière erronée en licenciant Boeselager, sa démission était-elle la sanction appropriée ? Mais en fait, la mesure a une explication facile, voire absurde. Fra Matthew Festing avait les valeurs de son passé militaire britannique, et il était indigné que Boeselager ait refusé de démissionner lorsqu'on le lui a demandé. Un gentleman, selon lui, ferait ce qu'il faut dans un tel cas et partirait sans attendre d'être poussé. Dans les semaines précédant le 24 janvier, il avait dit ouvertement dans le Palais Magistral : « Si le Pape me demandait de démissionner, je le ferais. » Il a dit cela non pas parce qu'il avait la moindre idée que cela pourrait arriver – car à ce moment-là, il imaginait qu'il agissait avec le soutien du Pape – mais en tant que point de conduite personnelle. Mais, comme tout ce qui a été dit dans le Palazzo Malta, sa remarque a été rapidement connue au Vatican ; on l'a dit au Pape, et il a immédiatement vu une victoire facile. Il a donc demandé la démission de Fra Matthew le 24 janvier parce qu'il savait à l'avance qu'il l'obtiendrait.

Nous devrions aussi considérer les attraits de la victoire : la vengeance pour les événements des années 1950, lorsque le Vatican avait été le plus affecté dans le conflit ; la vengeance pour l'opposition que Bergoglio lui-même avait rencontrée de la part des membres de l'Ordre en Argentine ; la vengeance même pour la guerre des Malouines, lorsqu'un autre dictateur argentin a été méprisé par un leader anglais. Qui pourrait résister à un tel retournement de situation ? On pourrait ajouter (ostensiblement) la victoire d'un pape populiste sur un ordre aristocratique, sauf qu'à cet égard, l'exploit du Pape François n'était pas du tout ce qu'il semblait être. Si nous y regardons de plus près, l'effet réel de son intervention a été de soutenir un *coup d'État* aristocratique dans l'Ordre de Malte. Cela peut être démontré simplement en énumérant les noms des membres allemands du Conseil de l'Ordre : le Baron Albrecht von Boeselager, le Comte Janos Esterhazy et le Comte Winfried Henckel von Donnersmarck (155), soutenus par le Président de l'Association Allemande, le Prince Erich Lobkowitz, et son frère Johannes, qui a dirigé l'opposition lorsque Boeselager a été démis de ses fonctions. Ce sont eux qui sont maintenant en selle, tandis que l'autre partie de l'Ordre – les membres non nobles du Conseil qui soutenaient le Grand

Maître – a plongé dans une éclipse. C'est une image exactement opposée à celle d'un coup du pape contre le privilège qui a été dessiné par certains journalistes.

Mais l'aspect le plus significatif de l'action du Pape a été de saper le Cardinal Burke, contre lequel le Pape François avait mobilisé la subversion secrète depuis les *dubia* du mois de décembre précédent. La fonction de Burke en tant que Cardinal Patron de l'Ordre de Malte a été suspendue, tandis que l'Archevêque Becciu a été nommé Délégué spécial pour diriger l'Ordre à la place du Grand Maître, au mépris total de son statut souverain. La signification personnelle du bouleversement était encore plus claire : d'un coup, le départ de Fra Matthew Festing a enlevé l'allié le plus proche du Cardinal Burke dans l'Ordre de Malte et l'a placé sous le contrôle de Boeselager, son ennemi déclaré, qui avait protesté amèrement contre sa nomination comme Patron en 2014.

(155) Ces trois nobles peuvent être examinés dans une triste photographie comique prise clandestinement dans un restaurant romain en janvier 2017, et publiée par le site web satirique Dagospia (www.dagospia.com/rubrica-29/cronache/gran-papocchio-all-ordine-malta-gran-cancelliere-boeselager-ha-141049.htm), dans lequel on les voit contempler avec un manque d'enthousiasme marqué la catastrophe dans laquelle leur résistance avait plongé l'Ordre.

Un Ordre décapité

L'intervention du Pape François a été réalisée avec des méthodes bien connues. La démission du Grand Maître devait encore, en vertu de la constitution de l'Ordre, être approuvée par le Conseil ; le 25 janvier, le lendemain de la démission de Fra Matthew, le Grand Chancelier par intérim a reçu un appel téléphonique de l'Archevêque Becciu, au nom du Pape, le mettant en garde contre toute prise de position de dernière minute. Le même jour, un prélat curial, sans poste dans l'Ordre mais bien disposé à en avoir un, est arrivé pour donner des conseils privés. Il a confié aux chevaliers mot pour mot : « Il faut que vous réalisiez que le Pape François est un dictateur impitoyable et vindicatif, et si vous faites la moindre tentative de résistance, il détruira l'Ordre. »

En tenant compte de ces avertissements, le 28 janvier, le Conseil de l'Ordre, avec le Grand Maître toujours présent, a voté pour la reddition : la démission de Fra Matthew a été acceptée, Fra John Critien s'est retiré comme Grand Chancelier, et le Baron Boeselager a repris sa place, apparaissant dans la salle du Conseil dès que le Grand Maître l'a quittée. Dans les jours qui ont suivi sa réintégration, Boeselager a mis fin à la poursuite contre la fiduciaire à Genève, en un rien de temps. L'Ordre a reçu 30 millions d'euros du trust, et l'Archevêque Tomasi aurait reçu 100 000 francs suisses pour sa propre fondation. Quant à l'affaire du préservatif, les dénis de responsabilité de Boeselager ont été acceptés sans examen minutieux, et c'est l'homme qui contrôle effectivement l'Ordre.

Depuis lors, la pression du Vatican sur l'Ordre n'a pas diminué. Dans sa conversation avec le Pape le 24 janvier, le Grand Maître Festing avait accepté de démissionner, étant entendu qu'une élection normale serait organisée pour choisir son successeur, mais il demanda au Pape : « Et s'ils me réélisent ? » Le Pape François a dit que ce serait acceptable. Cette réponse a été rapportée par Fra Matthew au chevalier qui l'accompagnait dans la voiture qui revenait du Vatican, et elle était connue de tous dans le palais magistral le soir même. En l'occurrence, l'élection de fin avril s'est déroulée dans le cadre d'une intervention étroite du Vatican, y compris une tentative d'empêcher Fra Matthew d'y prendre part, comme c'était son droit en tant que Bailli Grand-Croix de l'Ordre ; il a été clairement indiqué que sa réélection ne serait pas tolérée. Le résultat fut l'élection d'une non entité à la tête de l'Ordre, non pas comme Grand Maître mais comme Lieutenant par intérim pendant douze mois, comme la meilleure couverture pour le contrôle continu de Boeselager (qui, n'étant pas profès, n'était pas lui-même éligible). Ce résultat a été obtenu face à l'inquiétude largement répandue dans l'Ordre au sujet de nombreux problèmes qui avaient été révélés : le contexte financier troublant de la crise, l'intervention arbitraire du Vatican, l'injustice envers Fra Matthew Festing, le brossage sous le tapis du scandale du préservatif, et la sécularisation de l'Ordre susceptible d'être entraînée par les "réformes" dont parlent Boeselager et le parti allemand (156).

L'intervention du Pape François dans l'Ordre de Malte s'inscrit dans le schéma familial de ses méthodes : en ce qui concerne le Cardinal Burke, une première conversation dans laquelle il a donné une impression de soutien, suivie d'une trahison complète, visant à humilier un adversaire ; en ce qui concerne le Grand Maître, une convocation privée à venir seul en audience, n'en parlant à personne,

et une demande surprise de démission. À cela s'ajoute l'attitude cavalière envers l'enseignement moral de l'Église, mais une appréciation très pratique de l'argent et du pouvoir qui ne correspond pas vraiment aux aspirations d'une « Église des pauvres » et aux condamnations de la « mondanité spirituelle ».

Néanmoins, contrairement aux Frères de l'Immaculée, l'Ordre de Malte n'a pas souffert personnellement du coup porté à son gouvernement. Ce qui a souffert, c'est la primauté du droit. Quelques jours après la destitution du Grand Maître, un chœur de critiques s'éleva, notamment de la part des avocats, contre ce que le Pape avait fait. Il a été souligné que, si le Saint-Siège pouvait faire fi de la souveraineté de l'Ordre de Malte, rien n'empêchait le gouvernement italien d'envoyer sa police pour enquêter sur les finances de la Cité du Vatican. Il ne fait guère de doute que ces considérations ont empêché le Pape François et le Cardinal Parolin d'y faire leur entrée et de reprendre l'Ordre sans condition, comme leurs déclarations initiales le suggéraient. C'était un trait caractéristique d'un épisode dans lequel les considérations de pouvoir et de contrôle financier étaient au premier plan et la moralité était en peu de considération.

(156) Dès le début, le Baron Boeselager s'est lancé dans une politique visant à réduire au silence les critiques en intimidant des sections des médias qui soulignaient les invraisemblances dans sa version des événements. Ainsi, il a intenté un procès contre le site autrichien Kath.net pour avoir cité un article critique dans Bild (curieusement, il n'a pas poursuivi Bild lui-même). En septembre 2017, sa plainte contre Kath.net a été rejetée par un tribunal de Hambourg, qui a jugé que les motifs pour lesquels il avait été renvoyé par le Grand Maître Festing étaient corrects en tout point. Pourtant, Boeselager reste aux commandes de l'Ordre de Malte et Festing reste déposé.

6. KREMLIN SANTA MARTA

Sanctions et récompenses

Commentant au début de 2017 le régime que le Pape François dirige au Vatican, l'un des journalistes catholiques anglais les plus connus, Damian Thompson, a écrit : « Il n'est pas difficile de détecter une saveur latino-américaine dans la négociation et le règlement de comptes qui est devenue flagrante au cours de l'année écoulée. » (157) En fait, cet aspect s'est manifesté sur son propre terrain à un stade précoce. Avant son élection, le Cardinal Bergoglio avait été en conflit avec un groupe religieux, l'Institut du Verbe Incarné, fondé en Argentine trente ans auparavant et qui avait connu un grand succès, attirant de nombreuses vocations. Il a été contré par des éléments de la hiérarchie nationale qui se sentaient contestés par un mouvement de caractère conservateur, mais Benoît XVI les avait déboutés en classant l'affaire des évêques argentins en 2009. Quelques jours après son élection, le Pape François la rouvrit et envoya bientôt le fondateur de l'Institut, le Père Buela, en exil en Espagne.

Deux membres de la hiérarchie argentine ont également senti le nouveau vent souffler. En 2014, Mgr José Luis Mollaghan a été démis de ses fonctions d'Archevêque de Rosario au motif qu'il était en désaccord avec son clergé, et l'année suivante, Mgr Oscar Sarlinga a été démis de ses fonctions d'évêque de Zárate, soi-disant en raison de difficultés économiques dans son diocèse. Ce qu'ils avaient en commun, c'est qu'en 2011, à l'approche du soixante-quinzième anniversaire du Cardinal Bergoglio, ils avaient écrit une lettre à Rome demandant que sa retraite soit acceptée immédiatement.

Une autre figure qui n'a pas fait l'objet d'une petite mise en garde est l'Argentin de naissance Rogelio Livieres, Évêque de Ciudad del Este, au Paraguay. Comme décrit précédemment, il avait fondé un séminaire qui a connu un énorme succès, attirant des étudiants de toute l'Amérique du Sud, y compris quelques étudiants du séminaire de Bergoglio à Buenos Aires. Pendant le mandat de Livieres, son diocèse a connu une augmentation spectaculaire dans tous les aspects de l'activité religieuse ; le nombre de prêtres diocésains est passé de 14 à 83. Il est vrai que Livieres a commis une grave erreur : il

a promu un prêtre étranger, trompé par ce qu'un supérieur précédent décrivait comme étant « sa personnalité brillante et charismatique », et ignorant le fait que l'homme avait été accusé dans sa carrière précédente d'abuser des séminaristes. Mais en fait, cette erreur de jugement n'était pas une accusation que le Pape François a faite contre l'Évêque Livieres (158) ; ce qu'il a allégué était que Livieres était en conflit avec le reste de la hiérarchie paraguayenne – comment ne devrait-il pas l'être, compte tenu de ce qu'ils étaient ? En septembre 2014, Mgr Livieres a été démis de ses fonctions ; son séminaire a été dispersé et son travail exceptionnel en Amérique du Sud a été détruit.

En réfléchissant sur ces actes, on peut admettre que certains papes – très rares – sont arrivés sur le trône avec une anxiété de certains problèmes ecclésiastiques qu'ils avaient rencontrés en leur temps et les ont traités sommairement. Mais un connaisseur des minuties papales devrait se creuser la tête pour trouver tout ce qui correspond bien aux cas décrits ci-dessus : le bouleversement curial ordonné par Paul VI (1963-78), la campagne anti-moderniste de Pie X (1903-14) ? Ils ne correspondent guère au même schéma de représailles personnelles apparentes. Le fait est qu'aucun pape des temps modernes n'est arrivé sur le trône dans de mauvaises relations avec autant de gens que Jorge Bergoglio ; et ses prédécesseurs étaient en règle générale suffisamment élevés d'esprit pour éviter toute action qui pourrait ressembler à une vengeance indigne.

Tout aussi redondante que pour les emplois-pour-les-garçons péronistes était la récompense réservée aux deux hommes que le Cardinal Bergoglio avait employés comme agents à Rome pendant qu'il était à Buenos Aires. Monseigneur Guillermo Karcher a profité de sa dignité de cérémoniaire papale et, pendant un certain temps, il a exercé son influence, notamment au Vatican, mais il semble maintenant qu'il a perdu la faveur capricieuse du Pape. Monseigneur Fabián Pedacchio a d'abord été nommé secrétaire pontifical informel, et était déjà réputé pour éclipser en influence le titulaire officiel de ce poste (le Monseigneur maltais Xuereb) avant de lui succéder ouvertement à ce poste en 2014.

(157) *The Spectator*, 14 janvier 2017 : article de Damian Thompson, « *Why more and more priests can't stand Pope Francis.* » (Pourquoi de plus en plus de prêtres ne supportent pas le Pape François.)

(158) *La seule personne à soulever la question de l'inconduite*

sexuelle est l'Archevêque d'Asunción (Paraguay), qui a accusé le prêtre, à tort, d'avoir agressé des enfants. Mgr Livieres a riposté en soulignant que l'Archevêque lui-même avait fait l'objet d'une enquête judiciaire pour des actes homosexuels.

Le nouveau régime de la Casa Santa Marta

Quand le Pape François a été élu, aucun de ses actes n'a été plus loué, comme preuve de sa modernité et de son esprit démocratique, que la décision d'éviter l'ancien appartement papal dans le Palais Apostolique et d'emménager dans les locaux de la Casa Santa Marta, la maison des cardinaux de passage, où il vit depuis lors. D'autres implications de ce choix ont été quelque peu négligées, par exemple le fait que la mise à niveau de la Casa Santa Marta pour son nouvel usage aurait coûté deux millions d'euros – alors que l'ancien appartement papal doit bien sûr encore être entretenu. Mais il vaut la peine d'évaluer les aspects psychologiques du déménagement. Omar Bello note que le Pape François a jeté un coup d'œil à l'ancien appartement, avec ses suites majestueuses, où les papes avaient traditionnellement mangé leurs repas dans une solitude grave, et s'est immédiatement rendu compte qu'il isolait le pape de la Curie. À Santa Marta, le Pape François a les cardinaux près de lui, et il mange dans la salle à manger publique. Un journaliste a fait remarquer qu'il s'agit d'une « méthode de contrôle, afin de s'informer au déjeuner sur les événements dans les divers camps du Vatican » (159). L'emprise du Cardinal Bergoglio sur sa curie archiépiscopale de Buenos Aires est ainsi transférée à son nouveau poste.

Le chapitre 3 a en partie décrit le régime que le Pape François conduit à partir de ce bastion : il s'agit d'un régime dans lequel les attentes de réforme ont été anéanties et ont été remplacées par une insécurité chaotique. L'*udienza di tabella*, qui assurait aux chefs des dicastères des audiences bimensuelles, a été abolie, et l'accès à la présence papale est laissé au bon vouloir du Pape François. Les évêques qui travaillent au Vatican vous diront que les anciennes rencontres fraternelles que les papes avaient l'habitude de leur accorder ont disparu ; certains d'entre eux ont à peine parlé à François depuis son élection. Rien ne pourrait être moins « collégial » que la façon dont ce héros du lobby saint-gallois traite ses subordonnés. Le contrôle de la Secrétairerie d'État sur le reste de la Curie est devenu plus absolu que jamais. Et tout le monde, des cardinaux aux monsignori, est maintenu

dans un état de nervosité permanente par les coups de poignard, les critiques publiques brusques, les saccages et l'affaiblissement déguisé qui sont la marque du nouveau régime.

Le Cardinal Pietro Parolin, nommé Secrétaire d'État en octobre 2013, a d'abord été le curial favori, et François s'est laissé aller à sa volonté de préserver et même d'étendre les prérogatives de sa charge. Mais ce n'est pas le style de François de laisser quelqu'un en sécurité. Depuis quelque temps, le Pape utilise le *Sostituto* de Parolin, l'Archevêque Angelo Becciu, comme un outil plus prêt, parce qu'il a plus à gagner de son maître. Becciu est l'homme qui fait le sale boulot du Pape pour lui, et il le fait efficacement. C'est lui qui a téléphoné à PricewaterhouseCoopers en 2015 pour les informer que l'audit du Vatican ne parviendrait pas à la Secrétairerie d'État ; il a été l'homme imposé aux Chevaliers de Malte dans la prise en main lourde de cet ordre par François ; et il a été la figure clé dans le licenciement violent du Vérificateur Général en juin 2017. Il est largement admis au Vatican que Becciu a maintenant plus de pouvoir réel que Parolin, et qu'il pourrait bien se mettre à sa place bientôt (160). Dans l'ensemble, ce que nous avons ici est un régime tout aussi politique et peu spirituel que ce qui a été vu sous Bertone et Sodano.

Dans ce régime, les prélats qui jouissent de faveurs sont des flagorneurs comme le Cardinal Coccopalmerio, qui a utilisé son influence pour protéger le prêtre pédophile Inzoli et qui a employé comme secrétaire Monseigneur Luigi Capozzi, jusqu'à ce qu'il soit arrêté dans une partie de drogue homosexuelle ; ou un *wheeler-dealer* non-réformé comme le Cardinal Calcagno, dont le sombre passé d'évêque de Savone ne l'empêche pas de prendre en charge les richesses de l'Église ; ou le Cardinal Baldisseri, l'habile manipulateur de la « miséricorde » dans le Synode sur la Famille.

De l'autre côté, les cardinaux qui ont senti le froid sont ceux en qui le Pape Benoît XVI a placé sa confiance : les Cardinaux Burke, Müller et Sarah, auxquels on peut ajouter le Cardinal Ouellet, qui a été mis à l'écart parce qu'il se montre trop indépendant (161). Mis à part les idées, ce sont tous des hommes sincères dans la parole et dans l'action, et contre le caractère moral desquels aucune parole n'a été prononcée. Ceux qui entourent le Pape François sont généralement décrits par les commentateurs comme les « réformateurs », et ceux qui sont exclus comme des « anti-réformistes ». Cela soulève la question : comment évaluer cette réforme qui consiste à employer des gens sournois et à bannir les personnes franches et honnêtes ?

(159) *Matthias Matussek dans Die Woche, 12 avril 2017.*

(160) *L'Archevêque Becciu est un Sarde, et ce n'est peut-être pas un hasard si sa ville natale, Pattada, est célèbre pour la production de couteaux.*

(161) *Un autre dont le nom est rarement mentionné est le Cardinal Mauro Piacenza, un Ratzingerien qui avait été Préfet du Clergé, où il avait remplacé le proche collaborateur de Bergoglio, le Cardinal libéral brésilien Hummes. Immédiatement après l'élection de François, Piacenza, un « conservateur social » de renom a été rétrogradé pour servir comme Grand Pénitencier.*

Coups de poignard et massacre à la Curie

Le journaliste anglais Damian Thompson cite un prêtre qui travaille à la Curie, et qui a commencé comme un fervent partisan du Pape François, en ces termes : « Bergoglio divise l'Église entre ceux qui sont avec lui et ceux qui sont contre lui – et s'il pense que vous êtes dans ce dernier camp, alors il vous pourchassera. » (162) Ce fut l'expérience de trois prêtres de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi. Au cours de l'été 2016, ils ont été convoqués en personne devant le Pape, accusés d'avoir fait des remarques défavorables à son égard et destitués (163). Le Cardinal Müller essaya de les défendre, et, dans une audience qu'il obtint après plusieurs mois d'essais, protesta auprès de François : « Ces personnes sont parmi les meilleures de mon dicastère... qu'ont-ils fait ? » Le Pape a repoussé ses protestations et a clôturé l'audience par les mots : « Et moi je suis le Pape, je n'ai pas besoin de donner les raisons de mes décisions. J'ai décidé qu'ils doivent partir et ils partiront. » (164)

Le Cardinal Müller lui-même, en tant que chien de garde *ex officio* de l'orthodoxie catholique, a encouru la défaveur du Pape pour son opposition à la modification de l'enseignement de l'Église sur le mariage. Après un certain nombre d'échecs sur quatre ans, au cours desquels il a été effectivement remplacé par le Cardinal Schönborn comme autorité doctrinale officielle, le Cardinal Müller a été envoyé à la retraite en juillet 2017, à la fin de son mandat de cinq ans. Le non-renouvellement de son mandat contraste avec la pratique normale,

tout comme sa retraite à l'âge de 69 ans (alors que le Cardinal Coccopalmero, par exemple, continue de bénéficier du patronage du Pape à 79 ans) (165). Il convient également de noter que son remplaçant dans la Congrégation, l'Archevêque Ladaria, a été accusé de protéger un prêtre qui a agressé des garçons.

Le traitement réservé au Cardinal Robert Sarah, Préfet de la Congrégation pour le Culte Divin, a été encore plus draconien, à certains égards. Le Pape François l'a nommé à ce poste en novembre 2014 et l'a chargé à l'époque de poursuivre la ligne liturgique tracée par le Pape Benoît XVI (166). Sa chute s'est produite lorsqu'il a exprimé son point de vue sur la manière moderne de dire la Messe. En juillet 2016, le Cardinal Sarah, s'adressant aux participants d'une conférence à Londres, a exhorté à la restauration de la pratique traditionnelle de la célébration *ad orientem*, c'est-à-dire avec le prêtre face à l'Orient liturgique. Contrairement à ce qui est généralement supposé, aucun ordre n'a jamais été donné pour que le prêtre dise la Messe face au peuple ; c'était une pratique introduite dans les années soixante, alors qu'on croyait que c'était l'usage de l'Église primitive, une idée qui est maintenant connue pour être erronée. Le Cardinal Ratzinger avait déjà fait cette remarque en 1993, alors qu'il était préfet de la Congrégation pour la Foi, et qu'il était familier avec ses écrits liturgiques en général. Instruire l'Église sur l'authenticité liturgique est censé être l'une des fonctions de la Congrégation pour le Culte Divin ; mais les paroles du Cardinal Sarah ont été reçues avec les protestations de ceux qui ont supposé que la pratique des cinquante dernières années est incontestable.

Ce qui s'est passé ensuite, c'est d'abord une illustration du coup de poignard qui est devenu trop courant dans la Curie actuelle. Les lettres de protestation sont arrivées à Rome alors que le Cardinal Sarah était absent de Rome pour l'été. Sans lui donner l'occasion de les examiner, le Secrétaire de la Congrégation, Mgr Arthur Roche, remis les lettres au Pape François, qui n'est pas connu pour son savoir-faire en matière liturgique, et il a agi à partir de la connaissance d'un seul côté de la question, le côté ignorant. Sa réaction a été peut-être la plus proche d'une purge stalinienne que le Vatican a vue. En octobre, presque tous les membres de la Congrégation pour le Culte Divin, dont beaucoup avaient été nommés par Benoît XVI et avaient suivi sa ligne liturgique, ont été licenciés en masse, et 27 nouveaux membres ont été nommés pour prendre leur place, laissant ainsi le Cardinal Sarah complètement isolé (167). Il a été obligé d'annuler sa participation à une conférence liturgique à laquelle il devait prendre la parole sur « Le sens du *Motu Proprio Summorum Pontificum* pour le

renouveau de la liturgie dans l'Église Latine ». Cette action contre le Cardinal Sarah s'inscrit dans le modèle du Pape François qui donne une série d'assurances à un fonctionnaire qu'il nomme, avant d'exécuter une *volte-face* ; et aussi de son attaque contre ceux qu'il considère comme des ennemis non pas en les rejetant, mais en les minant et en les laissant impuissants. Quant à l'Archevêque Roche, sa récompense pour son intervention a été qu'il est maintenant la personne qui règne en maître dans la Congrégation pour le Culte Divin.

Le mot d'ordre du Groupe de Saint-Gall était la libéralisation de l'Église, et avec leur candidat au pouvoir, nous voyons maintenant ce que cela signifie. Une attitude d'horreur sacrée à l'égard de quiconque montre une dissidence de la ligne papale est l'orthodoxie régnante. Lorsque les quatre cardinaux Brandmüller, Burke, Caffarra et Meisner signèrent une lettre demandant des éclaircissements sur les ambiguïtés d'*Amoris Laetitia*, le doyen de la Rote Sacrée, l'Archevêque Vito Pinto, fit la déclaration : « Ce que ces cardinaux ont fait, c'est un scandale très grave qui pourrait conduire le Saint-Père à les priver du chapeau de cardinal... On ne peut pas douter de l'action de l'Esprit Saint. » (168) Pour sa part, le Cardinal Blase Cupich de Chicago (qui a reçu le chapeau rouge en octobre 2016 de préférence à plusieurs autres prélats américains dont beaucoup pensaient que les choix étaient plus évidents) a déclaré que les cardinaux avaient « besoin d'une conversion ». Dans un autre domaine, l'Archevêque Rino Fisichella, Président du Conseil pour la Nouvelle Évangélisation, a ouvert l'Année de la Miséricorde en suggérant que ceux qui critiquent le Pape encourent l'excommunication prescrite par le droit canonique pour ceux qui font des violences physiques au Pontife, au motif que « les mots aussi sont des cailloux et des pierres » (169). C'est ainsi qu'on s'entend dans l'Église du Pape François, et la leçon est en train d'être bien apprise.

(162) Article dans *The Spectator* du 14 janvier 2017 : « *Why more and more priests can't stand Pope Francis.* » (Pourquoi de plus en plus de prêtres ne supportent pas le Pape François.)

(163) Il faut rappeler qu'avant de décider d'entrer dans l'état clérical, Jorge Bergoglio travaillait comme videur de boîte de nuit dans une banlieue de Buenos Aires. L'expérience semble avoir été formatrice.

(164) *LifeSiteNews*, 12 janvier 2017, article de Lisa Bourne : « *Pope yet again derides defenders of Church teaching as not like Christ.* »

(Le Pape se moque encore une fois des défenseurs de l'enseignement de l'Église comme n'étant pas comme le Christ.) Il s'agit du rapport le plus authentique d'une anecdote qui circule depuis quelques semaines dans les cercles du Vatican.

(165) Le licenciement du Cardinal Müller et de ses subordonnés n'a pas respecté les normes de traitement des employés qui devraient être observées dans toute entreprise ordinaire, et encore moins dans une Église qui prêche le respect des droits des travailleurs. Le sujet est traité par Damian Thompson dans The Spectator du 12 juillet 2017 : « Le Pape François se comporte comme un dictateur latino-américain – mais les médias libéraux ne s'y intéressent pas. »

(166) Sarah a été transférée à la Congrégation pour le Culte Divin, du Conseil Pontifical Cor Unum où il avait été chargé par le Pape Benoît XVI de "re-catholiciser" l'organisation puissante et riche Caritas Internationalis qui avait promu des causes politiques de gauche. Comme président de Caritas Internationalis, le Pape François a installé le Cardinal Tagle (que beaucoup considèrent comme son successeur naturel en tant que candidat papabile libéral), mettant ainsi un terme à la tentative de réforme de Benoît XVI.

(167) OnePeterFive, 31 octobre 2016 : article de Maike Hickson, « Shake-up at Congregation for Divine Worship Described as a 'Purge'. » (Remue-ménage à la Congrégation pour le Culte Divin décrit comme une "Purge".)

(168) Cité dans Il Foglio du 29 novembre 2016.

(169) Article dans LifeSiteNews, 7 décembre 2015 : « Papal critics threatened with excommunication as Year of Mercy begins. » (Les critiques du Pape menacés d'excommunication au début de l'Année de la Miséricorde.)

La police de la pensée unique du libéralisme

La suite obséquieuse de la lignée papale ne se limite pas à quelques crapules de la Curie ; elle est devenue une politique dans les lointains avant-postes de l'Église. On peut citer le sort de certains des 45 signataires d'une lettre adressée le 29 juin 2016 aux cardinaux et

patriarches, leur demandant de demander au Pape de corriger une liste de propositions discutables qu'implique l'exhortation *Amoris Laetitia*. L'un des signataires a été rapidement démis de ses fonctions de directeur des affaires académiques dans une université pontificale, sous la pression de son archevêché. Un autre, Dominicain, s'est vu interdire par son supérieur religieux de parler publiquement de l'exhortation papale ; un troisième a reçu l'ordre d'annuler sa signature, et un cardinal a fait pression sur un quatrième pour qu'il retire son nom (170).

On peut souligner que les *dubia* des cardinaux et la lettre qui vient d'être mentionnée ont pris la forme de demandes de clarification et non d'opposition ; on peut les opposer aux rejets ouverts de décisions papales qui ont été rendues sans représailles par les théologiens "progressistes" des temps modernes, par exemple sur l'ordination des femmes. Mais sous le Pape François, c'est devenu un délit de demander des explications. On peut rappeler sa propre condamnation dans *Evangelii Gaudium* (2013) d'auteurs qui « discréditent ceux qui soulèvent des questions, soulignent constamment les erreurs des autres et sont obsédés par les apparences ». Il y a des gens qui ont le talent de critiquer leurs propres défauts.

Un signe des temps à Rome est un organisme qui s'appelle l'*Osservatorio per l'Attuazione della Riforma della Chiesa di Papa Francesco* (Observatoire pour la Mise en œuvre de la Réforme de l'Église du Pape François). Comme Sandro Magister l'a rapporté en novembre 2016, au début de cette année académique, ce club d'enthousiastes a envoyé un courriel au personnel enseignant de l'Institut Pontifical Jean-Paul II pour les Études sur le Mariage et la Famille dans les termes suivants :

« Comme cela s'est déjà produit dans d'autres institutions pastorales, académiques et culturelles catholiques, notre Observatoire pour la Mise en œuvre de la Réforme de l'Église du Pape François – une initiative de laïcs catholiques pour soutenir le pontificat du Pape François – a commencé dans l'année académique en cours le suivi du contenu des publications de la faculté et des enseignements dispensés à l'Institut Pontifical Jean-Paul II pour les Études sur le Mariage et la Famille afin de clarifier les adaptations ou désaccords possibles concernant le discours prononcé par le Pape François à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle année académique de votre Institut (Salle Clémentine, 28 octobre 2016), dans lequel vous avez été appelés à « soutenir l'ouverture nécessaire de l'intelligence de la foi au service de la sollicitude pastorale du successeur de Pierre. »

« En particulier, le contenu des ouvrages publiés et les cours donnés seront pris en considération en référence à ce qui est exprimé dans l'Exhortation apostolique "Amoris laetitia", selon l'image « de l'Église qui y est, pas d'une Église pensée à son image et à sa ressemblance », orientant la recherche et l'enseignement non plus vers « un idéal théologique trop abstrait du mariage, presque artificiellement construit, loin de la situation concrète et des possibilités effectives des familles telles qu'elles sont ». (Pape François, discours précité, 28 octobre 2016)

« Pour ce faire, nous utiliserons la lecture analytique et critique des études publiées par la faculté, des thèses de fin d'études et de doctorat approuvées par l'Institut, du programme des cours, de leurs bibliographies, ainsi que des entretiens avec les étudiants réalisés après les cours, sur la place devant l'Université du Latran.

« Certains que nous accomplissons une tâche utile pour améliorer le service que vous accomplissez avec dévouement à l'Église et au Saint-Père, nous vous tenons au courant des résultats de notre étude d'observation. » (171)

La signification de cette « étude observationnelle » est, bien sûr, que l'Institut Jean-Paul II est le corps académique qui a été créé pour préserver l'enseignement de ce pontife sur la famille, pour lequel le pontife actuel ne ressent aucun enthousiasme.

Comme le souligne Sandro Magister, il existe un précédent pour un tel groupe de zélotes papaux dans le monde catholique : c'est le Sodalitium Pianum qui s'est formé sous le règne de Pie X (1903-1914) pour faire respecter la condamnation du Modernisme par ce pape. Il a agi en surveillant les conférences des professeurs de séminaire et en rapportant aux autorités toutes les déclarations qui semblaient ne pas correspondre à l'orthodoxie, et il a été critiqué depuis lors par les libéraux comme un exemple du règne intellectuel de la terreur introduit par Pie X. En termes généraux, on pourrait penser qu'il est dommage que nos propres jours aient produit un écho de ce qui était considéré jusqu'ici comme le pontificat le plus restrictif des temps modernes mais l'ironie va plus loin. Il est sans doute naturel qu'un régime qui insiste sur l'orthodoxie stricte soit soutenu par des mesures disciplinaires, mais "l'Observatoire" de ce Big Brother moderne a vu le jour sous le règne du pape progressiste et libéral François, élu par les esprits ouverts de Saint-Gall pour balayer l'autoritarisme de Benoît XVI et de Jean-Paul II.

(170) Article dans *LifeSiteNews*, 29 septembre 2016 : « *Some of 45 signatories feeling the heat over letter urging clarification of Amoris Laetitia* » (Quelques-uns des 45 signataires ressentent la colère provoquée par la lettre de demande d'éclaircissement d'*Amoris Laetitia*.)

(171) Article de Sandro Magister dans *L'Espresso* du 14 novembre 2016.

La dictature de la miséricorde

Les journalistes qui couvrent les affaires romaines sont de plus en plus conscients que « sous le Pape François, le Vatican réduit systématiquement au silence, élimine et remplace les critiques des vues du Pape » (172), et des nouvelles effrayantes sont apparues au sujet des moyens utilisés. Gianluigi Nuzzi rapporte qu'en mars 2015, de nombreuses écoutes ont été découvertes dans les voitures, les bureaux et les maisons privées du clergé du Vatican, et que, dans une anomalie inexplicquée, la Gendarmerie (le service de sécurité intérieure du Vatican) n'a pas été appelée pour enquêter (173). Les membres du clergé et les laïcs travaillant à la Curie trouvent des signes révélateurs dans leurs appels téléphoniques, dans lesquels, après un appel interrompu, ils entendent l'audio des derniers instants de leur conversation qui leur est restituée – un signe bien connu d'écoute téléphonique (174). Ceux qui sont à la Curie tiennent pour acquis que leurs appels téléphoniques et leurs courriels sont systématiquement espionnés.

Quant au Pape François lui-même, Damian Thompson rapporte que ses accès de colère, sa grossièreté envers ses subordonnés et son langage vulgaire sont devenus notoires dans tout le Vatican. Thompson cite une source bien placée : « François n'a pas à se présenter à la réélection par le Conclave. Ce qui, croyez-moi, est une chance pour lui, car après la misère et les bêtises des deux dernières années, il serait éliminé au premier tour de scrutin. » (175) C'est une vérité dont peu dans la Curie douteraient ; ils se sont réveillés au fait que l'élection du "Grand Réformateur" en 2013 a eu pour effet de les placer sous une dictature argentine à l'ancienne, avec toutes ses

méthodes. Dans les premiers mois, inspirés par les bouffonneries de relations publiques de François, le surnom de leur révérend maître parmi le clergé du Vatican était "Toto le Clown". Ils ont maintenant réalisé qu'ils l'ont sous-estimé, et le surnom actuel est "Ming", d'après l'empereur cruel dans les bandes dessinées Flash Gordon. Un cardinal a fait la remarque suivante : « Au Vatican, tout le monde craint le pape François ; personne ne le respecte, du Cardinal Parolin jusqu'au bas. »

La peur est la note dominante dans la Curie sous la domination de François, avec une méfiance mutuelle. Ce ne sont pas seulement les informateurs qui s'attirent les faveurs en signalant les conversations non surveillées – comme l'ont découvert les trois subordonnés du Cardinal Müller. Dans une organisation où les corrompus moralement ont été laissés en place, et même promus par le Pape François, le chantage subtil est à l'ordre du jour. Un curé s'est moqué : « On dit que ce n'est pas ce que vous savez, mais qui vous connaissez. Au Vatican, ce n'est pas vrai, c'est ce que vous savez sur qui vous connaissez. »

Cet état de choses est sans précédent à la Curie Romaine, mais nous pouvons lire la biographie du Pape François d'Austen Ivereigh pour trouver un temps et un lieu avec un cercle familier. Décrivant le régime Perón de la jeunesse de Bergoglio, il raconte comment, après 1952, « Perón est devenu défensif et paranoïaque, descendant dans la folie autoritaire qui afflige couramment les gouvernements populistes-nationalistes en Amérique Latine... les fonctionnaires de l'État devaient être membres du parti, les désaccords étaient présentés comme dissidents et les opposants... définis comme des ennemis du peuple. » (176) L'auteur lui-même n'a pas remarqué le parallèle, mais certains de ses éléments se retrouvent même dans son récit. Lorsqu'il passe au pontificat de François, il présente une esquisse de ses "réformes" du Vatican, que l'on peut qualifier de chef-d'œuvre de la pirouette, mais même au milieu des signes de propagande, on voit à quel point les méthodes du Pape sont autocratiques et impopulaires : « François a arrogé ce qui était traité par les institutions du Vatican à un cercle étroit autour de lui, et le contournement des anciens canaux provoque un grand ressentiment. L'extraordinaire popularité de François au-delà des frontières de l'Église est en contraste frappant avec la vision qui est au Vatican, où il y a beaucoup de grognements... C'est un paradoxe de Bergoglio : le pape collégial, proche du peuple, exerce son autorité souveraine d'une manière qui peut paraître autoritaire. Il s'agit d'un gouvernement hautement personnaliste, qui contourne les systèmes, dépend de relations étroites, travaille par l'intermédiaire de

personnes plutôt que de documents, et garde un contrôle serré... De bien des façons, François est le pape le plus centralisé depuis Pie IX. » (177)

Pie IX (1846-78) et les jours des États Pontificaux sont en effet rappelés par un phénomène qui n'avait pas été vu depuis de nombreuses générations. Le 4 février 2017, les Romains se sont réveillés pour trouver leur ville enduite d'images se moquant du Pape (178). Ces affiches représentaient François dans une de ses humeurs moins joviales, et au-dessous de lui la légende : *A France', hai commissariato Congregazioni, rimosso sacerdoti, decapitato l'Ordine di Malta e i Francescani dell' Immacolata, ignorato Cardinali.... ma n' do sta la tua misericordia ?* Cela pourrait se traduire ainsi : « Hé, Frankie, tu as démantelé des Congrégations, démis des prêtres, décapité l'Ordre de Malte et les Franciscains de l'Immaculée, ignoré des Cardinaux... où est ta miséricorde, alors ? »

Le pamphlet, composé dans le dialecte Romanesco (le Coq Romain), rappelait consciemment les pasquinades qui apparaissaient à l'époque du Pouvoir Temporel, et il faudrait remonter à cette époque pour trouver le dernier cas d'une satire politique contre un pape régnant affiché publiquement à Rome. C'est un signe du fait que la popularité de François, sur la base de laquelle il a fondé son style de démoulage, s'est effondrée en Italie et au-delà. Un autre signe se trouve dans les chiffres des audiences papales sur la Place Saint-Pierre, qui ont lieu plus ou moins chaque semaine et qui attiraient des dizaines de milliers de fidèles. Les statistiques officielles de la participation moyenne à ces événements depuis que François est devenu Pape sont les suivantes :

2013 : 51 617
2014 : 27 883
2015 : 14 818

Pour 2016, aucun chiffre n'est disponible, mais on estime qu'ils sont inférieurs à 10 000, soit moins d'un cinquième de ce qu'ils étaient il y a quatre ans et à l'époque de Benoît XVI (179). Pour ceux qui voient les bandes décroissantes à l'intérieur des colonnades de Saint-Pierre, le message est clair : le Pape du Peuple est déserté par le peuple. L'assistance de masse a également chuté en Italie, et il semble que ce soit de même dans le reste du monde. Le pontificat de François, qui devait revivifier l'Église, après quatre ans de battage médiatique, s'avère un échec implacable.

(172) LifeSiteNews, 26 janvier 2017 : Philip Lawler, « The ideological

purge at the Vatican. » (La purge idéologique au Vatican)

(173) Nuzzi, "Merchants in the Temple" (Les Marchands du Temple), p.204. ["Via Crucis" p.268]

(174) OnePeterFive, 17 novembre 2016 : Steve Skojec, « The Dictatorship of Mercy. » (La Dictature de la Miséricorde)

(175) The Spectator, 14 janvier 2017 : Damian Thompson, « Why more and more priests can't stand Pope Francis. » (Pourquoi de plus en plus de prêtres ne supportent pas le Pape François.)

(176) Ivereigh, op. cit., p.28.

(177) Ivereigh, op. cit., pp.383-384.

(178) Les 200 affiches ont été enlevées en quelques heures par les fonctionnaires de la ville de Rome, où le Pape n'a aucune juridiction légale. Les affiches annonçant les opinions politiques sont connues pour rester en vue dans la ville pendant des années, sans être dérangée.

(179) Article dans Il Tempo du 2 juillet 2017 : Valentina Conti, « E i fedeli manifestano la loro insoddisfazione disertando le udienze in piazza San Pietro. » (Et les fidèles manifestent leur mécontentement en désertant l'audience sur la place Saint-Pierre.)

Le pape politique

Il semble que le Pape François lui-même a commencé à se rendre compte du terrain dangereux dans lequel sa philosophie de « création de désordre » (« *Hagan lio* ») l'emmène. Il aurait fait la remarque suivante juste avant Noël 2016 : « Il n'est pas impossible que j'entre dans l'histoire comme celui qui a divisé l'Église Catholique. » (180) La pensée n'a pas échappé à ceux qui l'entourent, et en mars 2017 le journal britannique *The Times* a publié un article sous le titre « Anti-reform cardinals "want the Pope to quit" » (Les cardinaux anti-réforme « veulent que le Pape démissionne ») (181). L'article citait le rapport publié quelques jours auparavant par Antonio Socci : « Une grande partie des cardinaux qui ont voté pour lui sont très inquiets et la curie...

qui a organisé son élection et l'a accompagné jusqu'à présent, sans jamais se dissocier de lui, cultive l'idée d'une persuasion morale pour le persuader de prendre sa retraite. » (182) Ces cardinaux « anti-réforme » (notez l'orthodoxie médiatique qui définit ainsi ceux qui doutent de François) sont dits au nombre d'une douzaine, et ce qui les pousse, c'est la peur d'un schisme créé par le Pape. C'est aussi un présage qu'à la fin de 2016, une étude théologique sur la possibilité de déposer un pape était en train de faire le tour du Vatican. Si cela se réalise, c'est peut-être la seule façon pour le pontificat de François d'être vraiment innovateur.

Ceux qui sont choqués d'entendre François décrit comme un dictateur ne remettraient pas en question le fait qu'il est le pape le plus engagé politiquement à monter sur le trône depuis des siècles. Ce n'est pas une diffamation de ses ennemis, mais c'est souligné par un admirateur aussi peu qualifié qu'Austen Ivereigh. Nous devons comprendre que la clé du style téméraire de François – l'indifférence à la réforme, les actes tyranniques, la quête fébrile d'une image populaire – est que sa préoccupation première n'est pas en fait le gouvernement de l'Église. Ivereigh a tracé en détail l'ambition de François de devenir un leader mondial dans le domaine politique ; il s'est lancé avec une vision bombastique de la "décadence" de la civilisation occidentale qui serait exploitée par l'Amérique Latine pour se réaffirmer, et son rêve était de rallier le continent à « *la patria grande* » (la grande patrie) pour défier la domination impérialiste des États-Unis. Cet objectif était à l'origine de la nomination au poste de Secrétaire d'État du Cardinal Parolin, qui avait été un nonce apostolique très apprécié au Mexique et au Venezuela, et il a été chargé de lier le continent sous l'égide du Saint-Siège. Les résultats réels ont été analysés par un journaliste italien :

« L'image de François, qui a eu la chance de s'établir comme "leader moral du continent", sans le parapluie de Barack Obama, entre rapidement en crise, malgré le travail remarquable du Secrétaire d'État Parolin : à Cuba, avec Trump, la diplomatie du Vatican trébuche ; en Colombie, le référendum de paix a été ruiné parce que les protestants du pays l'ont saboté ; au Venezuela, tous les partis politiques s'accordent à dire que l'effort de paix du Vatican a aggravé plutôt qu'amélioré la situation ; et enfin au Brésil, après le succès de la journée mondiale de la jeunesse, Rio de Janeiro a un maire qui est évêque protestant, anti-catholique et surtout critique à l'égard de la Conférence Épiscopale. » (183)

Comme l'indique cette analyse, l'élection de Donald Trump a brisé les hypothèses sur lesquelles reposait la stratégie de François. Avec toute

sa rhétorique machiste latino-américaine, le plan dépendait de la présence à la Maison Blanche d'un président libéral prêt à s'abaisser lui-même (ou elle-même) aux lauriers latino-américains. Il s'effondre devant un président dont la réponse aux fauteurs de troubles au-delà du Rio Grande est de construire un mur contre eux. C'est pourquoi, en 2016, le Pape François a misé tous ses jetons sur une présidence Clinton. Ceux qui l'entouraient, à commencer par le Cardinal Parolin (qui de mieux que lui pour le conseiller sur les affaires américaines ?) lui ont dit que Donald Trump n'avait aucun espoir de gagner, et sur les ordres de François, l'APSA a financé la campagne présidentielle de Hilary Clinton (on dit maintenant que l'argent utilisé pour cela venait du Denier de Saint-Pierre, les dons des fidèles faits soi-disant à des fins caritatives). François intervient aussi dans la campagne par la parole, accusant implicitement Trump de ne pas être chrétien. Quand l'ennemi a gagné malgré tout, François a été furieux contre ses conseillers. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles le Cardinal Parolin a perdu ses faveurs : il s'est montré faillible aux États-Unis et il n'a pas réussi à livrer la marchandise en Amérique Latine.

La scène mondiale dans laquelle François avait imaginé son triomphe a changé par manque de discernement. Avec le rapprochement entre les États-Unis et la Russie, et avec le départ de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne, Merkel et Macron sont restés groupés ensemble, essayant de protéger les lambeaux de l'ordre mondial libéral qui semblait servi et prêt à manger il y a un peu plus d'un an. De cet ordre mondial, François s'est fait passer pour le grand prêtre ; où va-t-il ensuite ?

Les conséquences politiques du fiasco sont diverses. La Maison Blanche a des cartes fortes à jouer contre le Vatican, et l'on peut s'étonner qu'elle ne les ait pas jouées jusqu'à présent. On sait que la CIA surveillait le Conclave de 2013, et l'idée de l'utilisation que le gouvernement américain pourrait faire de ses connaissances serait à l'origine de nuits blanches à la Curie. Les occasions d'intervention nécessitent bien peu de recherches. Avec l'échec du Saint-Siège à réformer ses structures financières criminelles, pour lesquelles les preuves s'accumulent de jour en jour, on peut facilement voir la communauté internationale, dirigée par l'Amérique, décider d'annoncer qu'assez c'est assez. Le licenciement brutal en juin 2017 de Libero Milone, le Vérificateur Général du Vatican, qui n'est pas sans amis en Amérique, pourrait bien être la provocation finale.

La raison fondamentale de cette situation difficile est que François a dépassé ses limites. C'est un homme politique malin – le plus rusé à

occuper le trône papal depuis des siècles, capable de faire tourner des anneaux autour d'hommes d'Église sans méfiance comme les Cardinaux Burke, Sarah et Müller – mais en tant qu'homme d'État mondial, il est hors de sa ligne. Ainsi, il est un dirigeant de l'Église catholique, ce qui exige des talents supérieurs à ceux d'un chef de parti péroniste. Ce fait commence à être reconnu par ceux qui étudient son pontificat. Le journaliste que je viens de citer a écrit :

« Après une campagne de presse qui a fait du Pape argentin une idole, les gens se rendent compte que, essentiellement, le travail de Ratzinger a été profondément sous-estimé. Dans un Vatican déchiré par des querelles, le Pape allemand a introduit l'IOR dans la Liste Blanche, imposé une tolérance zéro à l'égard de la maltraitance des enfants et présenté une étude approfondie des domaines critiques de l'Église moderne face aux défis futurs. Ainsi, François arriva avec un avantage sans précédent dont il n'était peut-être même pas conscient, entouré d'une clique médiocre qui obscurcissait sa vision et qui ne lui montrait pas les points de danger qui risquent de prendre des dimensions de plus en plus grandes, le distançant aussi de ses propres prédécesseurs. » (184)

Un aspect plus doctrinal a été analysé en 2016 par le Vaticaniste Giuseppe Nardi : « Trois ans et demi après le début de son pontificat, le Pape François atteint ses limites. L'impression, donnée par des gestes et des paroles, d'une intention latente de changer la doctrine de l'Église doit, à un moment donné, soit prendre une forme définitive, soit s'effondrer... François se trouve pris au piège par l'atmosphère même qu'il est lui-même responsable de créer. Il ne s'agit plus d'un énoncé spontané sur ceci ou cela, qui reste improvisé et non contraignant. Son travail pastoral et ses qualités de leader, qui exigent un sens des responsabilités et un caractère exemplaire, atteignent leurs limites. Cela pourrait faire échouer François. » (185)

Ces commentaires soulignent l'énorme bévue du Conclave en 2013 en choisissant le cardinal « des extrémités de la Terre » pour être à la tête de l'Église. En votant pour un étranger peu connu, ils ont élu un homme qui s'est avéré inapte, par son caractère et par les priorités qu'il montre, à occuper sa fonction. Pour beaucoup de catholiques, cette idée est difficile à accepter. De mémoire d'homme, nous ne trouvons aucun cas où une telle erreur de jugement dans l'élection d'un pape s'est produite. Certains des papes modernes ont été de grands hommes, d'autres ont été adéquats ; pendant des siècles, il n'y en a pas eu un seul qui ait été, comme il faut le dire brutalement de François, si clairement en-dessous de son office. Comment cela s'est-

il passé ?

Nous devons garder à l'esprit que Jorge Bergoglio est un homme élevé dans une culture politique dégradée, et formé dans un ordre religieux dont les traditions d'obéissance et d'engagement politique et social ont été perturbées et déformées par les bouleversements des années 1960, ce qui signifie qu'il a été moins formé dans les disciplines culturelles enracinées de longue date qui ont maintenu ses prédécesseurs à certains niveaux. L'Église n'a jamais été une étrangère pour le clergé, même pour ceux qui ont laissé leur vocation religieuse prendre une tournure trop politique, et Bergoglio n'a jamais montré la pureté du dévouement qui protégerait contre une telle erreur. Avant son élection, il ne se distinguait par aucun des écrits spirituels ou doctrinaux ou des prédications par lesquels de nombreux papes étaient connus. Son manque d'intérêt pour la doctrine et la liturgie lui est familier, et même certaines de ses habitudes de prière ont suscité des remarques enthousiastes. Lucrecia Rego de Planas a fait remarquer que lors de la célébration de la Messe, le Pape François ne fait jamais de genuflexion devant le tabernacle ou à la Consécration comme le prescrit la règle liturgique, et il était connu pour cette omission bien avant que la vieillesse ne le rende physiquement pardonnable (186). Que doivent faire les catholiques d'un Pape qui omet les signes de révérence au Saint-Sacrement que tous les prêtres et fidèles donnent par règle et par tradition ?

Nous pouvons lier ces défauts au ton rabougri du magistère folklorique dont le Pape François a fait sa marque de fabrique, dans les conférences de presse sur les vols internationaux et autres alternatives improvisées à la cathèdre pétrinienne. Aldo Maria Valli a souligné la « banalisation comme note dominante et le conformisme comme habitude intellectuelle » (187). On pourrait dire la même chose des insultes tordues dont le Pape François est célèbre pour les avoir dirigé contre ceux qu'il réprimande, un phénomène qui s'étend à ses documents officiels. Une encyclique comme *Evangelii Gaudium* (2013) est pleine de phrases telles que « l'élitisme narcissique et autoritaire », ou « le Néo-Pélagianisme Prométhéen auto-absorbé ». Jésus-Christ a dénoncé « les faux prophètes, qui viennent à vous en vêtements de brebis, mais intérieurement ce sont des loups ravisseurs » mais nous avons dû attendre le pontificat de François pour être avertis, dans l'enseignement papal, des dangers de partager un banc avec un Néo-Pélagien Prométhéen. C'est apparemment le langage d'une nouvelle évangélisation fraîche, inspirée par les besoins pastoraux des pauvres.

Tout cela a longtemps échappé au regard superficiel des médias, qui sont à côté de la dimension théologique et tombent sur des gestes publicitaires avec une naïveté enfantine. En Italie, un certain nombre de journalistes, entre lesquels Sandro Magister se distingue, font des reportages critiques sur les affaires du Vatican depuis quelques années, mais dans le monde anglophone, le silence a été assourdissant. Seule une poignée de sites Web catholiques conservateurs, comprenant le *National Catholic Register* et *LifeSiteNews*, ont produit, pour des raisons doctrinales, le genre de reportage pointu que les médias grand public ont négligé. L'Italie a également produit deux livres critiques, "*Non è Francesco*" d'Antonio Succi (2014) et "*266*" d'Aldo Maria Valli (2016). En Amérique, les signes d'une rupture des rangs commencent à apparaître, du moins dans le monde de l'édition : "*The Political Pope*" de George Neumayr (2017) présente un plaidoyer conservateur contre François, et un livre de Philip Lawler est en cours de publication, basé sur son reportage pointu en tant que journaliste du Vatican.

Ces derniers mois, les signes se sont multipliés : « on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps ». Le consensus médiatique saluant François comme un grand réformateur a montré une grave fissure le 2 juillet 2017, lorsque le quotidien romain *Il Tempo* a consacré sa une et ses pages 2 et 3 à une série d'articles évaluant ses réalisations et les trouvant insuffisantes. L'article central était sous le titre « *Crollo di fedeli, temi etici, gay, immigrati e Isis-Islam. Quanti errori. Ora le epurazioni. Cala la popolarità di Francesco.* » (Chute des fidèles, questions éthiques, gays, immigrants et Isis-Islam. Combien d'erreurs. Maintenant, les purges. La popularité de François diminue.). Le départ rapide du Vatican de Libero Milone, du Cardinal Müller et du Cardinal Pell ne pouvait pas manquer de suggérer un état de crise, et la tentative de l'expliquer dans le sens que le Pape François abandonne ses mauvais choix est vouée à succomber avant une enquête plus approfondie. Les rumeurs selon lesquelles le Denier de Saint-Pierre a servi à financer la campagne présidentielle d'Hilary Clinton sont de plus en plus entendues et elles tracent la voie à un énorme scandale.

Le Pape François a encore un avantage écrasant. Les médias libéraux ont beaucoup investi en lui en tant qu'idole révolutionnaire – l'homme que le *Wall Street Journal* a décrit en décembre 2016 comme le « leader de la gauche mondiale » – et ils ne sont pas prêts à abandonner le mythe. Avec Obama parti et Hillary Clinton humiliée, François leur est plus nécessaire que jamais. Pour les non-chrétiens, les préoccupations que François suscite par ses tentatives de

libéraliser l'enseignement de la morale sexuelle n'ont pas d'importance. En effet, ce que les sécularistes aiment chez François, c'est la façon dont son style rompant avec la tradition sape la mystique et l'autorité de l'Église. Pourtant, la croyance que les médias libéraux peuvent imposer leur point de vue au monde a récemment pris un coup. Hillary Clinton s'y est fiée et a échoué ; nous pourrions voir le Pape François suivre le même chemin.

(180) Cité dans *Corrispondenza Romana* du 15 mars 2017, article de Roberto de Mattei, « Papa Francesco quattro anni dopo » (Le Pape François quatre ans après).

(181) *The Times* du 2 mars 2017, article de Philip Willan, et voir l'article de Damian Thompson dans *The Spectator* du 11 mars 2017, « The plot against the Pope : It is no secret in Rome that several cardinals want Francis to stand down. » (L'intrigue contre le Pape : ce n'est pas un secret à Rome que plusieurs cardinaux veulent que François se retire.).

(182) Article d'Antonio Socci dans *Libero* du 28 février 2017.

(183) Article de Luigi Bisignani dans *Il Tempo* du 2 juillet 2017, « Il Papocchio. La Solitudine di Papa Francesco. Dall' Argentina agli Stati Uniti cala la popolarità di Jorge Mario Bergoglio tra scandali, errori, epurazioni e faide interne che spaccano la Curia » (L'Arnaque papale : la Solitude du Pape François. De l'Argentine aux États-Unis, la popularité de Jorge Mario Bergoglio est en chute libre, au milieu de scandales, d'erreurs, de purges et de querelles internes qui divisent la Curie.).

(184) Article de Luigi Bisignani dans *Il Tempo* du 2 juillet 2017, « Il Papocchio. La Solitudine di Papa Francesco. Dall' Argentina agli Stati Uniti cala la popolarità di Jorge Mario Bergoglio tra scandali, errori, epurazioni e faide interne che spaccano la Curia » (L'Arnaque papale : la Solitude du Pape François. De l'Argentine aux États-Unis, la popularité de Jorge Mario Bergoglio est en chute libre, au milieu de scandales, d'erreurs, de purges et de querelles internes qui divisent la Curie.).

(185) *Faithful Insight* (journal de LifeSiteNews), mai 2017, citant un article de Giuseppe Nardi en novembre 2016.

(186) Voir la Lettre de Lucrecia Rego de Planas au Pape François citée plus haut. Cette particularité du Pape est commentée dans

l'épigramme de Lorenzo Strecchetti :

« Sono Francesco, papa ed argentino : non all'Ostia, ma al secolo mi inchino. »

Qui pourrait être traduit par :

« François, le pape argentin, c'est moi : non pas à l'Hostie mais au siècle je m'incline. »

Le verset provient d'une collection publiée de 200 épigrammes, "Francescheide", sous-titrée "Pasquinate per papa Francesco" – un autre retour aux traditions irrespectueuses d'il y a des siècles que François a provoquées.

(187) Aldo Maria Valli, "266". (Macerata, 2016), p.186.

Le prochain Pape

Nous en revenons à l'erreur sans précédent commise par les cardinaux en 2013 en élisant un homme comme Jorge Bergoglio. Comme on l'a déjà dit, les catholiques sont habitués à ce que l'élection d'un pape soit digne, ou du moins adéquate, et ils auront du mal à croire (même avec une clique de cardinaux intrigants pour l'expliquer) qu'une erreur aussi impie aurait pu être commise.

Que François démissionne ou que nous attendions la manière plus habituelle de Dieu de provoquer une vacance au Siège Apostolique, la grande question sera de savoir ce qui se passera lors de l'élection du prochain pape, et il n'y a aucune certitude que la même erreur ne se reproduira pas. Notons que les cardinaux dont on dit qu'ils se mobilisent contre le Pape François sont précisément les curialistes qui, en 2013, ont décidé de mettre leur poids derrière Bergoglio et ont ainsi assuré son élection. Cette fois, le candidat qu'ils proposent est le Cardinal Parolin. Donc : de l'équipe qui vous a amené le Pape Bergoglio, accueillez maintenant le Pape Parolin. On espère sincèrement que le Sacré Collège a appris une meilleure leçon.

Nous pouvons penser que même les cardinaux qui ont été créés par le Pape François pendant son pontificat – apparemment dans une tentative délibérée de préparer le prochain Conclave – ne partagent pas nécessairement la vision de François de l'Église comme instrument politique. Faisons-leur appel et prions Dieu pour qu'ils rejettent la vision désastreuse qui a amené l'Église à la confusion et

reviennent à un modèle spirituel de ce que devrait être un pape.

Prions pour que les participants au prochain Conclave s'assurent tout d'abord qu'il n'y a pas de clique qui essaie de faire passer l'élection à son propre ordre du jour ; deuxièmement, qu'ils savent bien qui ils élisent. Qu'il soit un homme de renom dans l'Église, et surtout connu comme un homme de Dieu et non comme un politicien ; un homme dont les priorités sont les trésors spirituels qu'il est appelé à garder ; un homme qui enseigne la doctrine ouvertement et non dans des accords ambigus en coulisses ; un homme qui sera un réformateur sincère et qui ne s'alliera pas avec les corrompus dans le but de contrôler l'Église. C'est aux cardinaux de faire ce qui est juste dans leur conscience et de laisser le reste entre les mains de Dieu. Et prions pour que, aussi rare que soit le monstre de la nature qui a été involontairement poussé sur le Siège de Pierre, il faudra peut-être aussi longtemps avant qu'une autre catastrophe de ce genre ne soit à nouveau vécue dans l'Église Catholique.

FIN